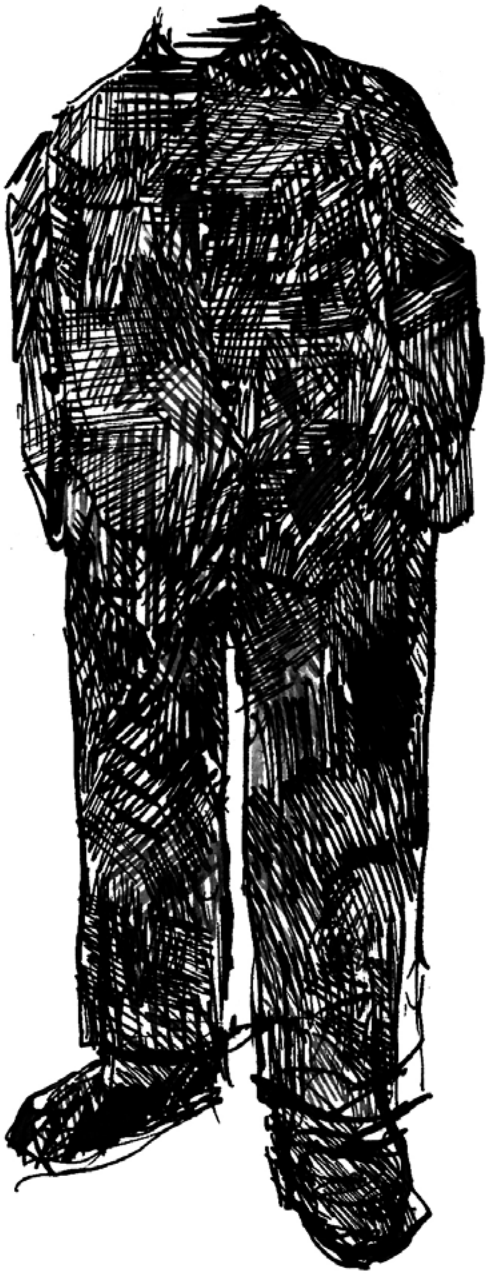
Le Journal de
Culture & Démocratie



48
SEPTEMBRE 2018
Périodique gratuit de l'asbl
Culture & Démocratie

DOSSIER
TRAVAIL

CÔTÉ IMAGES
Éliane Fourré et Merkeke

SOMMAIRE

ÉDITO - Sabine de Ville et Pierre Hemptinne 2

DOSSIER :
Travail.....3-48

VENTS D'ICI, VENTS D'AILLEURS
- **Singuliers itinéraires**
  Paul Biot 49
- **« Les arbres » ou le droit du vivant**
  Bernadette Heinrich 51

LA VIE DE L'ASSOCIATION 54

CÔTÉ IMAGES
- **Éliane Fourré et Merkeke** 56

© Éliane Fourré
Burn out, Linogravure 2008



Illustration de couverture :
© Merkeke
Travailleur universel, étude, 2018

ÉDITO

Pierre Hemptinne,
Directeur de la médiation culturelle à PointCulture
Sabine de Ville
Présidente de Culture & Démocratie

Le travail définit beaucoup plus que nous ne le pensons notre itinéraire de vie.

L'absence de travail suscite des problèmes d'identité, d'équilibre émotionnel, de survie économique et d'intégration sociale. Et quand travail – salarié – il y a, l'essentiel du temps humain est alors régi par un contrat qui fixe des objectifs de production de plus en plus strictement évalués. Lieu de réalisation de soi ou lieu de souffrances de plus en plus tangibles, le champ du travail est traversé par un évident malaise. Il signe l'épuisement d'un modèle culturel asservi à une croissance économique dont les fruits sont inégalement répartis. Croissance, du reste, de plus en plus fantomatique et écologiquement nocive.

En-dehors, à côté ou au cœur de cette logique, certains métiers ou secteurs – notamment ceux de la création, de la culture et du soin – échappent encore, mais de moins en moins, au productivisme. Ils créent des biens immatériels, du non-mesurable qui se joue des évaluations quantitatives. Ils révèlent que le travail, en tant que créativité ordinaire, dépasse ce que fixe le contrat de travail. Ainsi, les activités non-marchandes déployées hors du champ du travail contractualisé – ce que l'on nomme « l'autre travail » – font émerger çà et là une puissante dynamique sociale capable de transformer notre modèle. Ces activités régénèrent peu à peu, là où elles se déploient, ce que détruit l'entropie consumériste.

La collaboration entre Culture & Démocratie et PointCulture, deux asbl aux profils spécifiques mais complémentaires, se noue autour de cette thématique : penser/repenser le travail pour nourrir la réflexion et l'action. Elle s'organise en deux axes : une saison d'activités construite par PointCulture et baptisée *Le Travail* (conférences, expositions, projections de films, ateliers et débats), et, fondement de cette saison et de ces multiples activités, le *Journal de Culture & Démocratie*, véritable aiguillon réflexif et prospectif.

Son dossier explore ce que travailler veut/devrait dire. Il propose des repères théoriques et expérientiels, des perspectives et du recul pour échapper à la pression univoque du fameux « jobs, jobs, jobs » !

La table des matières s'ouvre notamment avec une analyse des liens rarement explicités, entre travail et démocratie. Suivent une réflexion sur les relations entre travail et numérique, des retours d'expériences sur d'autres formes d'organisation du travail, des approches critiques sur le rôle des artistes dans la recherche-action, des restitutions de regards artistiques sur l'univers du travail, un point de vue de syndicaliste différent de ceux que relaient à l'envi les médias grand public, une sélection de films pour mieux voir ce qui se joue dans les usines et les entreprises, bref, un voyage multiple au cœur des interrogations et des réinventions à l'œuvre aujourd'hui dans le champ du travail.

Bonne lecture !

TRAVAIL

Le mythe du travail
Baptiste De Reymaeker 4

À la croisée des chemins : fin ou faim démocratique ?
Isabelle Ferreras 7

Travail démocratique et citoyenneté
Alexis Cukier 10

Pied écrasé, bouche bâillonnée
Entretien avec Felipe Van Keirsbilck
Propos recueillis par Baptiste De Reymaeker.....14

S'approprier le travail : l'humanité dans les interstices
Entretien avec Nicolas Naudé
Propos recueillis par Hélène Hiessler 17

Ce que fait l'économie collaborative au travail
Entretien avec Michel Bauwens
Propos recueillis par Irene Favero 20

Coopératives ? Vers une hybridation des formes démocratiques
Entretien avec Sandrino Graceffa
Propos recueillis par Lapo Bettarini 23

1848
Daniele Manno..... 26

Le numérique bouleverse le travail
Patrice Flichy 28

Se déprendre de notre conception habituelle du travail et de la culture
Christian Ruby 31

Corps en actes
Coline Merlo..... 34

Du geste à la dépossession
Marc Roesems 37

Le théâtre sur l'établi de la vie ou en s'éloignant de l'étal des États
Lorent Wanson..... 40

***Burning*, le travail au théâtre/le théâtre au travail**
Sabine de Ville..... 43

L'industrie verrière à Charleroi
Entretien avec Catherine Thomas
Propos recueillis par Maryline le Corre 45

Mais aussi, dans la suite en ligne :
https : //lejournaldeculturedemocratielasuite.wordpress.com/

Du temps et des casseroles
Baptiste De Reymaeker

La coopération entre artistes, scientifiques et industries : une genèse de la recherche-création
Manuelle Freire

L'audit considéré comme un des beaux-arts
Pierre Hemptinne

Contre les lois d'airain
Laurent Courtens

KANAL/La métamorphose
Sabine de Ville

Baptiste De Reymaeker
Coordinateur à Culture & Démocratie

LE MYTHE DU TRAVAIL

Le travail est au centre de l'organisation de nos sociétés occidentales. Il est considéré tout à la fois comme devoir moral, obligation sociale et unique voie vers la réussite personnelle. S'appuyant sur les travaux de penseur·ses qui ont marqué le discours sur le travail, cette analyse se penche sur l'histoire de cette centralité et de sa construction sociale et culturelle.

Pour André Gorz, auteur du livre *Métamorphoses du travail*, le constat d'une crise de la Modernité (quelque fois relayé dans ces colonnes) est une erreur. La Modernité doit pouvoir s'interroger sur le processus de modernisation/de rationalisation qui a produit ses propres mythes, entretenu un nouveau crédo soustrait à la critique rationnelle. C'est ce crédo qui est en crise, pas la Modernité, pas le processus de rationalisation qui justement déconstruira ces mythes et croyances. Le travail est un élément central du crédo moderne.

Le fait que le travail soit l'activité humaine dominante est relativement récent. Cela date d'environ 250 ans, avec l'avènement du capitalisme industriel. Il a fallu un long combat culturel (débuté il y a plus de 250 ans – certains[1] estiment même que tout commence avec l'apparition de l'agriculture !) pour faire croire aux femmes et aux hommes que le travail est source principale d'identité et d'insertion sociale ; qu'il n'y a de valeurs qu'économiques ; que les seules activités fonctionnelles, instrumentales, salariées amèneront le progrès humain.

Dominique Méda, dans le « Que sais-je ? » sur le travail, évoque les travaux de la psychologue Maria Jahoda qui, constatant les dégâts provoqués par la fermeture d'une usine dans la bourgade autrichienne de Marienthal, écrit que le travail, outre le fait d'apporter un revenu, « impose une structure temporelle de la vie ; il crée des contacts sociaux en dehors de la famille ; il donne des buts dépassant les visées propres ; il définit l'identité sociale et il force à l'action »[2]. Cette centralité du travail, qui apparait si naturelle qu'en priver les humains semble leur enlever une partie de leur essence, est une construction sociale et culturelle. Cette construction est aujourd'hui en crise.

Il faut s'entendre avant tout sur une définition du travail. D'une certaine manière, les hommes et les femmes ont toujours du « travailler », dans le sens de se confronter à la nature pour survivre, de transformer ses conditions de vie. Mais le temps consacré aux activités de production des conditions matérielles de la vie était relativement faible. En outre celles-ci n'ont pas toujours été rassemblées sous la catégorie unique « travail » et surtout n'étaient pas au fondement de l'ordre social.

Dans la pensée politique d'Aristote, par exemple, les artisans comme les commerçants ne pouvaient être citoyens. Le lien qui fait cité est politique, non économique. L'idéal de vie grec était éloigné de tout travail, de toute activité dépendante ou pénible et ce pour être disponible pour les seules activités « libres », « indépendantes ». Cela rendait paradoxalement la cité grecque « dépendante » des activités agricoles, commerciales, artisanales (mais aussi administratives, domestiques ...) de nombreuses personnes – femmes, esclaves, métèques, ... La question est de savoir si, en l'absence d'une économie basée sur l'accumulation, ces nombreuses personnes passaient leurs journées, leurs semaines, leur vie à souffrir de leurs labeurs ? C'est la question de la place du « travail » dans leur existence servile ? Est-ce que la représentation de l'esclave comme une personne réduite à n'être qu'une force de travail exploitable à merci – ce qui fut certainement le cas avec l'émergence de l'économie capitaliste – est valable pour les esclaves d'avant l'apparition de l'économie capitaliste ?

Si l'affirmation que le travail est une invention moderne est contestable, nous pouvons nous accorder sur les propos plus prudents de Jean-Marie Harribey : « La nécessité de produire toujours plus a été inventée, mais pas la nécessité de produire. [...] Le travail en tant que fraction de la vie humaine affectée à la recherche ou la production de subsistance est de nature anthropologique, mais le travail en tant que rapport social est de nature historique, ainsi que la représentation du travail et la relation établie entre travail et statut social qui ne sont ni universelles ni immuables. »[3]

Dominique Méda propose cette définition du travail : « Une activité humaine consistant à mettre en forme une capacité ou un donné pour l'usage d'autrui, de manière indépendante (travail indépendant) ou sous la direction d'un autre (travail salarié) en échange d'une contrepartie monétaire. »[4]

Elle estime important de ne pas donner une définition trop extensive du travail, ce qui est la tendance actuelle. Pour légitimer une activité, pour justifier son utilité sociale, il faut aujourd'hui la qualifier de travail. Le risque c'est d'alimenter le mouvement de marchandisation de l'ensemble des échanges humains. Le risque c'est de réduire la diversité de l'action humaine, c'est oublier la nature plurielle de leur finalité, c'est soumettre toute activité humaine au schème de la production et à la logique d'efficacité. « Si le travail consiste bien à une mise en forme pour l'usage d'autrui en vue de l'échange, la vie humaine ne s'y réduit pas. »[5]

Cette définition du travail rejoint ce qu'André Gorz nomme le travail à but économique. À côté de cette forme-là de travail – devenue dominante avec l'avènement du capitalisme et la généralisation des rapports marchands –, il identifie deux autres formes (plus anciennes et fondamentales ?) de « travail » : le travail domestique et pour soi (1) et l'activité autonome (2).

Qu'est-ce qui a permis au travail « à but économique » de devenir dominant ? Nous l'avons écrit, c'est le capitalisme « industriel ». Il reste donc à déterminer les conditions de possibilité de l'accession du modèle capitaliste comme modèle économique hégémonique.

Poursuivant en quelque sorte les traditions grecque et romaine, la pensée chrétienne se désintéresse en premier lieu du monde d'ici-bas. Mais lentement, des interprètes de la Bible, tel saint Thomas d'Aquin, vont considérer la création comme une œuvre, le monde comme un processus et légitimer ainsi le fait que l'Homme prenne part à ce processus, avec une place prépondérante, en tant que créature divine. L'Homme se distingue de la Nature et doit la maitriser. À ce premier changement de mentalités s'ajoute un second, avec le protestantisme : « L'enrichissement individuel et collectif devient l'objectif suprême des communautés humaines et justifie l'enrégimentement de la population toute entière dans le travail. Grâce à la réinterprétation des textes bibliques, il est devenu légitime à un moment d'aménager rationnellement le monde, non pas parce que ce comportement entrainerait une récompense dans l'au-delà mais bien plutôt parce qu'il manifesterait en lui-même le signe de l'élection. »[6]

Au XVIII[ème] siècle, Adam Smith conçoit le travail comme l'unité de mesure qui permettra d'unifier un certain nombre d'activités diversifiées. Le travail dessine le cadre d'homogénéisation d'un grand nombre d'activités humaines et permet de rendre les marchandises comparables. « Dans une société qui doit être tout entière tendue vers la recherche de l'abondance, le rapport qui lie les individus est fondamentalement celui de la contribution des individus à la production et de leur rétribution, dont le travail est la mesure. »[7]

À cette époque, les liens que créent le travail et l'économie entre les individus apparaissent comme une solution infiniment plus avantageuse et stable pour fonder la cohésion sociale que les liens politiques.

Il faut attendre le XIX[ème] siècle pour que l'activité de travail en tant que telle soit valorisée. Jusqu'alors on considérait les progrès et les richesses que le travail permettait d'accumuler, mais il restait quelque chose de pénible, un sacrifice. Avec des penseurs tels Hegel et Marx, le travail est synonyme de liberté créatrice : celle par laquelle l'homme peut transformer le monde, l'aménager, le domestiquer, le rendre habitable, tout en y imprimant sa marque. Pour Hegel, le travail est un des moyens de mettre le monde en valeur, d'assurer cette tâche proprement humaine de spiritualisation et d'anéantissement du naturel.

Pour Marx, le travail dans sa forme la plus industrielle est l'unique modalité pour faire advenir l'humain. Tout travail est œuvre, tout travail non aliéné, c'est-à-dire non salarié. « La production et par conséquent le travail sont rêvés comme le lieu central où s'opère l'alchimie du lien social dans une philosophie de l'interexpression et de la reconnaissance. »[8]

Au XX[ème] siècle, le socialisme réhabilite, contre Marx, le salariat. Le travail reste la modalité essentielle de l'épanouissement humain, individuel et collectif, mais, restant dans une relation de subordination, le travail ne fait pas œuvre (le travail reste hétéronome : exercé en vue d'autre chose), et surtout « œuvre collective où le travail serait le lieu d'une véritable coopération »[9].

> **« Repenser la place du travail dans notre société est une question urgente et une question de civilisation, de culture. Il s'agit de pouvoir permettre, à chacun, de reprendre le pouvoir sur sa vie. »**

Le témoignage de Simone Weil, dans *La condition ouvrière*, décrit bien ce paradoxe, cette fusion impossible entre deux conceptions du travail : le travail aliéné et le travail libéré (ou vivant), qui est une fusion entre réalité du travail et idéal :

« [Un travail] gouverné par la nécessité, non par la finalité, on l'exécute à cause d'un besoin, non en vue d'un bien : "parce qu'on a besoin de gagner sa vie". On fournit un effort au terme duquel à tous égards on n'aura pas d'autres choses que ce qu'on a. Sans cet effort on perdrait ce qu'on a. Mais dans la nature humaine il n'y a pas pour l'effort d'autre source d'énergie que le désir. Et il n'appartient pas à l'homme de désirer ce qu'il a. Le désir est une orientation, un commencement de mouvement vers quelque chose. Le mouvement est vers un point où on n'est pas. Si le mouvement à peine commencé se boucle sur le point de départ, on tourne comme un

écureuil dans une cage, comme un condamné dans une cellule. Tourner toujours produit vite l'écœurement. [...] L'unité de temps est la journée. Dans cet espace on tourne en rond. On y oscille entre le travail et le repos comme une balle qui serait renvoyée d'un mur à l'autre. On travaille seulement parce qu'on a besoin de manger. Mais on mange pour pouvoir continuer à travailler. Et de nouveau on travaille pour manger. Tout est intermédiaire dans cette existence, tout est moyen... »[10]

Ce témoignage écrit dans les années 1930 conserve toute son actualité. Il n'est plus possible de continuer comme ça. Ont peut-être fait effet un temps les artifices imaginés par les chantres de la pensée managériale pour que le travailleur incorpore l'aiguillon qui le pousse au travail, pour qu'il désire travailler. Le nombre de burn-out augmente toutefois... Le constat d'une souffrance généralisée au travail (quels que soient les métiers !) est indéniable.

Repenser la place du travail dans notre société est une question urgente et une question de civilisation, de culture. Il s'agit de pouvoir permettre, à chacun, de reprendre le pouvoir sur sa vie. Et pour cela, il est nécessaire de réduire le temps de travail « à but économique ». Non pas parce que travailler serait inintéressant, ou parce qu'il s'agirait de refuser tout effort, mais pour que le travail fasse partie de la vie « au lieu que celle-ci ait à être sacrifiée ou subordonnée à celui-là »[11].

Cette diminution du temps de travail permettra d'une part d'avoir plus de temps pour se demander à quoi on travaille ?, pourquoi on travaille ? – questionnement qui seul « peut nous protéger contre une éthique de "l'effort pour l'effort", du "produire pour produire" qui trouve son achèvement dans l'acceptation de l'économie de guerre et de la guerre elle-même »[12]. D'autre part, cette diminution du temps de travail donnera la possibilité aux femmes et aux hommes de développer d'autres types d'activités et centres d'intérêts, autonomes, libres (on retrouve l'idée grecque que le statut de citoyen est accordé aux seuls qui se consacrent aux activités libres – *ergon*), et c'est à ce niveau spécifiquement que les syndicats ont à travailler plus intensément avec les associations culturelles, socioculturelles, d'éducation populaire et avec les mouvements sociaux nés hors du monde du travail, pour contrer l'industrie culturelle, les marchands de divertissement et de loisirs et leur désir de monopoliser les imaginaires et de ne faire du temps libre qu'un temps de consommation, écho d'une ambition pour l'humanité consistant à réduire les êtres humains à « des zombies consommateurs qui ne produisent plus que pour consommer et qui ne consomment qu'en détruisant des marchandises afin de justifier la production de nouvelles marchandises plus attractives »[13]. ■

1. Philippe Godard, par exemple, dans *Toujours contre le travail*, Aden (Bruxelles), 2010.
2. Maria Jahoda citée par Dominique Méda, *Le Travail*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 2004, p.31.
3. Jean-Marie Harribey, « Travail emploi, activité : essai de clarification de quelques concepts », *in Économies et Sociétés*, série « Économie du Travail », A.B., 1998, n°20, 3, p.5-59
4. Dominique Méda, *Le Travail*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2004, p. 30.
5. *Ibid.*, p. 29.
6. *Ibid.*, p. 16.
7. *Ibid.*, p. 15.
8. *Ibid.*, p. 20.
9. *Ibid.*, p. 22.
10. Simone Weil, *La condition ouvrière*, Gallimard, 1951, p. 355-357.
11. André Gorz, *Métamorphoses du travail*, Gallimard, 2008, p. 359.
12. *Ibid.*, p. 363.
13. Philippe Godard, *Toujours contre le travail*, *op. cit.*, p. 14.



© Éliane Fourré
Dessin à 3 mains,
linogravure, 2006

Isabelle Ferreras
Professeure à l'Université de Louvain, Maitre de recherches du FNRS, membre de l'Académie royale de Belgique, senior research associate, Labor and Worklife Program, Harvard University

LA CROISÉE DES CHEMINS : FIN OU FAIM DÉMOCRATIQUE ?

Le capitalisme, comme tout système d'action humaine, a toujours eu besoin, pour être légitime, de justifications, d'un équipement moral fourni aux individus qui s'y engagent. La sociologie, comme discipline scientifique, a cherché depuis l'ouvrage pionnier de Max Weber paru en 1905 sur l'éthique protestante et l'« esprit » du capitalisme, à éclairer ce phénomène. Plus récemment, on se souvient du « nouvel esprit » du capitalisme défini par Boltanski et Chiapello (1999) qui identifiaient dans les pratiques de néo-management de la fin du XX^{ème} siècle la récupération par le capitalisme de la *critique artiste* – la critique de l'organisation taylorienne du travail, fondée sur l'application de principes édictés par le bureau des ingénieurs, sans autonomie, sans projet, sans marge de liberté laissée au travailleur, sans inspiration. Aujourd'hui, alors que le capitalisme n'a jamais été aussi puissant sur nos vies, la critique s'est radicalisée et il convient de se mobiliser pour lui trouver une issue constructive. Faute de quoi, c'est à l'effondrement de la démocratie politique que décideurs économiques, représentants syndicaux, responsables politiques et société civile dans son ensemble risquent d'assister.

L'heure n'est pas à la passivité car la critique est devenue *politique*[1]. Les personnes au travail sont informées par une attente : l'intuition critique de la justice démocratique au travail. De manière cohérente avec notre idéal de vie démocratique, les personnes au travail estiment avoir un avis légitime sur les questions qui les concernent. Or, le fait que la décision appartienne aux seuls apporteurs de capital heurte de plein fouet le sens de la justice démocratique des travailleurs. Aujourd'hui, dans bien des organisations, les personnes au travail se trouvent prises au piège d'une contradiction flagrante entre idéal démocratique, fondé sur le principe de l'égalité, qui reste aux portes de l'entreprise et organisation du champ économique, où seuls les apporteurs de capital ont le droit de prendre les décisions – c'est le principe du capitalisme : seuls ces derniers sont détenteurs du droit politique de gouverner l'entreprise commune. C'est ce que les spécialistes du droit des sociétés appellent pudiquement la démocratie « actionnariale » ...

Marquées par le vote d'extrême droite et la montée des mouvements xénophobes et des replis identitaires, ce n'est pas tant d'un espoir de *fin* de la démocratie que témoignent les opinions publiques que de la récupération par certaines forces politiques d'une immense *faim* de démocratie, c'est-à-dire l'attente de pouvoir peser sur son présent et son avenir. Devant le manque de perspectives offertes à la jeunesse, la destruction de notre environnement, le chômage, les biens publics constamment menacés de baisser en qualité ou exclusivité (justice, enseignement, santé, etc.) dans un contexte d'inégalités croissantes où l'espérance de vie augmente à présent en fonction du niveau des revenus, les personnes attendent de pouvoir peser sur leur destin individuel et collectif. A contrario, elles se voient retenues dans un scénario unique (le mantra néo-libéral *There Is No Alternative*), soumises aux forces du marché dont seuls des leaders forts semblent pouvoir les délivrer. Cette situation rappelle dangereusement le diagnostic que l'historien et économiste Karl Polanyi avait avancé en 1946 à propos de la victoire d'Hitler en 1936. Dans une Allemagne aux prises avec un chômage de masse, une pauvreté rampante, des forces du marché qui lui semblaient hors de contrôle, le peuple allemand a cherché « en dernier ressort » un bouc émissaire – innocent –, et un leader fort dans le but désespéré de résoudre ces problèmes. C'était la « solution fasciste face à l'impasse atteinte par le capitalisme libéral », au prix de « l'extirpation de toutes les institutions démocratiques » (Polanyi 1946).

Les mouvements ouvriers et syndicaux se sont battus pour l'émancipation des travailleurs. L'émancipation ? À l'origine, ce terme latin nous parle de la sortie de l'état d'esclave durant l'Antiquité : c'est-à-dire son avènement à l'état d'être libre, égal dans sa capacité à peser sur son destin individuel mais aussi égal dans sa participation à la détermination du destin commun. Il est urgent de poursuivre ce projet : la planète, notre maison commune, est en danger ; nos espaces publics sont délégitimés car ils fonctionnent avec la plus

grande des difficultés : des pans entiers de notre vie – au travail – restent des zones de non-droit démocratique. En effet, nos milieux de vie que sont les organisations de travail sont des entités politiques encore aux prises avec le principe non-démocratique. Et cette contradiction produit des pathologies de plus en plus inquiétantes.

La critique « politique » du travail est bien repérée par les entreprises qui souhaitent un haut degré d'innovation : depuis les années 2000, ces organisations horizontalisent leur ligne hiérarchique – chez Google il n'y a plus que 3 niveaux de hiérarchie. Certaines, sous la houlette de « leaders libérateurs » ainsi auto-proclamés, se mettent en position de libérer le travail du management en vue de « libérer l'entreprise ». Le régime productif de services qui caractérise notre économie contemporaine (plus de 80% de l'emploi dans les services) est fondé sur le traitement des ressources immatérielles – l'information – en vue de produire de la connaissance utile au « changement de l'état du bénéficiaire ». Voilà la définition du service, selon l'économiste Gadrey, précurseur dans l'étude du passage du régime industriel à celui des services : changer l'état du bénéficiaire. De l'enseignant à l'infirmière, de l'informaticien au pilote d'avion, de la caissière de supermarché au consultant, la diversité des fonctions de services nécessite des travailleurs pleinement intéressés par leurs tâches si l'on souhaite que le travail soit bien fait, qu'il rencontre son objectif.

Il est donc urgent de reconsidérer le « vieux » projet de la démocratie économique. Voici comment le reprendre : l'entreprise est bien plus qu'une société anonyme, cet instrument juridique au service des actionnaires. En réalité, l'entreprise est devenue une véritable *entité politique*[2]. Elle a d'ailleurs aujourd'hui nettement plus d'influence que la plupart des « élus du peuple ». Nous savons le pouvoir croissant des entreprises – en particulier transnationales – sur nos vies quotidiennes : Volkswagen se mêle de nos poumons. Apple échappe à nos contributions. Caterpillar exporte nos emplois. Ryanair nous garantit le réchauffement climatique. Uber remplace nos chauffeurs de taxis par des travailleurs payés à la pièce et désactivables à la minute. Google s'associe au Pentagone. Monsanto veille sur nos cancers. Enfin, au cas où nous douterions encore que tout cela fut politique, nous savons même à présent que Facebook intervient dans nos élections.

Mais les entreprises ne sont pas seulement des entités politiques de par leurs externalités. Elles sont faites de parties « constituantes »[3] : tous les jours, les *apporteurs en capitaux* et les *investisseurs en travail*, débattent, concertent, investissent, délibèrent sur la stratégie, sur la qualité, sur le juste et l'injuste des services de l'entreprise. Et à la fin de la journée ? Les actionnaires décident. Seuls. Ceci heurte de plein fouet l'attente de justice démocratique des investisseurs en travail. À juste titre, ceux-ci ne comprennent plus pourquoi on leur demande leur avis pour élire leurs représentants au Parlement ou leur bourgmestre, tout en leur demandant d'obéir, subordonnés qu'ils sont, au top manager de l'entreprise. Ils veulent un travail qui a du sens. Ils veulent contribuer à la décision. Et dans le cas contraire, ils s'abstiendront partout. Ou se radicaliseront.

> « Tous les jours, les *apporteurs en capitaux* et les *investisseurs en travail*, débattent, concertent, investissent, délibèrent sur la stratégie, sur la qualité, sur le juste et l'injuste des services de l'entreprise. Et à la fin de la journée ? Les actionnaires décident. Seuls. Ceci heurte de plein fouet l'attente de justice démocratique des investisseurs en travail. »

L'économiste Thomas Coutrot vient d'établir ce lien en examinant les résultats du premier tour des dernières élections présidentielles françaises[4] : les communes dans lesquelles les personnes subissent en plus grande proportion un travail répétitif, sans autonomie et sans capacité d'initiative sont aussi celles dans lesquelles l'abstention et le vote pour l'extrême droite ont été les plus élevés…

Polanyi, l'analyse des causes de la montée du fascisme, le recours à l'homme fort, le péril de la fin de la démocratie… Nous avons la responsabilité de nous désengager de cette voie. Nous en avons la capacité. Laisser la direction des entreprises aux seules mains des propriétaires des parts de la société anonyme est devenu inefficace et inefficient. Dans une économie de services, tous les managers le disent : la valeur ajoutée provient de la motivation, de la créativité, de l'innovation des collaborateurs et collaboratrices. Le mouvement des entreprises libérées en fait la preuve par ses profits en hausse[5].

Il y a 60 ans était introduite, en Allemagne, la *Mit-Bestimmung* (la cogestion par 50% de représentants des actionnaires et 50% de représentants des travailleurs composant une Chambre unique) : une formule monocamérale de gouvernement de l'entreprise qui a fait ses preuves mais également son temps. Imaginée dans les années 1930 par des juristes allemands pour faire avancer la citoyenneté dans l'entreprise, elle fut imposée en Allemagne de l'Ouest par les alliés au sortir de la Deuxième Guerre mondiale afin d'affaiblir l'influence du patronat allemand dans le secteur métallurgique. L'objectif noble était de faire des concessions aux syndicats pour mieux résister au communisme. L'objectif moins avouable des négociateurs britanniques en particulier était – ironie de l'Histoire – de freiner la compétitivité de l'industrie allemande. On a vu le résultat ! L'industrie allemande, cogérée par les travailleurs et leurs syndicats, est le plus puissant tissu industriel européen. Il faut intensifier ce mouvement de l'Histoire en passant du monocamérisme au bicamérisme. Nous devons oser envisager de démocratiser le gouvernement des entreprises.

Dans l'histoire de la démocratisation des entités politiques, une innovation institutionnelle s'est avérée cruciale : le bicamérisme. Depuis 25 siècles, les entités politiques ont toutes vu leur transition du despotisme d'une minorité (les propriétaires de terres ou d'actions) vers la démocratie passer par un *moment bicaméral*. La proposition du « bicamérisme économique » consiste à confier la direction de l'entreprise, l'élection du ou de la PDG, ainsi que le choix de la mission et des fins de l'organisation à une double majorité : celle des représentants des propriétaires des parts de la société anonyme et celle des représentants des investisseurs en travail. En d'autres mots, respect de la rationalité instrumentale des apporteurs de capital et extension du domaine du suffrage universel pour les investisseurs en travail au travers d'une double majorité. Ensemble, dans un parlement à deux chambres, ces représentants discuteront des projets de l'entreprise comme de la répartition des bénéfices, mais le vote sera enregistré par chambre, afin de vérifier qu'une majorité dans chacune d'elle soutient ces décisions. Plus de soixante ans après l'Allemagne, plutôt que de nous enfoncer dans la délégitimitation de la démocratie politique, nous avons la capacité d'approfondir le projet démocratique de la société européenne. Nous pouvons nourrir cette faim démocratique et en même temps, relancer la dynamique de la motivation et de l'innovation dont l'économie européenne a besoin. ■

1. Voir Isabelle Ferreras, *Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société des services*, Presses de Sciences Po, 2007. Il est utile de se référer aux travaux de Julien Charles (2015), d'Alexis Cuckier (2018), de Thomas Coutrot (2018), de Berrebi-Hoffman et Lallement (2018) qui éclairent cette réalité de perspectives complémentaires.
2. Voir Isabelle Ferreras, *Firms as Political Entities, Saving Democracy through Economic Bicameralism*, Cambridge University Press, 2017.
3. Voir Isabelle Ferreras, *Gouverner le capitalisme ? Pour le bicamérisme économique*, PUF, 2012.
4. Voir Thomas Coutrot, « Travail et bien-être psychologique. L'apport de l'enquête CT-RPS 2016 », Étude DARES #217, Mars 2018.
5. Voir : HOW Report, 2016.



© Merkeke,
Voyage Italie>Suisse>Belgique,
étude pour *La mémoire aux alouettes*, 2001

Alexis Cukier
Maitre de conférences en philosophie morale et politique, laboratoire MAPP, l'Université de Poitiers

TRAVAIL DÉMOCRATIQUE ET CITOYENNETÉ

Dans son essai *Le travail démocratique* (PUF, 2018), Alexis Cukier s'appuie sur des analyses empiriques du monde du travail contemporain pour tenter de répondre au problème du clivage entre travailleur et citoyen. Il reprend dans cet article les points saillants de son analyse et les propositions qu'il formule pour démocratiser le monde du travail.

Comment concevoir aujourd'hui une politique démocratique du travail permettant que « les frontières de la démocratie et des droits de citoyenneté » ne s'arrêtent plus « au seuil de l'entreprise, devant le "cœur" de la séparation et du conflit entre gouvernants et gouvernés »[1] ?

Si nous voulons radicaliser la démocratie, nous devons aujourd'hui prioritairement démocratiser le travail. Il s'agit donc de répondre à ce problème : comment associer une démocratisation des activités productives et une production de nouvelles institutions démocratiques ? Autrement dit, il s'agit d'en finir avec le clivage entre « le travailleur » et « le citoyen », pour instituer de nouveaux droits démocratiques attribué à un « travailleur-citoyen » décidant souverainement dans l'entreprise et participant à l'ensemble des décisions démocratiques qui concernent son activité. Ce texte présente quelques-uns des arguments au sujet des conditions et des institutions possibles d'un tel travail démocratisé qui serait au service non plus de l'accumulation capitaliste mais de la citoyenneté démocratique.

Quelle critique démocratique du travail ?

Mon enquête théorique prend parti dans un débat au long cours qui oppose deux traditions de critique démocratique du travail, deux manières de critiquer l'aliénation du travail dans le capitalisme au nom de l'exercice de la citoyenneté démocratique, c'est-à-dire de l'exigence d'une participation de toutes et tous à la délibération, la décision et l'action collectives.

La première s'appuie sur la norme démocratique pour contester la centralité politique du travail, c'est-à-dire l'idée selon laquelle le travail devrait rester au centre de l'organisation de la société. Dans cette perspective, le travail est réduit à la « dimension mortifère de la *production* capitaliste (c'est-à-dire du travail salarié) »[2] et constitue une pure forme de la domination. Il doit donc être aboli, ou au moins considéré comme un mal nécessaire, et le projet d'une émancipation du travail doit en tout cas être abandonné[3].

La seconde soutient au contraire qu'il n'est pas de véritable citoyenneté démocratique sans une démocratisation du travail[4]. Mais alors, s'il est vrai, comme le résume Bruno Trentin, que « l'impératif des formes modernes de démocratie – "connaitre pour pouvoir participer aux décisions" – devient irréalisable s'il ne coïncide pas plus avec l'affirmation de nouvelles formes de démocratie *dans* le travail »[5], c'est d'un même mouvement qu'il faut dépasser aujourd'hui l'aliénation du travail dans le capitalisme et la crise de légitimité des institutions politiques de la citoyenneté démocratique.

Pour ce faire, on peut s'appuyer sur deux « possibles réels » à l'œuvre dans nos sociétés. Le premier concerne le mouvement conjoint de désaffection à l'égard des institutions démocratiques existantes, et d'abord celles de l'État, et de réorientation des attentes démocratiques des citoyens vers d'autres lieux, au centre desquels demeure l'entreprise[6]. Les attentes ordinaires des travailleurs à l'égard de leur activité et leurs critiques à l'égard de l'organisation néo-managériale de l'entreprise expriment une « intuition démocratique »[7], selon laquelle les travailleurs veulent être « considérés comme des "égaux" dans l'entreprise – partenaires responsables, citoyens au travail »[8]. Ces critiques ordinaires rendent notamment compte du fait qu'en organisant la concurrence entre les salariés, le néo-management tend à détruire les conditions de la délibération collective et de la coopération au travail ; qu'en multipliant les normes objectives portant sur le processus de travail, la bureaucratie tend à déposséder les travailleurs de la possibilité d'une mise en œuvre intelligente des décisions ; et qu'en renforçant le pouvoir actionnarial, la finance tend à neutraliser les formes de participation à la décision conquises par les salariés dans la période précédente.

C'est ce que montrent les travaux de Christophe Dejours qui examine notamment la manière dont, « sous la pression des gestionnaires » et du fait de « l'introduction systématique des méthodes d'évaluation individualisée », l'entreprise contemporaine « écrase inexorablement les espaces de délibération collective, au fur et à mesure que chacun apprend à se taire et à se méfier des autres à cause des effets désastreux de la concurrence généralisée qui va communément jusqu'à la concurrence déloyale entre collègues »[9]. Yves Clot montre quant à lui que « l'organisation du travail ne délivre pas les ressources dont les salariés ont besoin pour faire un travail de qualité ni même pour déterminer en quoi consiste pareil travail »[10]. Ces analyses sont partagées par de nombreux autres chercheurs, psychologues et sociologues du travail, qui visent à rendre compte par la théorie de la parole critique des travailleurs. Même si elles ne s'expriment pas le plus souvent dans un langage ou des pratiques considérées comme politiques, ces critiques ordinaires – éclairées par les recherches psycho-sociologiques sur les expériences sociales négatives au travail – démontrent que les travailleurs ont intégré toujours plus l'exigence de la citoyenneté démocratique : participer effectivement à la délibération, aux décisions et à leur mise en œuvre collectives.

> « Si nous voulons radicaliser la démocratie, nous devons aujourd'hui prioritairement démocratiser le travail. »

Expérimentations démocratiques au travail

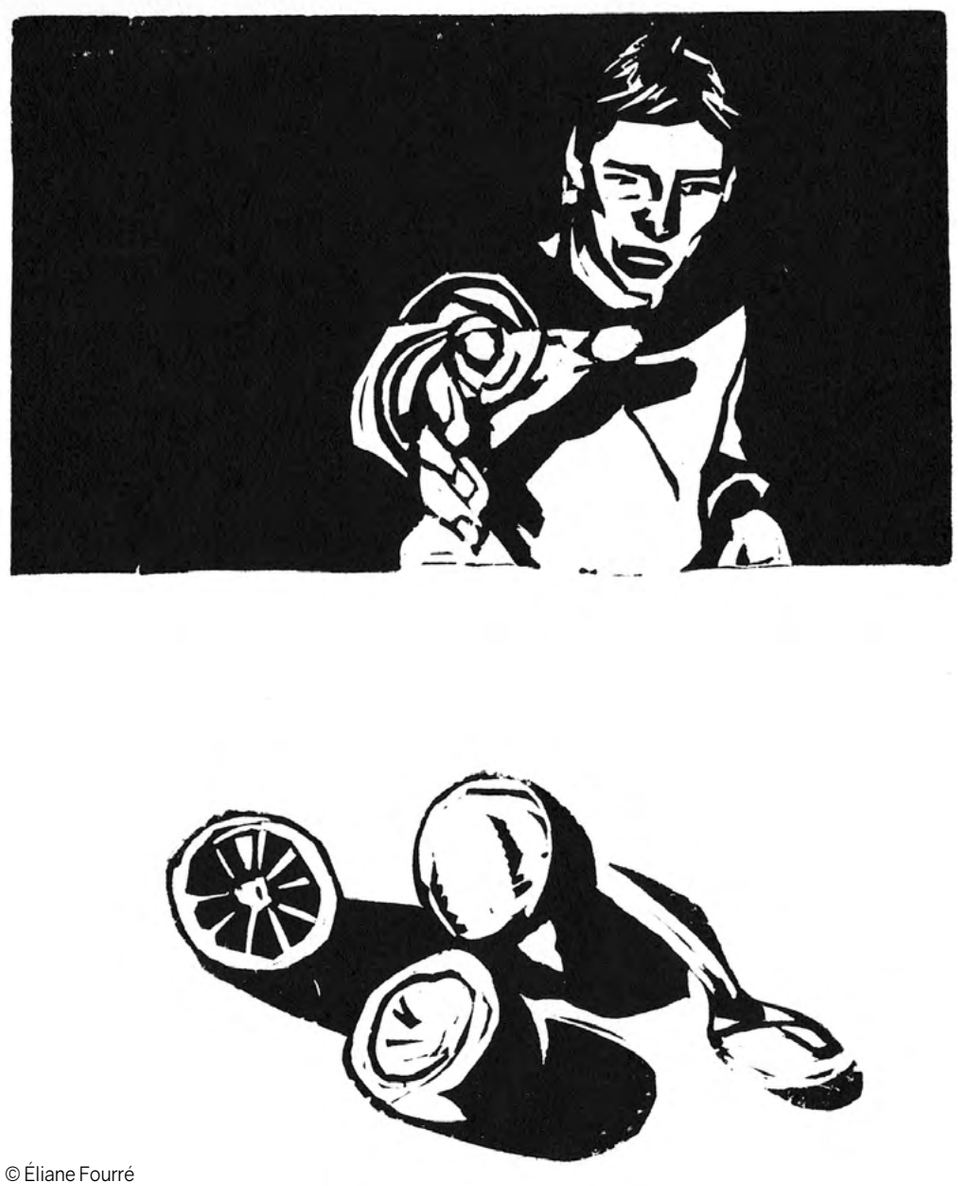
C'est aussi à partir d'expérience positives – aussi rares, isolées et inachevées qu'elles puissent être aujourd'hui – que doivent être conçues les formes possibles d'un travail démocratique. On peut distinguer à cet égard trois idéaux-types d'expérimentation démocratique au travail : les coopératives, qui limitent le pouvoir économique et politique des propriétaires (ainsi, dans le statut SCOP en France, les salariés associés détiennent 51% du capital et 65% des droits de vote)[11] ; les entreprises ou collectifs de travail en autogestion, qui visent à abolir le pouvoir économique et politique des propriétaires[12] ; enfin les conseils de travailleurs, qui cherchent à étendre leur pouvoir politique au-delà de l'entreprise en faisant du conseil ouvrier la (ou une) base du pouvoir politique, ou bien du conseil social – composé de représentant des ouvriers et des citoyens –, l'instance légitime du gouvernement politique[13].

L'analyse de telles expérimentations, passées et en cours, montre que ce qui permet de passer d'une organisation démocratique de l'activité au travail à l'activité de démocratisation de l'ensemble des rapports sociaux, peut être une association ou un collectif informel de solidarité (composé de consommateurs et de militants) avec les coopératives ou entreprises autogérées ; une collectivité territoriale intégrant des représentants des travailleurs ; ou l'expérience d'une lutte sociale mêlant les travailleurs à d'autres acteurs de la mobilisation, par exemple un syndicat ou un parti politique. Elle permet aussi d'inscrire ces expérimentations coopératives, autogestionnaires, syndicales et conseillistes non seulement dans la recherche concrète de « moyens pour que les salariés disposent des outils pour contrecarrer les contre-offensives patronales »[14], mais encore dans la lutte des classes pour la pleine réalisation de la citoyenneté démocratique dans et hors de l'entreprise.

On voit que, contrairement à l'alternative dans laquelle les partisans de l'ordre établi enferment la question de la « démocratie d'entreprise »[15], le projet d'un travail démocratique ne constitue pas l'équivalent idéologique des formes actuelles du « dialogue social »[16]. Certes, il est vrai que l'« idéal de démocratisation des entreprises au moyen du renforcement des institutions représentatives et du développement du dialogue social accompagne depuis longtemps déjà les évolutions du monde du travail »[17]. Cependant, les pratiques réelles du dialogue social, y compris quand elles sont utiles et nécessaires dans le contexte de luttes sociales ou pour défendre des droits sociaux conquis par le mouvement ouvrier, ne sont pas pour autant démocratiques. Ainsi, en France, le système des IRP (institutions représentatives du personnel, notamment le Comité d'entreprise et le Comité d'Hygiène de Santé et des conditions de travail – CHSCT) et de la délégation syndicale, ainsi que les dispositifs qui les accompagnent aujourd'hui (par exemple les baromètres sociaux ou les outils managériaux de participation réaménagés à cet effet[18]), ne permettent manifestement qu'un contrôle démocratique très limité des décisions de la direction, et ne sont pas conçus pour que les travailleurs participent effectivement à un processus de délibération, de décision et de réorganisation démocratique en ce qui concerne leur activité. Plus encore, les salariés semblent apprécier ces institutions « d'une manière d'autant plus négative qu'ils sont de plus en plus représentés »[19]. Ce constat n'enlève rien, bien entendu, à la nécessité de l'activité syndicale, et au contraire la rend d'autant plus cruciale qu'elle doit participer à l'invention et à l'imposition de nouvelles pratiques[20] et de nouvelles institutions de la citoyenneté démocratique au travail.

Propositions pour une citoyenneté démocratique au travail

Il s'agit donc de faire évoluer le sens du travail pour cheminer vers un mode de production démocratique, où la citoyenneté et le travail ne seraient plus séparés et où les entreprises



© Éliane Fourré
Manque (1), Linogravure, 2017

deviendraient autant d'entités de base d'un système démocratique renouvelé. La mise en œuvre d'un tel « mode de production démocratique » nécessiterait des innovations institutionnelles permettant de répondre à ces trois problèmes : comment abolir le clivage entre activités économiques et politiques, entre le travailleur et le citoyen ? Comment démocratiser conjointement le procès, l'organisation et la division du travail ? Comment décloisonner les rapports entre intérieur et extérieur de l'entreprise et inventer des formes de coopération démocratique transverses dans l'ensemble de la société ? C'est autour de la résolution concrète de ces problèmes que devraient se retrouver aujourd'hui celles et ceux des chercheurs, syndicalistes, militants politiques, membres de collectifs citoyens et assemblées populaires qui veulent réfléchir à l'avenir du travail et de la démocratie.

Et ce sont à ces questions que proposent de répondre les nouvelles institutions, dont la présentation est résumée ci-dessous :
— les conseils d'entreprises au niveau de chaque entité économique, dont les décisions seraient souveraines en ce qui concerne notamment les finalités de l'entreprise ainsi que le recrutement, la rémunération, l'organisation et la qualité du travail ;
— les conseils économiques au niveau de la filière industrielle ou de service, composés de représentant•e•s des travailleurs des différentes entreprises et des divers métiers, dont les décisions seraient souveraines au sujet notamment des prix des produits et des objectifs coordonnés de la production dans la filière ;
— les conseils sociaux au niveau des collectivités territoriales, avec des représentant•e•s de tou•te•s les travailleuses et travailleurs résidant dans le territoire, dont les décisions seraient souveraines en ce qui concerne la division du travail et ses finalités, et donc aussi concernant les activités qui doivent être considérées comme des activités hors-travail ou instituées comme du travail.

Ces institutions de la citoyenneté au travail devraient se fonder sur de nouveaux droits démocratiques pour les travailleurs, et pourraient s'organiser autour de dispositions légales qu'on peut résumer ainsi :
1. *Droit au travail pour toutes et tous à la majorité politique* (par exemple à 18 ans), avec réduction drastique du temps de travail, abolition du chômage et revenu minimum permettant de bien vivre ;
2. *Nouveau statut juridique de l'entreprise*, la reconnaissant comme une institution politique dont tous les travailleurs sont membres souverains et dont chaque membre dispose d'un droit de décision égal ;
3. *Institution d'un statut politique du « travailleur-citoyen »*, égal pour toutes et tous et remplaçant le contrat de travail, avec notamment le droit de décision dans les trois nouvelles institutions décrites ci-dessus.

Si elles étaient reprises par des forces syndicales et politiques, ces propositions pourraient constituer, selon les moments et contextes, des perspectives de conquêtes immédiates ou des objectifs à moyen terme. Et bien entendu, leur mise en œuvre devrait être accompagnées d'autres transformations sociales et institutionnelles, et s'appuyer sur de nouvelles luttes et expérimentations sociales.

La question est donc finalement celle du type de subjectivité politique impliquée par un tel travail démocratique. Il s'agit de transformer les figures du « travailleur subordonné » et du « citoyen démocratique » en celle d'un « travailleur-citoyen », effectivement co-responsable de l'ensemble des décisions qui concernent son travail (comme participant au conseil d'entreprise), son ou ses secteur•s professionnel•s (comme participant au•x conseil•s économique•s) et l'ensemble du travail social dans les communautés politiques auxquelles ils participent (comme participant aux conseils sociaux). De ce point de vue, la perspective d'un travail démocratique implique manifestement un décentrement à l'égard du mouvement ouvrier traditionnel comme de la démocratie libérale. Ce nouveau type de subjectivité politique, qu'on propose de nommer le « travailleur-citoyen », est en partie déjà là et en partie à inventer, à partir d'expérimentations démocratiques – passées, en cours et à venir – au travail. ■

1. Bruno Trentin, *La Cité du travail. La gauche et la crise du fordisme*, Fayard, 2012, p. 413.
2. Bertrand Ogilvie, « Le travail à mort », *in* Alexis Cukier (dir)., *Travail vivant et théorie critique. Affects, pouvoir et critique du travail*, PUF, 2017, p. 154.
3. Pour une critique de cette position, voir Emmanuel Renault, « Émanciper le travail : une utopie périmée ? » *; in Revue du Mauss*, n°48, 2016.
4. Voir également Franck Fischbach, *Le sens du social. Puissances de la coopération*, Lux, 2015.
5. Bruno Trentin, *La Cité du travail*, *op. cit.*, p. 404-405.
6. Voir Alexis Cukier, « Critique démocratique du travail », *in Tracés*, n°32, 2017.
7. Isabelle Ferreras, *Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société des services*, Presses Universitaires de Sciences Po, 2007, p. 1.
8. Isabelle Ferreras, *Gouverner le capitalisme. Pour le bicamérisme économique*, PUF, 2012, p. 85-86.
9. Christophe Dejours, *Travail vivant (tome II) : Travail et émancipation*, Payot, 2009, p. 84.
10. Yves Clot, *Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 50.
11. Voir à ce sujet, notamment Benoit Borrits, *Travailler autrement : les coopératives*, Éditions du Détour, 2017.
12. Voir à ce sujet *Autogestion. L'encyclopédie internationale*, Syllepse, 2015.
13. Voir à ce sujet, notamment, Dario Azzelini (dir.), *An Alternative Labour History. Worker's control and Workplace Democracy*, Zed Books, 2015.
14. Benoit Borrits, *Coopératives contre capitalisme*, Syllepse, 2015.
15. Voir Sophie Béroud, « Imposture de la démocratie d'entreprise », *in Le Monde diplomatique*, Avril 2016.
16. Voir notamment le dossier « Quel dialogue social ? », *in Nouvelle Revue du Travail*, n°8, 2016.
17. Stéphane Olivesi, Introduction du dossier « De la démocratie en entreprise. Dialogue social et représentation des salariés », *in Politiques de communication*, n°2, 2014, p. 6.
18. Voir notamment Sophie Béroud, « Perspectives critiques sur la participation dans le monde du travail : éléments de repérage et de discussion », in *Participations*, n°1, 2013.
19. Stéphane Olivesi, Introduction du dossier « De la démocratie en entreprise. Dialogue social et représentation des salariés », *op. cit.*, p. 8.
20. Voir notamment à ce sujet Sophie Béroud et Paul Bouffartigue (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, La Dispute, 2009.

Entretien avec
Felipe Van Keirsbilck
secrétaire général de la CNE (Centrale nationale des employés)
Propos recueillis par Baptiste De Reymaeker, coordinateur à Culture & Démocratie

PIED ÉCRASÉ, BOUCHE BÂILLONNÉE

Pour certains théoriciens, il existe un lien organique entre travail et culture. Jean Michel Leterrier, dans son essai *La culture au travail* estime que c'est « par le travail, la transformation de son environnement et son amélioration, et aussi par la culture [...] que l'homme a atteint ce niveau de développement supérieur ». Assez vite toutefois, l'ambivalence du travail se révèle : il est à la fois émancipateur et aliénant. Avec la taylorisation du travail – c'est-à-dire l'hyperspécialisation et la déqualification et la précarisation qui en découlent – il semble que ce soit sa dimension aliénante qui prenne définitivement le dessus. Il est vidé de sa substance culturelle. Nous avons rencontré Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE, et lui avons demandé si, selon lui, l'action syndicale visait justement à redonner au travail cette substance : par la fonction de représentation, par la langue commune qu'elle permet de partager alors que les travailleurs sont de plus en plus isolés dans leur tâche spécifique. Voici sa réponse.

À la question de savoir si le travail est une source et un lieu d'émancipation/réalisation de soi ou d'aliénation, il me parait évident de répondre que c'est toujours un peu des deux à la fois. On n'est pas obligé de choisir entre une caricature qui dirait que le travail ne serait que destructeur, aliénant, humiliant et les fariboles du new management qui présentent le travail comme pure liberté et réalisation de soi.

Pour assurer la survie de l'espèce et apporter des réponses à des besoins élémentaires ou plus raffinés, il a toujours fallu « travailler ». C'est une réalité qui traverse les âges. À différentes époques et dans différents modes de production, les cadres sociaux et culturels qui entouraient le travail ont certes été différents. Et sans doute que le travail de la paysannerie au Moyen-Âge avait son caractère dur, violent, aliénant, mais avec aussi une culture propre.

Ce qui ne traverse pas les âges, c'est le fait que la société occidentale soit fondée sur le travail. Que le travail soit au fondement de l'ordre social, qu'il détermine largement la place des individus dans la société. Cette centralité du travail débute au XVIII[ème] siècle.

Ce qui m'intéresse comme syndicaliste aujourd'hui, c'est de savoir quelle construction sociale on conçoit qui donne un cadre socialisant et humanisant à la réalité du travail. Ce que nous connaissons, c'est la construction sociale de l'emploi. Celui qui donne son travail, son temps, reçoit un emploi, pas seulement un salaire. L'emploi c'est un statut qui fait entrer un individu dans un monde de droits, et ces droits sont définis collectivement et conflictuellement – les deux aspects sont importants. Quand je signe un contrat de travail, je ne signe pas les 150 conventions collectives qui vont me donner des droits. Je signe un contrat et je rentre dans un monde de droits collectifs, négociés paritairement. La négociation paritaire c'est la mise en scène relativement paisible ou formalisée de la lutte des classes.

> « Revendiquer une vie hors du travail ne doit pas faire oublier l'exigence d'une vie décente au travail. »

Le statut d'emploi, construit entre la fin du XIX[ème] siècle et les années 1970-80, c'est une forme d'encadrement collectif des conditions du travail. Le résultat de ce système de réglementation collective de travail c'est un bon salaire, des vacances annuelles, une assurance chômage, une certaine démocratisation de la vie au travail... Le processus instituant qui fabrique ces droits, c'est le droit de grève, le droit à la représentation syndicale, l'obligation faite au patron d'appliquer des conventions collectives. C'est la reconnaissance, enfin, des travailleurs comme protagoniste collectif de l'invention et du développement d'une culture qui civilise le travail.

Tout ça reste néanmoins ambivalent. Parce que toute cette mise en scène du conflit, à travers la délégation syndicale, les commissions paritaires, ... ne vise pas ou très peu à remettre en cause la dépossession fondamentale du travail liée au capitalisme : le fait que le fruit du travail soit très largement capté par les propriétaires du capital (toute la part de valeur ajoutée qui ne se retrouve pas dans le salaire – autour de 40% actuellement) ; le fait aussi que les processus du travail – la taylorisation et la néo-taylorisation – soient décidés par le patron et donc la maitrise sur l'outil et le savoir-faire soit retiré au travailleur. Souvent on associe taylorisation et machine, mais dans un hôpital par exemple, il n'y a pas besoin de robots ou de chaine de montage pour tayloriser. La taylorisation c'est la prise de contrôle du processus de travail par la direction, c'est la séparation entre ceux qui pensent le travail et ceux qui le font. On a ainsi des cadres hospitaliers qui calculent que la toilette d'une personne âgée c'est 45 secondes, avec tels gestes et tels autres gestes... et des infirmières et infirmiers qui « n'ont plus qu'à » exécuter !

On peut identifier une troisième dépossession, après celle du fruit du travail et du processus du travail : celle de sa dimension proprement sociale. C'est au travail que nous créons la majorité de nos relations sociales. Or on constate, notamment avec les nouvelles technologies de la communication, l'isolement de nombreux travailleurs : ceux par exemple du secteur du nettoyage/de l'entretien, qui reçoivent les consignes ou les horaires sur leur smartphone et qui ne rencontrent donc même plus un contremaitre ou des collègues. Ils vont nettoyer un bâtiment en dehors des heures de bureau car il ne faut pas déranger les employés ou les clients et peuvent passer leur semaine de travail absolument seuls.

Il faut donc avoir un regard critique sur un bon siècle de travail syndical qui a réussi, avec la construction sociale de l'emploi, à contenir la sauvagerie de l'oppression capitaliste mais qui, en même temps, n'est pas parvenu à remettre en cause le fond aliénant du travail dans un mode de production capitaliste.

D'ailleurs, une des conquêtes syndicales, c'est d'avoir protégé une partie de la vie humaine de l'emprise du travail : c'est la réduction collective du temps de travail. Cette conquête est éminemment positive et essentielle mais aussi un peu ambivalente. S'agit-il de tolérer le fait que le travail soit insupportable, violent, épuisant, en se battant pour qu'il y en ait le moins possible – travailler moins, travailler tous ? Revendiquer une vie hors du travail ne doit pas faire oublier l'exigence d'une vie décente au travail.

Les gens continuent d'y passer la majorité de leur temps, même si c'est 30 ou 35 heures, ce qui est finalement plus de temps que n'importe quoi d'autre. Il faut continuer à se battre pour que les droits de l'homme – la liberté d'expression, le droit à la vie privée, le droit d'association – ne s'arrêtent pas à la porte de l'entreprise.

La contre-révolution conservatrice de 1980 a progressivement mais largement déconstruit cet encadrement social du travail par l'emploi rendu possible par ces luttes. On ne peut pas encore dire, en Belgique, qu'on soit retourné en 1860, mais c'est vers là qu'on va, clairement. Quand il veut poser des limites au droit de grève, quand il fait une loi qui interdit les augmentations collectives de salaires, quand il criminalise l'action syndicale, quand il crée des flexi-jobs ou des contrats associatifs, ce gouvernement fait en sorte qu'un seul salaire ne permette plus de vivre décemment. Il encourage le fait que le travail comme contrainte envahisse toute la vie, ce qui est rendu possible notamment par les nouvelles technologies : il est désormais possible de travailler depuis son smartphone ou sa tablette, dans le train, dans son lit...

Un ancien symbole de l'oppression comme la pointeuse est aujourd'hui considéré par beaucoup de travailleurs comme une forme de contrôle positif sur l'emprise que peut prendre le travail sur leur vie. L'un des effets de la récupération libérale de l'esprit de 68, c'est le rejet des contraintes : on n'enregistre plus le temps, on n'a plus de chef formel, et on s'exploite soi-même beaucoup plus et beaucoup mieux.

Une des dimensions qui me semble fortement attaquée par cette contre-révolution conservatrice est la représentation : le simple fait qu'un délégué syndical représente des travailleurs. Les instances qui étaient censées représenter le conflit salarial sont délégitimées. Pour la bourgeoisie, ça démontre qu'il n'y a plus de conflit. Dans un métro bondé, on me marche sur le pied, je crie parce que j'ai mal... Est-ce que si on m'empêche de crier, le problème est résolu, la douleur disparait ?

Les grèves et les conflits collectifs sont de plus en plus criminalisés. La concertation sociale est largement devenue une coquille vide. Tous les jours dans la presse on peut lire que les patrons ont rencontré les syndicats et ont remis un rapport au ministre. Mais à la fin les patrons savent que le gouvernement fera exactement ce qu'ils veulent. Toute la construction de l'UE, depuis Maastricht, est vraiment faite pour créer un avantage dissymétrique très important en faveur des capitaux et des entreprises. On continue d'organiser de la concertation car ça donne l'image que les anciennes règles du jeu existent mais il ne s'y passe presque plus rien de décisif.

Dans ce contexte de crise de la représentation, je trouve donc logique qu'il y ait une volonté de la classe dominante de séparer culture et travail parce que, si on a une définition de la culture comme l'ensemble des moyens par lesquels une population s'exprime et se reconnait, alors évidemment c'est très embêtant pour la classe dominante qu'il y ait une culture ouvrière, du monde du travail.

> « L'un des effets de la récupération libérale de l'esprit de 68, c'est le rejet des contraintes : on n'enregistre plus le temps, on n'a plus de chef formel, et on s'exploite soi-même beaucoup plus et beaucoup mieux. »

L'organisation collective dans ses formes concrètes – à un moment donné on arrête de travailler, on débat, on formule des revendications, on vote, on fait grève, on fait un piquet, on brule des pneus – est possible parce que des gens se reconnaissent. Ces dynamiques de conflits restituent collectivement au travailleur une identité de protagoniste, de citoyen, d'homme ou de femme libre.

La culture ce n'est pas que les productions de l'industrie culturelle ou celles du secteur des politiques culturelles (secteur avec lequel nous devrions davantage travailler toutefois). C'est aussi et avant tout ce qui se passe entre les gens qui se parlent, qui s'interrogent sur le pourquoi et le comment de ce qui se passe au travail, qui revendiquent le droit d'organiser des assemblées du personnel, d'afficher de l'information aux valves : ça c'est remettre de la culture dans les espaces du travail… C'est le premier échelon, le plus fondamental, du travail culturel à faire dans le monde du travail.

Il y a peut-être une quatrième dépossession, celle de la dimension culturelle du travail. Non seulement les travailleurs ne sont pas bien payés pour leur travail, non seulement ils n'ont rien à dire sur comment s'organise celui-ci, non seulement on les prive des relations humaines dans l'espace du travail, mais en plus, quand ils rentrent à la maison, on les abrutit devant des réalités qui ne sont pas seulement étrangères mais adverses : tous les modèles de la société du spectacle, cette publicité permanente, disent aux gens : vous n'êtes pas assez beaux, riches, blancs, minces, joyeux. Ce qu'on appelle distraitement « culture », si on croit que la télévision c'est la culture, c'est un faux semblant de culture : c'est du spectacle, du divertissement, une couche d'aliénation supplémentaire…

En même temps il faut faire confiance à l'intelligence critique des travailleuses et travailleurs qui peuvent se divertir devant des jeux débiles, comme n'importe qui. Il y a certainement une capacité critique qui résiste, même devant l'avalanche permanente de l'abrutissement organisé. Mais alors il faut travailler à ça. La publicité est une telle violence contre les gens ! Il y a un travail culturel à faire contre l'anti-culture.

Parfois on nous dit « une culture ouvrière c'est devenu impossible, on n'est plus en 1886, les métiers se sont diversifiés, etc. » Mais en réalité on reconstruit une supposée homogénéité de la classe ouvrière au XIX^{ème} siècle, puis on regrette son supposé éclatement actuel, la disparition d'une culture ouvrière, et la difficulté du coup de s'adresser à ces travailleurs trop hétérogènes. Or, au XIX^{ème}, les réalités entre les travailleurs à domicile, ceux des fabriques, ceux des charbonnages, étaient extrêmement hétérogènes. La construction sociale de l'emploi a plutôt homogénéisé le monde du travail. En outre, si on regarde les outils, on perçoit aussi une nette homogénéisation : 80% des travailleurs ont, peu ou prou, un écran devant eux… Presque tous sont touchés par les mêmes modes managériales, la même financiarisation, les logiques de concurrence infernale… C'est sur ces éléments communs à une majorité de travailleurs qu'il faut mener un travail culturel qui fasse renaitre une conscience de classe et qui redonne du sens à la représentation du travail. Dans notre société où elle est pourtant centrale, la part humaine du travail est invisible : le travail du syndicat est de la représenter par l'action collective ; celui des artistes de la représenter dans les langages d'aujourd'hui. ■

Entretien avec
Nicolas Naudé
Directeur de l'association Travail et Culture
Propos recueillis par Hélène Hiessler, Chargée de projets à Culture & Démocratie

S'APPROPRIER LE TRAVAIL : L'HUMANITÉ DANS LES INTERSTICES

Pour l'association Travail et Culture basée à Roubaix, le travail est un espace fondamentalement culturel. Autour du travail « activité » ou du travail « emploi », en entreprise, au café ou dans les établissements scolaires, les champs d'action de l'association sont multiples. Nicolas Naudé, son directeur, nous donne ici un aperçu de sa vision et des projets qu'elle mène.

Pouvez-vous présenter Travail et Culture ?
C'est une association culturelle d'éducation populaire, financée par des fonds publics, qui a la particularité d'avoir jeté son dévolu sur une thématique – le travail – qui est plus souvent traitée dans l'espace public ou médiatique sous des formes économiques ou sociales et que nous essayons de saisir sous ses multiples potentialités culturelles et ses capacités à être représentée notamment par des artistes ou par des chercheur•euse•s. J'entends par là que le travail est un espace culturel, où « culturel » renvoie à la pratique d'un savoir-faire, d'une activité, à la dimension anthropologique de la question du travail. C'est là que vient se nicher, de notre point de vue, la question culturelle mais aussi la production d'une mémoire sociale et sa transmission.

L'association développe son projet à partir du présupposé que le travail ne se déploie pas seulement sur le territoire de l'entreprise, mais aussi dans des territoires symboliques ou sociaux qui sont à l'extérieur de celle-ci. Du côté de l'enseignement par exemple : tous les jeunes sont confrontés tôt ou tard à la question du travail, et en tout cas en ont des représentations. On collabore avec des lycées professionnels, des centres d'apprentissage, des universités, des collèges, etc. Avec des lieux de formation pour adultes aussi, ou encore – territoire malheureusement de plus en plus vaste ici en Europe – avec les personnes privées d'emploi, éloignées de la question de l'*emploi* à proprement parler mais qui restent concernées par la question du *travail*.

Quel accueil recevez-vous dans ces différents territoires ? Est-ce que votre démarche est volontiers reconnue ? Comprise ?
L'inaccessibilité des lieux de travail est une vraie question. Alors que pendant longtemps c'était pour nous un véritable obstacle, depuis 3 ou 4 ans, par des stratégies diverses de contournement, on arrive de plus en plus, sans dénaturer ni nos discours ni nos projets, à accéder aux lieux de travail. Quand on a en face de nous un directeur ou une directrice des ressources humaines ou de la communication, une personne décisionnaire qui peut nous donner cet accès, on essaie de l'amener, à un moment donné dans la discussion, à abdiquer un peu de sa fonction. Atteindre la personne elle-même pour qu'elle rentre dans la compréhension de ce qui nous anime. Quand ce petit territoire-là est gagné, ça fonctionne : on obtient l'accès. Et sans contrepartie. J'insiste là-dessus parce qu'on dit souvent que pour les entreprises cet accès n'est jamais gratuit, mais dans les projets que nous menons, aucun responsable de l'entreprise ne va tenir le crayon de l'écrivain•e ou le dictaphone du ou de la sociologue.

Quelle définition donnez-vous du travail ?
La question du travail, on essaie de la saisir sur deux axes. Un premier axe serait le travail considéré sous la forme de l'activité, donc tout ce que développe la clinique du travail : comment les gens font leur travail, comment ils se l'approprient, comment ils se projettent dedans, comment ils le singularisent, le subjectivent, comment ils en font quelque chose à leurs mains ou à leur langue. Le travail comme quelque chose de personnel, en somme. Là on peut revenir à Marx qui dit en substance – je simplifie – que le travail (comme activité) c'est ce qui permet à l'homme de modifier le monde, et par là de modifier sa propre nature, son monde « intérieur ». C'est une dialectique intéressante : comment j'agis sur le monde et comment cette action, cette activité me transforme-t-elle moi-même ? Ça peut paraitre un peu simple ou naïf mais c'est en réalité une question complexe.

Dans son travail, le compositeur Nicolas Frize fait un choix de termes qui rejoint un peu cette réflexion : il s'intéresse plutôt au *travaillant* qu'au *travailleur*. Le travaillant c'est celui qui fait, qui est dans l'activité ; le travailleur c'est celui qui exécute, celui dont la force de travail est appréhendée par un employeur, une organisation, etc. Mais ce qui fait que les gens existent au travail, c'est qu'ils sont dans leur activité. C'est ce qui les forme, les forge et produit aussi une partie de leur identité. La façon dont les individus se réapproprient leur

travail, comment ils sont des *agissants*, c'est en réalité extrêmement subversif, même politiquement, mais c'est très peu appréhendé.

Par exemple, cette dimension « anthropologique » du travail est complètement oubliée par les organisations syndicales en France, qui vont plutôt s'atteler à la question de l'emploi, à la question salariale et à la façon dont on va défendre les droits qui y sont accolés. En caricaturant, on pourrait dire que le mouvement syndical ne s'intéresse plus au travail mais plutôt à l'emploi. C'est légitime bien sûr : il est évident qu'il faut se battre sur ces questions très importantes, je n'oppose pas les deux. Mais je pense qu'il faudrait, de façon concomitante, s'intéresser à la question du travail comme activité qui appartient en propre à l'homme. Pourtant ce territoire-là n'est pas remis en discussion, n'est pas débattu. Et je pense qu'un des rôles de Travail et Culture est d'essayer d'aller voir de ce côté-là. Ça c'est un premier axe.

> « Même dans les rapports de domination ou de subordination qui sont caractérisés, sanctionnés par le contrat de travail, et dans l'organisation du travail qui reproduit ces systèmes, on se dit qu'il y a toujours des interstices dans lesquels il existe quand même de la liberté d'émancipation pour les personnes. »

Le deuxième axe, c'est la question plus classique de la critique sociale du travail – autrement dit de l'emploi. Avec les moyens culturels et artistiques, on essaie de produire une critique sociale de l'emploi, d'aller voir du côté des conditions de travail, des relations sociales, etc. C'est un territoire qui va plutôt se frotter à la geste syndicale. Par exemple, on mène tous les mois une formule simple qui s'appelle Le Cabaret de l'Union. On invite les gens à venir discuter une question liée au travail sur la base d'un film, d'un spectacle vivant, d'un propos de chercheur, de militant ou de tout ça en même temps, et on alterne à la fois la question de l'activité telle que je viens de la définir et la dimension critique sociale de l'emploi.

Le *Cahier 06* de Culture & Démocratie[1], qui rassemble des réflexions autour du travail des artistes, parle de la nécessité d'aller vers un « travail vivant », coopératif, collaboratif, incarnant en soi une forme de démocratie au quotidien. Cette idée de « travail vivant » vous questionne aussi ?

C'est quelque chose qui nous questionne beaucoup. J'aime bien l'expression « travail vivant » qui représente bien la polysémie du travail. Si on revient à la sociologie du travail, il y a la forme sociale de celui-ci (le salariat, l'auto-entreprenariat, le travail indépendant, etc.) et puis il y a des territoires où le travail se déploie mais où il est soit invisible, soit non nommé comme tel et surtout non rémunéré – en tout cas pas par des contreparties autres que symboliques : je pense au travail militant, au travail politique, au travail familial, domestique, etc.

Lors d'une restitution en spectacle vivant de la représentation du travail chez les jeunes dans le cadre du projet « Premier pas : des mots aux gestes de travail », Thierry Duirat du collectif Étymologie Poétique fait remarquer que le travail amateur, c'est en général celui qui est dévalorisé. Quand on parle de travail d'amateur on sous-entend que c'est du travail mal fait. On dit d'ailleurs aussi « toute peine mérite salaire », et non « tout plaisir mérite salaire ». Ça dit quelque chose aussi de notre histoire et de notre rapport au travail.

Ces territoires du travail non rémunérés, dont la loi ne sait d'ailleurs pas quoi faire, sont pourtant extrêmement importants. Les militants pour la défense de l'environnement par exemple, ce sont des personnes qui apportent au commun, à la vie de la cité, des personnes qui ont une utilité politique. On pourrait en citer beaucoup d'autres. Pourquoi ne pas imaginer qu'elles soient dédommagées ou qu'on leur détache des heures pour ce travail à l'extérieur de l'entreprise ?

En suivant cette logique, on pourrait se poser la question de savoir quel type de travail on produit et ce que produit le travail, littéralement mais aussi aux niveaux économique et social. On sait qu'il y a du travail « toxique », pour son impact sur les personnes mais aussi pour ce qu'il produit. C'est une dialectique intéressante, et on voit bien que ça communique.

Pour imaginer ce travail vivant, coopératif, il s'agirait de se réapproprier une activité comme on se réapproprie un territoire, une ressource, etc. ?

Oui. Pour revenir aux artistes : avec toutes les ambiguïtés et toutes les chausse-trappes que ça implique, le travail artistique essaie d'inventer aussi des modèles libérés du modèle dominant, plutôt dans la coopération, la contribution, l'intelligence mise au service du commun, etc., des modèles qui, au lieu de repenser le travail à une autre place dans la société – il y serait toujours aussi central –, reformuleraient plutôt la question du travail pour lui donner un périmètre plus large que celui de l'emploi et du salariat.

La difficulté pour nous à Travail et Culture, c'est qu'on essaie de dénicher ces potentialités-là dans des lieux qui sont encore dans le périmètre



© Merkeke/ Meyer-Michotte, *Route ou chemin Borinage*, étude pour *La mémoire aux alouettes* (scénario paru aux Éditions du Cerisier), 2011

de l'emploi, etc. mais dans lesquels on est persuadés qu'elles existent, même si les gens n'en parlent pas. Et l'une des façons pour eux de pouvoir le faire c'est de leur demander *comment* – et non *pourquoi* – ils travaillent. Comment ils donnent sens à un geste, à une parole. Comment ces questions-là sont intrinsèquement liées à la personne elle-même. On dit toujours qu'il faut rattacher les droits aux personnes : de même pour leur activité.

C'est une question à laquelle vos « publics » répondent volontiers ? Beaucoup souffrent, justement, du manque de sens dans leur travail, parlent de travail alimentaire, disent se sentir exécutants plutôt qu'acteurs…

Oui, ces modèles de travail coopératif sont une minorité. Mais même dans les rapports de domination ou de subordination qui sont caractérisés, sanctionnés par le contrat de travail, et dans l'organisation du travail qui reproduit ces systèmes, on se dit qu'il y a toujours des interstices dans lesquels il existe quand même de la liberté d'émancipation pour les personnes. Ce sont ces interstices sur lesquels nous portons notre attention, où nous essayons d'amener les personnes à exprimer leur activité et à s'exprimer eux-mêmes.

C'est parfois très difficile. On a travaillé il y a quelques années avec des téléopérateur•trice•s au Maroc et dans le bassin du Pas-de-Calais[2], et dans ces métiers-là la subordination est massive : à la contrainte du corps (obligation de rester sur sa chaise) s'ajoute la domination cognitive complète de l'individu. Ils et elles n'ont pas la maitrise de leur langue, de leurs mots, du langage, de leur temps. Là, les fameux interstices où les gens disent quelque chose d'eux-mêmes ou se réapproprient l'activité, on en a trouvés, mais c'était vraiment à la marge. Dans ce type d'emploi, même si toutes les plateformes de téléopérateur•rice•s ne sont pas les mêmes, la question de l'expression de soi dans le travail touche à ses limites.

Mais les contre-exemples ne manquent pas. On a co-produit un documentaire de Sébastien Jousse et Luc Joulé qui s'appelle *C'est quoi ce travail ?*[3] Il a été tourné à l'usine PSA de Saint-Ouen pendant que le compositeur Nicolas Frize y était en résidence. Pendant deux ans, il a installé son bureau à l'usine et s'est mis à l'écoute des salariés. À la toute fin il y a eu une restitution, à laquelle les salariés ont contribué en disant des textes liés à l'activité et à la musique contemporaine. Mais Nicolas Frize n'est pas le centre du film : les deux réalisateurs se sont demandé ce qui rapproche ou distingue le travail artistique, activité par définition privilégiée d'expression de soi et de singularité – même si on sait que les artistes aussi peuvent être pris dans des systèmes de contraintes –, du travail usinier quotidien, salarié, par définition dominé et sous contrainte. Ils ont essayé de produire une dialectique entre le travail artistique de Nicolas Frize et le travail des employés de l'usine qui s'expriment sur leur activité. Ils cherchent à révéler le moment où, pour chaque personne, s'exprime et résiste l'humain dans l'activité. Ce qui s'exprime varie en fonction du métier, évidemment mais c'est très intéressant.

Sébastien et Luc ne font pas de démagogie, ils n'imaginent pas trouver le paradis à l'usine avec des gens heureux partout : la subordination reste et le travail sur chaine est épuisant et abrutissant. Mais ils citent à un moment une phrase d'Italo Calvino qui dit : « Il faut distinguer dans l'enfer ce qui n'est pas l'enfer. » Et je trouve que c'est une bonne définition de notre propre démarche à Travail et Culture : si on se dit qu'il n'y a rien à espérer de ce monde-là, alors on arrête tout de suite. Mais je crois qu'il faut insister, rechercher ces interstices. C'est probablement à cette condition que les personnes peuvent espérer se réapproprier un peu de l'humanité qui se trouve dans le travail. ■

- *Site : travailetculture.org*
- *Une version augmentée de cet entretien est disponible dans la suite en ligne du dossier : lejournaldeculturedemocratielasuite.wordpress.com/2018/09/17/sapproprier-le-travail-lhumanite-dans-les-interstices-nicolas-naude/*

1. *Cahier 06 – « Artistes au travail. On bouscule les idées reçues »*, Culture & Démocratie, Bruxelles, 2015.
2. Projet « Centres d'appels : les nouvelles usines à paroles », qui a entre autres donné lieu au film *Call Me Dominik* (Jean-Charles Massera, 2014). Plus d'infos : https://travailetculture.org/Projet-1.html
3. Luc Joulé et Sébastien Jousse, *C'est quoi ce travail ?*, Shellac Sud – Travail et Culture (TEC/CRIAC), 2015.

Entretien avec
Michel Bauwens
Théoricien de l'économie collaborative
Propos recueillis par Irene Favero, économiste, membre de Culture & Démocratie

CE QUE FAIT L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE AU TRAVAIL

Michel Bauwens est informaticien. S'inspirant du fonctionnement en réseau « pair-à-pair » (peer-to-peer ou P2P) des ordinateurs qui ont la capacité d'entrer en contact sans nécessité d'un point central ou d'une permission, il est persuadé que ce modèle pourrait s'adapter à une structure sociale dans laquelle chacun serait capable de communiquer et de collaborer. Le P2P permettrait la création de valeurs communes en partageant ses connaissances. La production de ressources ne serait pas due à une motivation financière mais à la libre participation des citoyens-contributeurs. C'est un changement de perspective et de dynamique sociale. Le P2P permettrait à chacun de contribuer aux manquements de l'autre, abolissant la compétition comme paradigme civilisationnel. Pour Michel Bauwens, le P2P est le socialisme du XXIème siècle.

Si vous deviez expliquer à un enfant ce qu'est « le pair à pair », qu'est-ce que vous lui diriez ?
Je lui dirais que c'est ce qu'il peut faire dans sa classe, c'est-à-dire parler à tout le monde sans demander la permission, et s'imaginer qu'il peut faire ça avec tous les habitants de la terre. Le P2P, c'est cette capacité de pouvoir parler à tout le monde pour faire des choses ensemble et s'organiser. Aujourd'hui, plutôt que de le faire uniquement avec des gens qui sont près de chez nous, grâce aux nouvelles technologies, nous pouvons le faire dans le monde entier. Avant, quand on s'adressait à une masse, on était obligé de passer par une hiérarchie. Aujourd'hui nous avons des moyens technologiques pour s'auto-organiser dans le monde entier selon des intérêts communs et le désir de créer et partager de la valeur ensemble.

Qu'est-ce que vous faites dans la vie ? Quel est votre travail ?
Je suis un observateur de tout ce que permet de faire cette dynamique relationnelle et de tout ce que les gens sont en train d'expérimenter avec cette nouvelle capacité. Tel un anthropologue ou un sociologue, j'observe comment ces dynamiques P2P produisent des communs, des ressources partagées, et comment tout ça s'exprime dans la politique, le business, la façon de travailler, de s'organiser et dans la création de nouvelles institutions, de nouvelles façons d'être dans le monde, etc. Ensuite, j'essaie de théoriser ce que je vois.

Je crois qu'on va vers un système centré autour de ces dynamiques et de la création de communs. Ça a toujours existé, mais on peut voir l'Histoire comme une sorte de succession de types de dominations. Dans le système dominant actuel on voit de plus en plus se développer des économies collaboratives, fonctionnant selon le modèle P2P, créant des communs… C'est une dynamique essentielle pour la survie de l'espèce humaine sur Terre !

Vous soulignez le caractère extractif du système capitaliste et soutenez que ceci atteint désormais ses limites… Pourtant, le système capitaliste semble trouver toujours des nouveaux champs d'extraction, de plus en plus sophistiqués, intégrés à notre façon de vivre ensemble…
Dans tous les systèmes compétitifs que nous avons connus – compétition pour la terre ou compétition pour le capital –, il y a toujours une sorte d'oligarchie et de monopole qui s'est installée. Dans cette compétition, les élites ont toujours eu tendance à surexploiter leur environnement. Beaucoup de civilisations se sont effondrées à cause de cette surexploitation et c'est justement par la mutualisation que les civilisations se sont réorganisées après une chute.

Le capitalisme est en effet passé d'un stade d'extraction du surplus de la valeur du travail salarié à un système qui exploite directement la coopération. Il faut mettre ça dans une perspective historique. Si le capitalisme a détruit en partie la convivialité territoriale villageoise, une autre forme de sociabilité est apparue dans l'usine. Les gens travaillaient physiquement ensemble mais restaient dans un rapport de subordination et ils n'avaient pas le choix de leur travail : ils prenaient ce qu'ils pouvaient pour vivre. Aujourd'hui il y a ce que j'appelle le capitalisme « netarchique » : c'est le capitalisme développé par toutes ces entreprises (Uber, Airbnb, Facebook, Google…) qui ne produisent plus elles-mêmes la valeur : elles font plutôt travailler leurs « clients » en P2P. La connaissance est aujourd'hui le capital principal et ces entreprises parviennent à l'extraire. Cependant, elles sont incapables de maintenir un équilibre écologique et social, ce qui n'est pas soutenable à terme : il y a une crise culturelle et systémique qui se met en place et qui les renversera.

Le défi pour une économie des communs se développant dans cette économie extractive dominante, netarchique, c'est de pouvoir se maintenir. Cela reste problématique. Si des mutuelles du travail parviennent à s'extraire de la subordination à l'employeur, elles ne parviennent toujours pas à sortir de la subordination au marché. Il faut aller plus loin : créer son propre marché qui soit éthique, génératif, permettant de vivre de ses engagements et contributions dans le commun.

Les nouvelles technologies sont-elles des outils de contrôle et de soumission ou au contraire d'émancipation ? Je pense notamment à la notion de convivialité telle que définie par Ivan Illich, c'est-à-dire notre capacité à « dominer nos outils de travail » plutôt qu'à être dominés par eux.
Les nouvelles technologies peuvent nous détruire comme elles peuvent nous sauver. Internet, par exemple, apporte beaucoup de liberté et de facilité de communication, mais en même temps Facebook, Google… vivent de notre attention pour nous vendre des pubs. Ils vont tout faire pour nous accrocher, créer des systèmes technologiques conçus pour capter notre attention et enregistrer nos comportements sur la toile. Est-ce la technologie qui fait ça ou le fait qu'elle soit la propriété du capital qui veut nous exploiter ?

Je constate aussi qu'avec les nouvelles technologies, leur démocratisation, il est possible de choisir sa sociabilité par affinité : les gens vont s'assembler selon des objets sociaux qu'ils veulent construire ensemble : communauté de logiciel libre, de design libre, mutualisation de la connaissance, création des communs urbains. Cette capacité à trouver des gens avec qui on s'entend, à pouvoir créer de la valeur ensemble, à s'auto-organiser : c'est la promesse de l'économie des communs.

Aujourd'hui grâce aux technologies nous pouvons mutualiser beaucoup plus facilement. Un exemple : le partage de voitures coopératif et sans but lucratif. À Gand, il y a 1300 personnes qui se partagent 130 voitures. Les études ont montré que ce système de voitures partagées peut remplacer entre 9 et 13 voitures. En généralisant cette pratique de partage des infrastructures de mobilités, on pourrait garder la même liberté de mobilité avec entre 9 et 13 fois moins d'utilisation de matière et d'énergie ! Au contraire le système Uber met des chauffeurs en compétition et les pousse à tourner en rond pour trouver des clients. C'est donc la modalité capitaliste qui est extractive, pas nécessairement la technologie en tant que telle, qui peut, elle, être utilisée pour faciliter la coopération et la mutualisation des infrastructures.
Je suis optimiste. Je crois qu'on a de plus en plus de capacités et de possibilités de s'auto-organiser et de créer nos propres outils avec une sorte de souveraineté technologique.

> « La société civile s'autonomise, s'organise, s'affranchit de l'État. C'est ça que des forces progressistes devraient soutenir aujourd'hui. Plutôt qu'être anticapitaliste, être post-capitaliste. »

L'idée de base du P2P est celle de la contribution volontaire. Cela ne pourrait-il pas mener à des situations d'exploitation, voire d'auto-exploitation qui conduiraient ces acteurs à l'épuisement ?
Aujourd'hui dans l'associatif, le non-lucratif, les coopératives ou les communs, il y a beaucoup de burn-out car le système est précaire. Il faut énormément travailler pour se maintenir dans un biotope hostile. On doit trouver un système économique qui colle au système contributif, mais il n'existe pas encore. Dans un système contributif, on peut dire : « Nous en tant que communauté productive, auto-organisée, on va décider nous-mêmes ce qui a de la valeur pour nous. » Ce qu'il faut pouvoir faire, c'est créer une sorte de membrane autour de notre commun pour négocier avec le marché.

Dans le P2P il y a énormément de travail qui n'est pas rémunéré alors qu'on doit vivre, manger, payer son loyer, se divertir, se reposer… L'idée d'un revenu de base universel, transitionnel, est intéressante. Elle reconnait que chaque être humain contribue à l'humanité : dans sa famille par les soins qu'il donne à ses proches, dans le cadre d'un engagement citoyen, par l'entretien du parc de sa commune… Ce revenu pourrait donner une liberté d'expérimentation de la chose contributive et permettrait d'accélérer cette transition écologique et sociale nécessaire.

Dans votre livre *Sauver le monde* vous démontrez comment les transitions d'un système productif à un autre se passent souvent avec des phases de transition où deux systèmes cohabitent et se nourrissent mutuellement. Mais vous ajoutez aussi qu'à un moment, des crises sociales et politiques semblent être nécessaires pour permettre le passage « définitif » d'un système à l'autre. Quelles formes ces crises sociales et politiques pourraient-elles prendre ?

Dans le passé, la gauche – c'est-à-dire l'ensemble des forces émancipatrices – a très fort centré son objectif stratégique sur la prise du pouvoir politique d'abord. L'idée était de conquérir le pouvoir politique (soit pacifiquement soit de façon révolutionnaire) et puis de changer la société, dont les modes de production.

Je crois néanmoins que, quand on regarde les transitions historiques, les choses se passent autrement. Pour que le capitalisme émerge et s'impose, il a fallu, dans les villes médiévales, l'apparition de la classe bourgeoise. Avant le capitalisme, il y a eu des bourgeois. Donc avant qu'il y ait une société des communs, il faut qu'il y ait des *commoners*. Il faut une reconstruction et une préfiguration. On ne peut pas simplement lutter ou entrer dans le conflit ou la résistance si on n'a pas nous-mêmes déjà bâti un pouvoir. À côté de la lutte capital/travail, il est essentiel qu'on commence à construire l'économie des communs. Personnellement, c'est dans ce sens que j'agis.

On doit avoir une identité de projet, ce qui manque aujourd'hui à la gauche. Depuis 1989, elle a perdu espoir dans le modèle socialiste. Elle est devenue conservatrice, défensive. Or quelqu'un qui ne fait que se défendre va perdre. On a besoin d'un narratif offensif. La société civile s'autonomise, s'organise, s'affranchit de l'État. C'est ça que des forces progressistes devraient soutenir aujourd'hui. Plutôt qu'être anticapitaliste, être post-capitaliste.

Que devient l'État dans une société de communs ?
L'État doit devenir un État-partenaire dont le but serait de maintenir une égalité contributive. Pour pouvoir contribuer, il faut qu'il y ait du savoir. Il faut donc qu'il y ait un territoire, une politique qui maintienne une égalité dans la capacité contributive de chaque citoyen.

Les communs ne sont pas égalitaires en soi. Il peut y avoir un système centré sur les communs avec des communs riches et des communs pauvres. L'État entre en jeu pour corriger cela. Si on prend l'exemple de la naissance de la sécurité sociale : quand elle était organisée par les mutuelles du travail, les syndicats, elle n'a jamais touché plus de 20% de la population : il y avait des travailleurs bien formés dans des villes prospères et des travailleurs peu formés dans des villes pauvres qui n'avaient pas les mêmes mutuelles. C'est l'État social qui a créé le droit égalitaire à la sécurité sociale ! Pour les communs c'est pareil : il ne faut pas abolir l'État, mais le transformer.

Dans votre livre vous décrivez très bien ce lien de dépendance existant entre le système P2P et le capitalisme. Est-ce que le P2P n'est pas nécessaire au capitalisme, plutôt que l'inverse ? Au fond, le « travail non rémunéré » des femmes a contribué pendant des siècles, indirectement, au développement du capitalisme…
Aujourd'hui, en effet, la plupart des communs sont exploités par le capital à travers l'extraction de la coopération humaine. C'est toutefois un changement. Avant, le capitalisme cherchait à détruire les communs, c'est même son acte de naissance. À présent, le système capitaliste a appris à intégrer les communs dans sa propre stratégie et il y a, aujourd'hui, une sorte de co-dépendance pathologique entre les communs et le capital.

C'est aux *commoners* d'être plus malins. Il y a un concept que je défends : le *transvestment*. Si l'investissement c'est avoir du capital pour faire augmenter son capital, le *transvestment* c'est user de son capital pour faire croitre les communs. Il s'agit de trouver les techniques pour augmenter la part des communs, leur force, leur autonomie. Le temps, l'espace de cette recherche se situe inévitablement à l'intérieur du modèle dominant, mais il s'agit bien de bâtir un contre-pouvoir, une contre-logique. Il faut trouver des sous-systèmes, des écosystèmes miniatures à l'intérieur desquels pouvoir échapper à cette relation marchande dominante. L'ambition reste que les communs soient au centre d'un marché transformé, soumis au commun : un marché éthique. Le marché est aussi une façon de distribuer de la valeur, sauf qu'aujourd'hui il est devenu maitre de tout. C'est ce totalitarisme du marché qu'on met en cause pas le marché en tant que tel.

Comment le fait de contribuer impacte le développement identitaire des personnes ?
Je crois qu'aujourd'hui c'est la contribution qui crée l'identité et non plus la profession. Avant, on disait : « Je suis développeur chez Microsoft. » Aujourd'hui on dit plutôt : « Je fais du Linux. » On travaille un jour pour une firme et le jour suivant on s'emploie à autre chose. Ce n'est plus le conteneur qui compte. Ce sont l'objet de son engagement et la reconnaissance des pairs qui créent l'identité. Je ne dis pas que ce sera facile mais je crois que chacun va se construire par rapport à une palette d'engagements. Je peux être un développeur bouddhiste végan : je vais être développeur une partie de mes journées et être reconnu en tant que tel, mais avoir une reconnaissance dans ma communauté bouddhiste et être reconnu comme végan par ma communauté véganiste. On aura un patchwork identitaire. La clé sera de se créer un projet de vie en se projetant en avant. Le challenge sera l'auto-construction de sa vie. C'est certainement plus difficile, mais aussi plus riche ! ■

Interview de
Sandrino Graceffa
Propos recueillis par Lapo Bettarini, directeur de la Concertation – Action culturelle bruxelloise –, et membre de Culture & Démocratie

COOPÉRATIVES ? VERS UNE HYBRIDATION DES FORMES DÉMOCRATIQUES

Sandrino Graceffa est l'administrateur délégué de SMart : une structure qui « facilite la vie des travailleurs autonomes » et qui est récemment passée du statut d'asbl à celui de coopérative. Il a accepté de répondre à quelques questions afin de définir la spécificité du travail en coopération, d'expliquer le contexte dans lequel il émerge, d'identifier les promesses qu'il véhicule…

Le travail en coopération est-il une réponse à une réforme du travail, et donc d'une certaine façon aussi à une réforme de la société ?
C'est intéressant de noter avant tout que, selon la définition de la *Creative Class* de Richard Florida, aujourd'hui le travailleur dit créatif dépasse la figure de l'artiste en tant que tel. Cette dimension du travail correspond bien à ce que l'on décrit comme « économie quaternaire » ; c'est-à-dire après la tertiarisation de l'économie basée sur le service, une économie davantage basée sur la transmission du savoir et sur le travail lié à l'information.

Dans l'amalgame que l'on fait entre travail créatif et travail cognitif, on essaie toujours de repérer et définir la place de l'artiste qui a toujours été une figure inspirante de ce que le travail, en tout ou en partie, est en train de devenir, à savoir basé sur la manipulation des symboles, de l'information et d'une ressource créative liée à l'intimité de chaque personne et à son rapport au monde. Or, c'est intéressant de constater que même si le travail artistique est souvent considéré comme un travail individuel, car il repose sur une partie de la matière qui est intime, quand on analyse de manière précise comment se construit la production d'un bien ou d'un service dans le champ créatif ou artistique, on s'aperçoit de plus en plus qu'il s'agit de travail coopératif. En effet, l'artiste sait parfaitement mobiliser des capacités, des ressources, des compétences, des connaissances chez d'autres personnes. Et cela remet en question la figure du travailleur créatif en l'assimilant à un entrepreneur de soi-même. Il faut casser ce mythe, un raccourci qui s'inscrit dans une tradition néo-libérale consistant au final à individualiser les risques, à les faire reposer sur l'individu et non plus sur la société, sur le collectif. Cela n'empêche évidemment pas du tout de reconnaitre à l'artiste une capacité à entreprendre, à savoir se gérer, à trouver des opportunités et, pour employer un terme du management libéral, « avoir des capacités de leadership ». En outre, il faut revisiter la notion d'entreprise comme lieu unique d'organisation des outils partagés du travail, comme objet unique, localisé à un endroit, avec une subjectivité matérialisable de son existence : aujourd'hui nous sommes dans une économie du projet qui donne vie à une forme de nomadisme des formes de production et d'organisation du travail. Ce n'est plus l'entreprise mais le projet qui devient prépondérant, c'est-à-dire que l'on travaille de plus en plus dans un cadre qui a un début et une fin, qui est circonscrit par un espace-temps et un espace géographique.

Individualités et self-management d'un côté, une vision collective, de coopération et une économie de projet de l'autre. Ces nouvelles définitions et changements sont-ils liés dans une certaine mesure au nouveau contexte dicté par la révolution numérique ?
Il faut distinguer différentes formes d'organisation du travail : il y a des fantasmes notamment autour des discours sur la numérisation de l'économie et sur le fait que cela va tout remplacer. C'est à mon avis faux : l'industrie n'a pas fait disparaitre l'agriculture, les services n'ont pas fait disparaitre l'industrie, et l'économie du savoir et de la connaissance ne va pas faire disparaitre les trois premières formes d'organisation économique. Ce sont des processus extrêmement lents. Par exemple, pendant très longtemps, les politiques publiques ne croyaient plus à l'industrie. Aujourd'hui, on est revenu de tout cela et, selon les idées de Michel Bauwens, il y a un certain retour nécessaire à la réimplantation territoriale de la production industrielle : ce qui est lourd doit être localisé et territorialisé et ce qui est léger peut être mondialisé. On sait que cela coute moins cher de produire là où il y a un besoin que de produire à un seul endroit du monde et puis de dépenser beaucoup d'argent pour transporter ce qui est produit. Ce n'est qu'un exemple de ce fantasme autour d'une économie numérique qui viendrait tout remplacer.

Dans ce cadre, comment la coopération permet-elle aux individus de vivre des formes d'économie différentes tout en gardant leur expression individuelle, leur travail individuel ? Et des formes de démocratie différentes ? Cela a-t-il un impact ?
Il y a deux formes de travail toujours dominantes dans le monde. En premier lieu, le travail salarié dit « classique » basé sur un contrat réglementant un échange : la subordination du travailleur contre sa protection, cette dernière est définie par une rémunération et tout ce que l'on peut symboliser sous le terme de « protection sociale », une espèce de rémunération différentiée. En deuxième lieu, l'entreprenariat individuel, à savoir l'artisan, le commerçant, les professions libérales, une forme d'organisation du travail très ancienne et qui existe depuis bien avant le salariat. Si dans le premier cas, face à des risques individuels, la meilleure réponse occidentale qu'on ait trouvée est d'inventer des systèmes de protection collective basée sur cette notion de rémunération différée, une multitude de personnes sont forcées d'intégrer la deuxième forme de travail sans forcément disposer des moyens économiques pour pouvoir assumer individuellement les risques. À travers une forme de manipulation idéologique, on a aujourd'hui réussi à pousser des travailleurs assez vulnérables, intermittents, discontinus, qui travaillent pour une multitude de donneurs d'ordre, à se reconnaitre dans la figure de l'entrepreneur individuel et à leur faire croire que cela était le cadre idéal pour eux. Cette manipulation est bâtie sur une alliance entre les donneurs d'ordre, qui ont un intérêt à payer moins cher le travail, et le politique qui a cru y trouver une réponse acceptable au problème d'explosion du chômage de masse. Un peu partout aujourd'hui, le « tous entrepreneurs » contribue, à travers des réformes de l'auto-entreprenariat en France, le « job act » en Italie, les « midi-mini jobs » en Allemagne, les « contrats zéro heure » en Angleterre ou « les lois De Croo » et les « flexi-jobs » en Belgique, à accompagner un mouvement qui permet de ne payer que la rémunération la plus visible du travail (pas forcément décente) et de ne pas s'acquitter du paiement de la protection sociale. La figure de l'artiste devient extrêmement facile et utile pour accompagner ces mouvements et réformes-là car elle est une figure forte en termes d'attractivité vocationnelle : on joue sur des fantasmes collectifs auxquels tout le monde adhère parce qu'en tant qu'Occidentaux éduqués, on aspire toutes et tous aujourd'hui à plus de liberté, plus d'autonomie, plus de capacité de création. Le piège est d'accepter la précarité qui va de pair.

Y a-t-il une nécessité de la collectivité, du travail coopératif, parce qu'on reconnait la plus-value en termes d'échanges humains des connaissances ou parce qu'on pense que c'est le dernier recours quand on n'a pas les moyens d'être entrepreneur ou qu'on rejette le rapport de subordination dans un contrat « classique » ?
D'abord, une précaution qui me parait extrêmement importante : le statut ne fait pas la vertu. Ce n'est pas parce que tu as un statut coopératif que tu es une coopérative, ni parce que tu as un statut d'association que tu es une association. Ce n'est pas parce que tu as un statut d'entreprise classique que tu n'as qu'un but d'enrichissement des actions : il faut apprendre aujourd'hui à déconnecter l'emballage – qui est la forme juridique d'une organisation – de la réalité du mode de décision, de gouvernance, d'animation, de partage des richesses. Autrement, on dessert ceux qui utilisent par exemple la coopérative dans une perspective de transformation sociale basée sur les enjeux de notre société aujourd'hui. La coopérative en tant que forme d'entreprise permet de créer quelque chose, du travail, des activités, ou de créer du bien commun. Il existe des coopératives agricoles, des coopératives de consommateurs, des coopératives d'achat, des coopératives de production ou de travail. Les coopératives de travail ne sont pas un ensemble uniforme. En parlant de coopératives de production, elles s'inscrivent dans une dimension que j'appelle le capitalisme ouvrier, le but étant de rendre aux ouvriers la propriété de l'outil de travail : ils captent l'ensemble de la plus-value liée à l'appareil de production en s'inscrivant dans l'idéal socialiste. En soi, je trouve cela extrêmement positif et intéressant, mais cela ne propose pas une alternative post-capitaliste, cela ne correspond plus du tout à l'enjeu de transformation sociale d'aujourd'hui qui est plutôt d'inventer des formes post-capitalistes, d'inventer autre chose. Dans certaines coopératives d'emploi ou dans d'autres organisations, on essaie de mettre en place une alternative où le capital n'est plus un objet de répartition de la richesse : il devient un commun, quelque chose qui dans l'absolu est presque indivisible, qui appartient à tout le monde et donc à personne.

L'artiste a précédé certaines formes de travail. D'une certaine façon les artistes ont essayé de plus en plus de se garantir une forme de rémunération, de protection sociale à travers des coopérations. Mais en fait, cela semble plutôt être l'inverse et plusieurs formes/métiers ont suivi l'exemple vers la flexibilité. On ne peut plus dire « artiste = précarité/flexibilité ». Maintenant, cela est généralisé. Est-ce un résultat de l'économie libérale ou bien un résultat qui va aussi dans le changement qui mènera à la fin de la logique de base de cette économie ?
La précarité est presque un terme« romantisé » pour désigner la pauvreté. C'est une version « radicale chic », ou « boboïsée ». Si tu es travailleur pauvre, tu es travailleur pauvre. On considère que l'artiste se satisfait d'une rémunération symbolique, mais celle-ci ne te fait pas mettre plus de beurre ou d'huile d'olive dans tes pâtes. Grâce à cette idée sur la figure des travailleurs créatifs, on a permis de les laisser s'installer dans la pauvreté ou, en tout cas, qu'ils s'appauvrissent d'un point de vue économique. Il faut par contre souligner que la précarité aujourd'hui n'est pas une conséquence uniquement du libéralisme. De plus en plus, des gens vont préférer s'engager dans des carrières artistiques, créatives, notamment les

> « À travers une forme de manipulation idéologique, on a aujourd'hui réussi à pousser des travailleurs assez vulnérables, intermittents, discontinus, qui travaillent pour une multitude de donneurs d'ordre, à se reconnaitre dans la figure de l'entrepreneur individuel et à leur faire croire que c'était le cadre idéal pour eux. »

générations qui arrivent aujourd'hui sur le marché du travail et qui sont en recherche d'activités autonomes et de plus de liberté malgré les difficultés liées à ce choix. De plus en plus, les jeunes générations préfèrent devenir artistes plutôt qu'expertes comptables et elles peuvent imaginer beaucoup plus facilement les passerelles : avoir une formation en histoire de l'art ou une formation d'artiste et puis développer pendant leur formation des aptitudes, des compétences pour peut-être pouvoir se reconvertir dans un autre domaine qui n'est pas directement le domaine artistique.

La coopérative peut-elle être un espace de démocratie et de participation, un espace collectif facilitant l'engagement de ses membres et renforçant leur volonté d'action sociale et politique ?
Oui, néanmoins, encore une fois, ce n'est pas la forme qui détermine la réalité d'une organisation démocratique, notamment en raison du fait que les formes démocratiques classiques, essentiellement basées sur la représentation, ne sont plus considérées aujourd'hui comme suffisantes. Peut-être la meilleure démonstration que la société occidentale en a fait le tour est l'élection de Donald Trump, ou le Brexit, ou encore le refus de regarder en face l'enjeu de la crise migratoire. Ces trois éléments-là sont mis en lien par le philosophe français Bruno Latour dans son ouvrage *Où atterrir ?* L'avenir est l'hybridation des formes démocratiques, ce qui en permettra une renaissance, notamment pour ce qui concerne les coopératives qui sont avant tout pensées sur la représentation : on élit des gens à qui on donne le pouvoir. Dans ma vision aujourd'hui à l'échelle d'une entreprise coopérative qui doit gérer du collectif ou du commun, il faut trouver un moyen de mixer intelligemment la démocratie représentative à travers la définition d'instances de gestion, la démocratie participative par le biais de mécanismes participatifs comme des groupes de réflexion ou de travail, et la démocratie directe qui retrouve aujourd'hui une vraie légitimité notamment du fait du développement des outils numériques. ■



© Éliane Fourré
Dans le flamboyant,
Linogravure, 2008

Daniele Manno
Artiste, membre fondateur du collectif Medex, ex-coursier

1848

Daniele Manno est un artiste généreux, engagé, débrouillard. Il a exercé le métier de coursier pour une plateforme en ligne de livraison de plats, un boulot alimentaire. Il a été très actif dans la lutte qui, cet hiver, a opposé un certain nombre de coursiers à la direction de cette plateforme, au moment où cette dernière exigeait de ses employés qu'ils deviennent indépendants…

– *C'est quoi ton numéro, toi ?*
– *1848*
– *Dans deux minutes c'est prêt.*

Ça commence toujours ainsi. Dehors on n'a pas le temps. Là dehors tout frémit. Tu descends du vélo, prépares ton sac – un mouvement machinal après l'autre –, et puis la rupture : « Je peux avoir un verre d'eau ? » De toute façon les deux minutes en sont déjà cinq. Moi, mon travail, c'est de réfléchir à autre chose pendant que je transporte des numéros qui sentent bons d'un endroit où on les prépare à un endroit où on les mange. Je me dois de penser à autre chose plutôt qu'à ma paie, plutôt qu'à la manière dont ils ont réussi à anéantir les droits sociaux acquis grâce à des luttes centenaires. 1848, ce n'est plus une date, mais un numéro de commande. Il parait que l'ouvrier était plus combatif au siècle dernier. Aujourd'hui il redevient soumis, comme à l'époque de l'hégémonie catholique. Disons qu'il subit les conséquences d'une religion qui ne se définit pas comme telle mais qui fait plus d'adeptes que toutes les autres : le *technologisme*. Il n'y a pas de monothéisme plus efficace que celui qui s'introduit sans se présenter, qui coule de source. Un monothéisme liquide, qui s'infiltre, s'insinue.

J'ai ma commande à livrer et j'ai bu mon verre d'eau. Je roule calmement. La rue du Bailli est un piège à vélo. Je transporte des pâtes imbibées de bouillon. Il est seulement 18 h mais déjà quelqu'un a faim. Le numéro de la commande m'obnubile. Il me fait penser aux batailles pour le droit du travail entre autres. Et cependant je m'efforce de penser à autre chose. Rouler à vélo, c'est un mouvement magique : assis dans un équilibre précaire, tes pieds qui se soulèvent du sol et te permettent avec ce mouvement de rotation de flotter dans l'air et d'aller à une vitesse impensée. Aucun autre véhicule ne pourra te donner cette sensation, car aucun autre véhicule ne pèse la moitié de la moitié de la moitié de ton poids. Et ce vent léger qui te souffle sur le visage et qui ne peut pas t'empêcher de faire apparaitre un sourire. Même s'il n'y a pas de droits sociaux, même si les vacances ça n'existe pas, à l'instar des congés maladies.

Au centre de notre zone, là où l'on se rencontre entre livreurs de temps en temps, on essaye de discuter de ce sujet. Tout le monde sait qu'on est esclaves, depuis le début, ça fait partie de l'arrangement. Celui qui veut protester va être vu comme un tocard, un désespéré. Les privilèges que cumulent ceux qui sont fidèles à la boite sont mis en danger devant la grimace de ceux qui exigent le respect de leurs droits. C'est impoli de demander des droits… Ici on en rigole. Pendant qu'on parle, tout d'un coup, « bip bip bip » : voilà le son d'une commande.

Ici, la précarité n'est pas due à l'équilibre sur une fourche. Un contrat ? On ne sait même pas à quoi ça ressemble. Nous sommes plus en sécurité sur notre vélo qu'en discutant avec notre employeur déguisé.

Si tu veux ta place
Alors ferme ta gueule
Pense à autre chose
N'écoute pas les forte-têtes
Travaille
Fais tes commandes
Souris
Sois gentil avec le client
Ne te plains pas
Ne t'expose pas

Mais malgré tout cela on respire, on se noircit les poumons avec les gaz d'échappement, peut-être, mais on respire, on mate, on mate le ciel, on mate les nuages. Il est possible de jouer avec le rythme de ma respiration et la musique de mon smartphone.

Je serais curieux de calculer le nombre de fois où j'enlève et remets mes gants pendant un *shift* (un créneau de travail dans le jargon des livreurs). Je dois faire ça de manière maitrisée car je ne peux pas détacher mes deux bras du guidon en même temps. Je dois me servir de mes dents. Je mords le gant, l'arrache. Ma main est finalement libre. Tout en gardant ce gant dans ma bouche, je sors mon téléphone et j'accepte la commande, ou bien je vois où j'en suis dans ma livraison sur le *maps* de la ville et dans combien de temps je dois tourner à droite, ou bien je change de chanson si le hasard du *shuffle* n'est pas bon.

> « Ici, la précarité n'est pas due à l'équilibre sur une fourche. Un contrat ? On ne sait même pas à quoi ça ressemble. Nous sommes plus en sécurité sur notre vélo qu'en discutant avec notre employeur déguisé. »

Ce serait surement tout aussi intéressant de savoir combien de fois par *shift* j'ai dezippé, puis zippé le sac thermique, ma veste, ma cagoule-casquette…

C'est l'usine en plein air et sans parois. Une usine que nous seuls, livreurs, pouvons voir. Une galère qu'on n'a pas envie de partager avec d'autres, préférant donner les aspects plus joyeux de ce travail. Le slogan de l'employeur déguisé en kangourou nous raconte que *faire du vélo tout en gagnant de l'argent, c'est une grande chance*.

Aujourd'hui, la ville est presque vide et c'est un plaisir de rouler. Il fait un temps parfait pour faire du vélo, ni trop chaud ni trop froid. Je pense à ce monde sans voiture, ce rêve qui devrait commencer dès maintenant et que chaque ville pourrait adopter. J'y pense pendant que je passe le carrefour de la chaussée de Charleroi, rue Defacqz et rue de la Victoire. Il y a tellement de dangers : rails de tram, voitures (moins aujourd'hui), piétons, motos, pour ne rien dire des filles. Il y en a, des filles ! Les regarder quelques instants pour après continuer sa route. Je fais ça avec tout le monde : jolies filles, familles, un jeune homme qui sort son mouchoir, une voiture et ses passagers. Je suis du genre à regarder autour de moi, à me parler, à me raconter des histoires, m'imaginer des destinées.

Dans ce métier, malgré toutes les injustices, il y a une belle chose : tu peux faire du vélo et travailler sans avoir affaire à personne, tout en ayant affaire à tous. Le seul moment où je suis obligé d'être sympa plus que d'habitude c'est quand le client répond à l'interphone et il dit qu'il descend. Là je ne sais pas pourquoi mais ma réponse est toujours « ok, super, merci » avec une voix tellement fausse…

Petit à petit, durant mes pauses, je m'éloigne de mes habitudes : écrire un poème sur ce qui m'entoure : sur la route, sur le chemin qui frissonne sous mes pieds. Ce sont les pages Facebook qui s'ouvrent à moi, sur mon smartphone, en attendant une commande. Maintenant que j'y pense, ce téléphone se substitue à la pensée. C'est mille fois plus simple de voir défiler des news sur un écran que de devoir activer son imagination pendant quelques minutes, le temps que la commande soit prête, que le client descende. La course prend une tournure plus méchante, étant complice d'un vol de soi à soi.

Je me rends compte que nous, livreurs, sommes seuls. Qu'ils ont réussi leur coup. (Ça je me le dis presque toutes les fois que je pars pour faire une commande et que je traverse le passage piéton de l'avenue Louise). ■

© Éliane Fourré
Vaisselle, Linogravure, 2009



Patrice Flichy
Professeur émérite de sociologie à l'université de Paris Est-Marne-la-Vallée et directeur de la revue Réseaux – Communication, Technologie et Société

LE NUMÉRIQUE BOULEVERSE LE TRAVAIL

Patrice Flichy est sociologue et auteur du livre *Les nouvelles frontières du travail à l'ère numérique*[1]. Il pointe dans cet article l'ambivalence du rapport entre travail et nouvelles technologies. Si celles-ci permettent à « l'individu numérique intégré » d'associer activités professionnelles et privées dans des formes de *travail ouvert* valorisantes, elles peuvent aussi être un instrument d'asservissement et de contrôle générateur de nouvelles inégalités.

Pour bien comprendre ce que le numérique change au travail, il est nécessaire tout d'abord de se demander qu'est-ce que le travail. Depuis un siècle et demi, le travail s'organise dans des espaces clos, celui de l'usine et ensuite celui du bureau, avec un temps de travail strictement délimité, contrôlé par la pointeuse. Tous ces travailleurs, malgré la diversité de leurs activités, ont une condition commune. Le salariat est devenu le modèle standard pour presque tous. Il a unifié le travail et masqué la diversité des arts de faire. Le salariat n'a cessé de croitre depuis le milieu du XX^{ème} siècle. On assiste, néanmoins, depuis le début du XXI^{ème} siècle, à une légère augmentation du travail indépendant qui tempère un peu l'omniprésence du salariat. Mais le travail ne se limite pas à ces deux formes de travail professionnel.

À côté, à l'extérieur de l'entreprise, un *autre travail*, a poursuivi son développement de façon souterraine, dans l'espace privé. Pour les classes populaires, il s'agissait d'un héritage de la culture rurale ou du débouché relatif à des savoir-faire mécaniques de moins en moins nécessaires à l'usine. Pour d'autres, le *do it yourself* a mélangé plusieurs traditions, celle de l'élaboration de son espace de vie et celle de nouvelles formes d'activités artistiques. Cet *autre travail* a longtemps été dévalorisé, jusqu'au jour où il a été considéré comme un loisir capable de réparer les méfaits du travail en miettes. Dans les périodes de crise économique, il pouvait offrir des occupations plus ou moins rémunérées aux chômeurs.

À l'époque de l'épanouissement de la consommation de masse, le *do it yourself* est apparu aussi comme une voie permettant d'accéder plus facilement au cadre de vie de la modernité.

Au tournant du XXI^{ème} siècle, le travail au sein de l'entreprise a été profondément bouleversé, comme l'*autre travail* réalisé dans l'espace privé. Le salariat, qui ne cessait de s'étendre depuis un siècle, a stagné puis a commencé légèrement à régresser. Le numérique occupe une place centrale dans cette mutation. Le micro-ordinateur et Internet se sont développés, en opposition à la grosse informatique centrée sur l'entreprise, comme une technologie universelle, présente également à la maison. Le micro-ordinateur est apparu telle une nouvelle machine intellectuelle personnelle, utilisable par tous. Internet a permis d'accéder librement au savoir et à l'information, et a donné à chacun la possibilité de s'exprimer et d'échanger. Le numérique est devenu la culture technique commune à tous. Il a remplacé la mécanique en tant que savoir commun, d'autant plus facilement que les services étaient devenus le secteur dominant de notre économie. Le numérique est devenu ainsi la technologie de base des activités de service.

Avec le numérique, l'*autre travail* mené à côté du travail professionnel, comme une activité faiblement reconnue, est remplacé par le *travail ouvert* qui propose une vision alternative du travail associant activités professionnelles et passions. Les individus peuvent à la fois valoriser ce qu'ils réalisent et faire circuler informations et compétences. Mais ce qui explique l'arrivée du *travail ouvert* c'est aussi que le niveau de compétences de nos contemporains s'est transformé. Plus éduqués, les travailleurs peuvent se réinvestir dans de nouveaux projets d'activité. Ce niveau de compétences élevé a créé un écart entre le travail disponible et les compétences, comme le montrait par exemple l'enquête récente de la CFDT « Parlons travail »[2] qui relève notamment la très forte demande d'autonomie des salariés et leur remise en cause de l'organisation du travail (87% des répondants estiment que leur hiérarchie ne sert à rien, les trois quarts veulent plus d'autonomie et 62% souhaitent changer de travail). La disparition du modèle de l'entreprise qu'on rejoint de 20 à 65 ans est intégrée : les gens souhaitent être mobiles et créer un travail qui ait plus de sens. Le numérique offre là des opportunités nouvelles. Il propose à la fois des outils facilitant un travail autonome pouvant être réalisé à la maison ou en entreprise, des dispositifs de collaboration en réseau, mais aussi des grands dispositifs centralisés.

Cette flexibilité apportée par le numérique s'accompagne d'une crise des professions, les barrières qui les protègent sont en train d'être abaissées. Grâce aux outils digitaux, les travailleurs ont développé des pratiques transversales variées. Les uns tentent d'unifier leur vie autour de leurs passions, d'autres trouvent différentes solutions pour accorder leur travail rémunéré avec celles-ci, d'autres enfin dénichent une nouvelle source de revenus en mobilisant leurs ressources domestiques. Ils transforment leurs outils de consommation en outils de production de services. Au-delà de la diversité des itinéraires, il y a bien un mode d'action spécifique dans l'espace du *travail ouvert*. Le travail est choisi et recomposé en remettant en cause la division habituelle du travail ; il mobilise des compétences particulières, souvent acquises de façon autodidacte. Il s'agit d'un travail visible présenté dans différents espaces du Net et qui permet ainsi de se construire une image de soi.

> « Pour ces nouveaux travailleurs indépendants qui ne bénéficient pas de la liberté qu'offre le *travail ouvert* et qui échappent aux collectifs protecteurs du salariat, le numérique n'offre aucune opportunité, il est donc encore plus important que pour les autres travailleurs qu'ils puissent obtenir une protection sociale analogue à celle des salariés. »

Le choix des activités menées s'inscrit dans un projet de carrière personnel qui n'est défini ni par l'entreprise ni par la profession. Enfin, dans le *travail ouvert*, le marché ne fait pas disparaitre le don : le marchand et le non-marchand s'entremêlent, comme dans l'accueil chez soi (ou dans son véhicule), la remise en circulation d'un bien qui n'a plus d'usage, le don ou la vente d'un objet réalisé par soi-même, la participation à la réalisation de biens communs.

Les opportunités du numérique

Calculer, écrire, photographier, filmer, créer de la musique, produire un objet et, bien sûr, rendre disponible ce qu'on a réalisé, voilà autant d'activités que le numérique rend plus facile à pratiquer. La technique digitale rend possible la démocratisation de l'activité productive. C'est-à-dire que des tâches qui ne pouvaient être réalisées que par des spécialistes munis de dispositifs technologiques complexes peuvent maintenant l'être par tous, ou plus exactement par tous ceux qui le souhaitent. Le *travail ouvert* s'inscrit directement dans cette démocratisation. Les nouveaux travailleurs peuvent, grâce au numérique, s'installer dans des activités professionnelles protégées ; les outsiders rentrent dans des espaces de travail fermés – la culture, l'artisanat, la cartographie, la cuisine, l'hébergement, le transport à la personne…

Le numérique offre non seulement des outils pour le *travail ouvert*, mais plus largement des dispositifs pour rapprocher les activités professionnelles et privées. Il fournit des outils logiciels pour la création et la conception (dessins 2D, 3D) et des dispositifs matériels accessibles dans des Fab Lab[3] (imprimantes 3D, découpeuses laser, etc.). Le web permet d'accéder à de multiples dispositifs coopératifs. Surtout, ces nouveaux travailleurs font appel à des plateformes qui, en fournissant un accès aux utilisateurs, permettent d'organiser des échanges personnels au sein d'un nouveau cadre de confiance. La société de la confiance interpersonnelle de l'époque précapitaliste réémerge dans un monde complètement mondialisé, à l'aide d'un dispositif qui sécurise la relation interpersonnelle. Mais, en même temps, les plateformes formatent l'activité et remettent en cause les régulations sociales existantes en vigueur dans les professions ou fixées par la loi. Si d'un côté elles libèrent le travail, de l'autre elles l'encadrent, voire l'enchainent.

Les plateformes formatent l'activité qu'elles libèrent. Elles privilégient toujours les individus les plus actifs et les plus engagés, selon la popularité voire la qualité des appréciations. Aidées par leurs clients et contraintes par les régulateurs, elles ne cessent de recadrer l'activité, de définir et redéfinir leurs règles. Si les chauffeurs de Blablacar n'ont besoin que de leur permis de conduire, ce n'est plus le cas des chauffeurs de VTC (Voiture de Transport avec Chauffeur). En fait, le *travail ouvert* est une voie d'accès. Il utilise des compétences ordinaires que les gens mobilisent pour franchir les barrières professionnelles. Les plateformes les aident en cela, en les aidant finalement à contourner les règlements publics à l'exemple du boom des coursiers à vélo pour contourner le registre des transports légers à deux-roues motorisé des livreurs classiques ou le boom des chauffeurs de VTC pour contourner le numerus clausus des licences de taxis. Reste que ces contournements se font surtout depuis les règles qu'imposent les plateformes unilatéralement : le contrat et l'assurance remplacent le règlement, la notation le contrôle… En composant des collaborations avec les outsiders et le public, les plateformes ont déplacé le travail… avec le risque qu'elles abusent de leur position dominante. Mais c'est en s'appuyant sur la puissance des outsiders qu'elles ont réussi à s'imposer. Le *travail ouvert*, « libéré », devient à

son tour un modèle et aussi un cadre qui structure les activités non marchandes par rapport aux contraintes du monde du travail.

Le numérique des inégalités

Reste que dans les transformations du travail apportées par le numérique, les stratégies et les compétences ne sont pas également distribuées. On peut estimer, à la suite de Robert Castel[4], qu'il y a ceux qui exploitent parfaitement les possibilités du numérique, de manière très opportuniste : l'individu numérique intégré ; et de l'autre, l'individu numérique désaffilié, désocialisé. Selon ses capacités, son patrimoine, ses compétences, le travailleur se situe entre ces deux extrêmes.

Les modes d'intégration dans la société numérique sont multiples. Les activités concernant directement l'informatique et le monde de la culture sont souvent des activités vocationnelles où le statut de free-lance est beaucoup plus courant qu'ailleurs, les compétences acquises pouvant être mobilisées de multiples façons lorsqu'on exerce la même activité ou des activités proches dans d'autres cadres. Dans ces cas, le statut d'indépendant est lié à un projet professionnel. D'autres individus, qui travaillent pour des employeurs qui leur assurent une grande sécurité d'emploi, ont trouvé un moyen différent d'accorder leur travail salarié et leurs passions. Soit ils trouvent au sein de l'entreprise des activités plus proches de leurs intérêts personnels et peuvent alors tenter de profiter d'une mobilité interne, soit ils réussissent à aménager leur temps de travail (temps partiel, année sabbatique, préretraite…) pour s'engager plus intensément dans leurs passions. L'individu numérique intégré peut aussi, grâce aux opportunités du numérique, changer radicalement d'activité ou monter son entreprise. Le numérique apporte des formations ; des communautés en ligne peuvent soutenir celui qui veut engager cette mutation. Les plateformes permettent de bénéficier de compétences complémentaires et d'une voie d'accès au marché. Dans tous ces cas, le numérique constitue une ressource essentielle pour s'engager dans un travail réellement désiré, pour accorder facilement une production pour soi, une production-don et une production marchande.

À l'individu numérique intégré, on peut opposer un individu désaffilié qui ne trouve dans les plateformes qu'un travail faute de mieux. Il ne dispose souvent pas d'un patrimoine (logement, véhicule) qu'il pourrait louer ou, quand il en possède un, il est trop éloigné des centres-villes pour trouver des clients. Le travail dans la nouvelle économie numérique auquel il peut accéder n'est qu'une suite de tâches répétitives à effectuer sur son ordinateur. Le travailleur du clic à plein temps est ainsi la figure emblématique de l'individu numérique désaffilié (tel celui qui travaille sur Amazon Mechanical Turk). Celui dont c'est l'unique activité est totalement dépendant de la plateforme qui lui fournit un travail rémunéré, de très faible intérêt, haché et consistant à réaliser de micro-tâches très simples. Il est quasiment enchainé à sa machine pendant de longues heures. Parfois, il mange en cliquant, car il a un temps limité pour effectuer son travail, ou programme une alarme sur son ordinateur afin d'être informé des tâches qui sont proposées au milieu de la nuit. Sa rémunération est faible. Elle peut être fixe, avec l'obligation de se décider rapidement, être améliorée à la discrétion de la plateforme par différents dispositifs ou se voir fixée par un système d'enchères descendantes. Dans ce dernier cas, la concurrence mondiale a tendance à faire baisser les prix.

La situation des livreurs à vélo à plein temps est voisine. La manière dont doivent se dérouler les courses est encadrée par la plateforme, qui fixe les horaires et impose la tenue. L'individu numérique désaffilié travaille seul chez lui derrière son ordinateur ou en dehors sur son vélo, donc avec du matériel qui lui appartient. Il n'est connecté à aucun collectif de travail. C'est un travailleur totalement désocialisé. Pour ces nouveaux travailleurs indépendants qui ne bénéficient pas de la liberté qu'offre le *travail ouvert* et qui échappent aux collectifs protecteurs du salariat, le numérique n'offre aucune opportunité, il est donc encore plus important que pour les autres travailleurs qu'ils puissent obtenir une protection sociale analogue à celle des salariés.

Ainsi le numérique intervient dans le travail de façon profondément ambivalente. À travers ses capacités d'autonomie et de décentralisation, il autorise des formes d'engagement dans l'activité plus valorisantes pour l'individu, il peut être au sein du travail un instrument de libération, mais il peut aussi asservir, contrôler, surveiller l'activité, permettre de segmenter encore plus le travail. La libération du travail par le numérique n'est pas donnée, elle reste à conquérir. ■

1. Patrice Flichy, *Les nouvelles frontières du travail à l'ère numérique*, Seuil, 2017.
2. https://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2017-03/rapport_cfdt_enquete_parlons_travail_2017.pdf
3. Contraction de l'anglais *fabrication laboratory*, « laboratoire de fabrication ».
4. Robert Castel, *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Seuil, 2009.

Christian Ruby
Philosophe, enseignant à l'École des Beaux-Arts TALM

SE DÉPRENDRE DE NOTRE CONCEPTION HABITUELLE DU TRAVAIL ET DE LA CULTURE

Dans cet article, Christian Ruby s'intéresse à la conception contemporaine du travail et de la culture qui tend généralement à opposer ces deux termes. En revenant sur les différents discours qui assignent chacun à une place trop définie – ceux qui font et ceux qui pensent –, le philosophe interroge la possibilité de contester la naturalité de ces places et fonctions.

Travail et culture, une conception largement partagée, isole ces termes l'un de l'autre. S'il assigne chacun à une place, ce partage est redoublé par un ordre général qui oppose ceux qui sont voués au travail et ceux qui décident et pensent pour tous. Mais il est aussi troublé par les artistes qui ont longtemps voulu récupérer pour eux les valeurs du faire dans l'art moderne et par une société qui, aujourd'hui, confie aux arts la bataille qui porte sur les formes de l'émancipation. De là tant d'œuvres qui miment les questions du travail : compétition, précarité, chômage, désaffiliation, etc. N'existe-t-il pas là un risque de délégation de la critique sociale aux artistes, alors qu'il vaudrait mieux œuvrer ensemble à contester la naturalité des places et des fonctions assignées à chacun ?

L'essence humaine

La nécessité de prendre nos distances avec l'assujettissement de nos existences au processus de production et à la consommation n'appartient pas uniquement à des démonstrations. Le fait que, de surcroit, ce processus impose, éventuellement, quelque chose « de cet isolement et de cette solitude dans lesquels nous avons la tentation de voir notre choix souverain » (Theodor w. Adorno), ne fait qu'en accentuer la nécessité pratique. Pour autant ne faut-il pas se garder de se laisser conduire à répéter les mythes fondateurs de la résistance au capitalisme, lesquels ont certes eu leur efficacité, mais en d'autres temps ? Telle se présente pourtant, le plus souvent, la réflexion sur le travail et la culture, bornée par des présupposés anthropologiques et politiques ; enrobée, le plus souvent, dans un discours crépusculaire sur la culture du temps.

Outre des problèmes de définition de termes ou d'affirmation a priori du primat d'une activité (le travail) sur l'autre (la culture), et inversement, dans la conception de l'essence de l'humain, cette réflexion s'expose fréquemment dans des discours qui se retournent. Selon les cas :

— Ils opposent le travail, qui serait dicté par la dépendance de l'homme à la nature du fait de besoins naturels, à la culture (entendue comme loisir de l'esprit, au sens grec du terme, soin de soi et méditation) ;
— Ils rapprochent le travail et les besoins de la culture, en les opposant tous à la nature dont ils nous libèreraient ;
— Ils font de la culture, supposée universelle, le palliatif d'un travail morcelé et individuel ;
— Ils affirment que la société est dominée par le travail mécanique et que la culture n'y a plus sa place ;
— Ils valorisent une culture du travail opposée à la culture abstraite des élites ou à la culture de masse, etc.

Ou bien travail et culture sont séparés comme à d'autres égards on distingue un état de nature et un état de culture, et le travail a une valeur négative ; ou bien le travail est la condition de l'effectivité de la culture, et il acquiert une valeur positive ; ou bien la culture a d'emblée une valeur positive et se substitue à la perte de la valeur du travail, etc.

C'est au cœur de ces perspectives philosophiques qu'on a fait paraitre les artistes au tribunal de la réflexion critique, en les glorifiant de pouvoir devenir les derniers individus à demeurer dans une société de masse les producteurs authentiques tant « des objets que chaque civilisation laisse derrière elle comme la quintessence et le témoignage durable de l'esprit qui l'anime » (Hannah Arendt, *La crise de la culture*) que des liens sociaux. Un tel honneur veut contrebalancer la kyrielle des récriminations actuelles contre la « dissolution du lien social », « la perte du sens à notre époque », et autres « c'était mieux avant ». Les artistes pourraient donc nous « sauver » de ces désastres. Et le sociologue Pierre-Henri Menger (*Portrait de l'artiste en travailleur*, 2003) n'a pas tort de relever que les jeunes générations valorisent les artistes pour des raisons ambiguës (variation du temps de travail, échappatoire à la production, image d'un travail soi-disant libéré des contraintes, etc.). Le capitalisme qui sait y faire y voit de nombreux avantages.

Fonder le lien social

À l'audition de cette série de propos, on se rend compte que nous n'avons pas fini de tenter de prendre à revers ces discours qui séparent le monde du travail, tantôt voué au faire et à la reproduction de l'existence matérielle, tantôt libérateur, et le monde intellectuel ou artistique, tantôt élevé à la fonction de réparer les divisions sociales, tantôt concentré sur la parole et le privilège de la pensée. Nous n'avons pas fini de tenter de contrer les machines d'explication du monde social et politique qui procèdent par renvoi de la surface à ce qui se cacherait dessous (tantôt le travail sous la culture, tantôt la culture sous le travail) ou pensent la condition sociale comme une case dont on ne peut pas sortir.

Et ce n'est pas parce que quelques-uns, dont des réalisateurs de cinéma, célèbrent le 200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx, sous certains modes, qu'il faut se contenter de répéter la vulgate marxiste portant sur le travail et sur les rapports du travail et de la culture. D'autant qu'entre Marx et le marxisme, il y a sans doute un hiatus, ce qui devrait nous pousser à lire Marx plutôt qu'à répéter ce qu'on croit avoir lu ; d'autant qu'entre le monde de Marx et le nôtre de nouveaux problèmes ont émergés, parmi lesquels ceux de notre rapport à la terre et à ses ressources ; d'autant que le présupposé anthropologique qui nourrit une certaine conception du travail – comme « libérateur » et comme « bel ouvrage » –, largement renversé déjà par Marx en « aliénation » ou « exploitation », dans les conditions du capitalisme, est encore remanié, depuis ses écrits, en précarité et flexibilité ; d'autant que la question de la culture est depuis longtemps déplacée, même si les rapports entre le monde institué du travail et le monde institué de la culture restent problématiques ; d'autant qu'on ne peut pas oublier de parler des médiations sociales ou du politique dans leurs manières d'organiser la gestion du monde du vivant et de la production de formes optimales d'individuation.

Dans cette optique, il convient de cesser de fonder les discours sur le « lien social » sur des conceptions d'un lien extérieur aux configurations sociales – « apporté par un sauveur » ou restauré par les artistes. Les humains ne passent jamais de la nature (absence de lien) à la culture (lien), mais toujours d'une forme de pratique culturelle à une autre, que l'on pense à la culture-civilisation ou à la culture-formation. Le fait que les liens sociaux entrent en mutation ne signifie pas qu'ils n'existent plus et qu'il faille d'urgence réveiller des traditions de liaisons périmées. Car, non seulement, il y a toujours du lien, et le véritable problème du lien n'est pas sa disparition ou sa restauration, mais la compréhension des logiques policières qui configurent un type de lien et celle des logiques politiques qui tentent de les redistribuer ; mais encore, il faut cesser de glisser la question du lien sous celle de l'unité, de l'identité, de l'homogène et de l'uniforme.

L'échange travail et culture

Bien évidemment, entre travail (son idée et sa réalité) et culture (sa conception), il y a (et a eu) échanges constants (même si certains isolent la culture et méprisent le travail, sous les espèces du travail industriel et salarié). De même que les arts, sous des formes historiques, n'ont pas exclu de parler du travail (ouvrier), disons depuis la Renaissance. Mais ce qui est intéressant de nos jours, c'est de penser leur conjonction et leur dissociation sous la condition de la fin des grands récits, et de la substitution à cette référence d'un récit sur la souffrance au travail (ce qui n'est pas injustifié), lequel récit est sans doute la source du fait que c'est souvent comme *laboratoire* des formes de dérégulation du travail que les arts retiennent l'attention, ainsi que le suggère

> « Ou bien travail et culture sont séparés comme à d'autres égards on distingue un état de nature et un état de culture, et le travail a une valeur négative ; ou bien le travail est la condition de l'effectivité de la culture, et il acquiert une valeur positive ; ou bien la culture a d'emblée une valeur positive et se substitue à la perte de la valeur du travail, etc. »

Pierre-Henri Menger. Non que les artistes possèdent une longueur d'avance sur les transformations du monde du travail depuis les années 1980, mais bien parce qu'ils ont, pour beaucoup, échappé à la norme du salariat moderne propre au capitalisme industriel, désormais fragilisé par l'hégémonie du capitalisme financier. Ce qui vaut à la fois pour chacun, le travail et la culture, et pour leurs relations.

Rappelons tout d'abord que travail et culture procèdent du même grand récit (des Lumières), celui de la téléologie de l'humain éclairé, passant de l'animal à l'humain par le travail (la main) et déployant son intelligence par ses activités culturelles et esthétiques. Ce grand récit a été complété par les anthropologies du travail et de la culture portant sur la main industrieuse qui élabore le monde. Mais ce grand récit a longtemps été dominé par des considérations sur la non-autonomie de la culture (et sa dépendance directe des conditions matérielles). Et il a eu pour effet l'idée que le travail et la culture, sous forme de la solidarité du travail, de la culture du travail et de la culture générale, sous forme aussi d'un ancrage littéraire (voire cinématographique) et d'un support dans des partis politiques, sont censés faire communauté. Même si le travail était réfléchi comme aliéné, et si la culture était réputée « de classe », on n'en espérait pas moins les extraire des conditions de leur exploitation au profit d'un futur radieux. Ce qui n'a pas empêché, dans de nombreuses considérations émanant des institutions culturelles, le fait que le monde du travail soit cantonné au travail salarié et à n'occuper que cette place, selon le thème platonicien du travailleur qui n'aurait pas le temps de s'occuper d'autre chose, alors qu'il est aussi un monde du regard, un monde d'un art vivant, un monde culturel et un monde intéressé aux questions des arts et de la culture, inscrit dans un monde social partagé.

Pour autant, cette époque s'est dissoute. Certes, cette fin n'est pas venue d'elle-même. Les grands récits ont perdu leur crédibilité parce qu'ils ne peuvent plus s'articuler à une structure du travail qui a changé, des partages sociaux différents, un capitalisme mondialisé, une histoire désormais soldée des utopies, un déploiement des *cultural studies* (et de la reprise de la question de l'esclavage dans son rapport au travail et à la culture), une anthropologie de l'image, et les questions d'écologie, d'environnement, etc.

Relever les protestations

Cette fin est d'ailleurs sanctionnée par des théories qu'il nous appartient non moins de critiquer :

— Celles qui portent sur la fin des illusions du travail et de la valeur travail ;

— Celles qui portent sur le fait que ce n'est plus sur la force de travail, mais sur la vie entière, que porte le capitalisme post-fordiste, dit parfois « artiste » ;

— Celles du transhumanisme (qui n'est pas le posthumanisme) qui veulent contribuer à développer une société productiviste de la connaissance en divisant la société entre ceux qui resteront les « chimpanzés » du passé et ceux qui jouiront des fruits des LBIC (des biotechniques, numériques et cognitives).

La question centrale soulevée par ce thème travail/culture pourrait alors se formuler ainsi : quelle réalité voulons-nous construire, comment et vers quoi faire basculer les agencements conceptuels et pratiques trop confortables ?

C'est en rassemblant les nombreuses expériences sociales et les nombreux exercices esthétiques de ceux qui veulent bien se réapproprier les travaux et les œuvres qui ne leur étaient pas destinés que nous ancrerons de nouveaux objectifs dans les enjeux de partages qui nous sont contemporains. Il faudra tenir compte de ce qui est devenu prégnant, selon quoi : L'idée et la réalité que le travail (au sens anthropologique et social du terme) ne fait plus monde, ni monde commun, ni monde international ;

— L'idée et la réalité que la communauté se vide de cette référence et de ce point d'appui ;

— L'idée et la réalité que la culture est passée au premier plan, mais sous la forme d'une illusion de communauté.

On peut croire que les conséquences de ces mutations sont toutes négatives : ce qui est prétendu par les discours crépusculaires sur le travail et la culture du temps. Mais cela revient aussi à avouer que nous serions devenus incapables d'imaginer une configuration sociale alternative ; et que les protestations et indignations justifiées à l'égard du présent ne peuvent renvoyer qu'au passé.

Au demeurant, nous pensons que les protestations de toute nature, néanmoins encore plus délicates concernant travail et culture, lorsqu'elles prolifèrent en l'absence de conception d'un monde autre, finissent par s'assécher ou par devenir de simples groupes de pression, ou encore par dériver vers les religions qui semblent avoir à nouveau l'avenir devant elles (comme si elles reprenaient la place cédée par les grands récits laïques), surtout lorsqu'elles s'aventurent dans les domaines culturels et sociaux.

Ajoutons que la culture déconnectée du travail, de la politique, de l'Histoire, etc. n'est plus qu'un instrument entre les mains des uns et des autres. Elle vire à l'esthétisation, et certaines œuvres d'artistes s'y prêtent. À l'idée d'une culture (ou des arts) qui à elle seule (eux seuls) « sauverait » le monde. Or la culture et les arts ne sauvent rien, même s'ils peuvent prêter des mots ou des images aux citoyennes et citoyens qui les rencontrent et s'interrogent…

À cet égard, les conséquences des mouvements historiques que nous traversons ne sont pas toutes négatives. Il nous semble nécessaire d'éviter les nostalgies (et les nostalgies patrimoniales, sur le travail ancien) et la croyance en un passé qui pourrait redevenir notre avenir. Que le travail ne soit plus la seule source de la solidarité n'est pas en soi inquiétant ; que la culture ait gagné son autonomie (par rapport à ces anciens raisonnements et dans la réalité sociale) est positif ; que la culture du travail puisse changer de nature prête surement à des considérations positives ; que la communauté se mire dans la culture donne aussi à penser.

La conséquence est alors celle-ci : suffit-il que des artistes se penchent sur la question du travail, tel qu'il se présente de nos jours, pour croire que des liens sont établis entre travail et culture ? Acceptons-nous de leur déléguer la nécessité de montrer la réalité du travail en s'investissant sur ce terrain ? Et si nous travaillions plutôt à faire émerger des dispositifs polémiques de subjectivation construits par les individus qui contestent la naturalité des places et des fonctions, en faisant compter la part des sans-parts, sans que les uns aient à se pencher sur le sort des autres, tandis que les autres seraient cantonnés à regarder ? ■

Coline Merlo
Militante féministe et journaliste intermittente

Remerciements à Nicolas Frize et Aude Halary, et aux Musiques de la Boulangère

CORPS EN ACTES

C'est une beauté comme des voix sont belles, de grain, chaleur, traversées. Le format des feuillets, de grandes pages A2, se déploie, comme une carte. Et comme une carte, pour le lire il arrive qu'on le tourne : les paragraphes, les phrases, composent un tableau dont les entrées ne sont pas toutes horizontales ou linéaires. C'est *Travail(s)*, la publication initiée par le groupe « être sujets dans son travail », que le compositeur Nicolas Frize a rassemblé au cours de sa création *Dehors au dedans* en 2008.

On le reçoit, aujourd'hui qu'en est paru le douzième numéro, « Bouger », à la sortie des concerts de Nicolas Frize, compositeur contemporain singulier et engagé : quelqu'un vous remet aimablement un sac solide, élégant, de grand format, contenant les douze exemplaires de *Travail(s)* : « Le corps », « Langage », « Les sens », « La personne et la fonction », « Façons de faire »…

Effets de contamination

À le lire, on est piqué d'une curiosité vive, d'aller enquêter à son tour auprès de ceux que l'on croise au quotidien : est-ce que vous aussi, demanderait-on au serveur qui déplace la vaisselle au bar, vous aimez, comme Marie-Claude, *essuyer les assiettes fort*, et que *ça fasse du bruit en rangeant les tasses*[1]? Est-ce que vous, qui discutez avec tant d'animation dans la salle du restaurant, vous êtes en train de *crever l'abcès après un montage qui s'est mal passé*[2], comme s'y consacre Michel poursuivant sa journée au-delà des heures d'ouverture de son agence de com' ? Dites, Madame la contrôleuse, vous aussi ça vous fait *mal au ventre*[3] depuis qu'ils ont installé la pointeuse ?

Travail(s) est sous-titré « Journal collectif et proliférant » : que l'envie de faire parler, de peser les paroles à l'aune de celles de l'autre, contamine. Cette envie de provoquer la parole, c'était le point de départ pour Nicolas Frize : « En commençant ces entretiens, on s'est rendu compte que personne n'entend parler ceux qui travaillent, et surtout, que les gens qui donnent les entretiens ne s'étaient jamais entendus eux-mêmes ! Les gens découvrent leur parole en répondant aux questions très concrètes qu'on leur pose. »

La construction graphique conçue par Gérard Paris-Clavel et l'Atelier du bonjour fait l'économie des images : le sujet, c'est une parole singulière, pas un visage. « Les premiers éditos, explique Nicolas Frize, étaient assez intellos, on essayait d'expliquer ce qu'on voulait faire. Petit à petit, on a relâché dans le volume et le contenu : on a décidé de prendre la parole dans la forme. La forme, il faut qu'elle porte une envie de parole. »



© Éliane Fourré
Down, Linogravure, 2015

Construction

Les membres du groupe « être sujets dans son travail » viennent de différents métiers : psychologue du travail et professeur au Centre national des Arts et Métiers (Yves Clot), graphiste (Gérard Paris-Clavel), scientifique et maitresse de conférence en épistémologie des sciences (Andrée Bergeron), ancien responsable syndical (Jean-Pierre Burdin), expert en prévention des risques dans le BTP (Damien Cru), « compositeur engagé » (Nicolas Frize)… À mesure de sa distribution, le journal a réuni d'autres collaborateurs, qui vont aller eux-mêmes enquêter. Aude Halary a été très impliquée dans le comité de rédaction, y assumant les tâches de collecte comme la formalisation éditoriale : « Le plus riche, c'était d'aller entendre des personnes dont les univers sociaux font qu'on ne les aurait jamais entendues autrement. Le principe était d'échanger nos carnets d'adresses, pour faire des entretiens avec des personnes inconnues. Le collectif ne censurait aucun métier et chacun allait à la rencontre d'univers divers et variés, selon ses motivations et son réseau. Comme le tissu relationnel ou les contacts étaient très différents pour chacun, les échanger donnait des tableaux plus ouverts sur chaque thème. » Aude ajoute : « On avait convenu d'échanger les contacts parce que la relation personnelle qu'on a avec quelqu'un qui vous confie sa parole fait peser beaucoup d'enjeux… »

Le comité de rédaction convoque des membres bénévoles et se réunit selon la nécessité de l'édition, prélevant à l'intérieur des entretiens, cherchant consensus. « Il y a eu des réunions rudes, il faut savoir défendre son entretien. Les membres du comité de rédaction amènent chacun des motivations très différentes », rapporte Aude Halary.

On comprend peu à peu, à l'avidité à lire *Travail(s)*, la qualité d'optimisme et de joie bien sûre d'elle qui en est à l'origine, et qui lie ce comité hétéroclite et reformé selon les numéros. Nicolas Frize : « On oublie que des gens peuvent exercer de façon absolument géniale des emplois qui ne sont pas du tout prévus pour la singularité qu'ils y déploient, on le nie… et on entre dans un cycle de dépression infernal : les gens qui occupent un emploi qui les annulent se jugent eux-mêmes nuls. Évidemment, c'est le contraire, ce ne sont pas les gens qui sont nuls : mais bien les conditions du travail ! Ce qu'on en connait : sa finalité, le partage de l'outil de production… »

De révolution qu'en exultation

La composition graphique, l'une des deux tâches rémunérées avec la coordination de la diffusion, est déterminante : les larges encrages du numéro « Nuit » composent l'atmosphère, le silence nocturne. Les paroles égrainées au centre du deuxième numéro « Langage » font se répondre sur fond blanc les mots du métier de professions profondément diverses. Pas de trame, rien que ce blanc : c'est qu'il n'existe pas de société en dehors des groupes qui la composent, et dont l'appartenance à un corps de métier est celle qui occupe la majeure partie du temps de la vie.

> « Conserver un espace entre la fonction et soi, afin que le désir profond, subjectif, ne soit pas entièrement capturé, absorbé, et fondu avec celui de la structure à laquelle on se donne, ce serait le premier principe d'une émancipation vis-à-vis de la production de capital. »

Nicolas Frize commente la forme : « Il faut que ce soit un cadeau, qu'il ait de la valeur, comme les discours ont de la valeur, donc qu'il soit beau, et qu'on vous le donne. »

Les effets de beauté d'une parole sur le travail, il faut bien avouer qu'on n'y pensait plus. On avait fini par en confondre l'éloge avec la morale de bousier des gouvernements libéraux : négation d'inégales extractions, superbe de l'écrasement, encouragement au sacrifice. Ici « le corps, les sens, la pause, la discute, les façons de faire » : le discours se rapporte à ce que l'on sent. La puissance de joie qui accompagne toute sensation d'activité, la jouissance qu'il y a à rappeler à sa conscience les sensations, à les dire, donne forme au perçu.

« Ce que j'ai vu, ajoute Nicolas Frize, c'est que tant qu'on ne parle pas, on ne sait pas ce qu'on pense, et tant qu'on ne nomme pas, on ne sait pas ce qu'on ressent. On le découvre en le disant. » Faire découvrir à l'autre les saillies de sa pensée, et la façon dont sa parole reflète et image le savoir qu'il se découvre énoncer. « Comme le remarque le psychologue Yves Clot : une parole est toujours adressée. Un ouvrier, un employé, selon la personne qu'il a en face de lui, syndicaliste, ou manager, répond ce qu'on attend de lui. Quand c'est un artiste qui vient non pas parler de son travail d'artiste mais lui poser des questions sensibles sur ses gestes, sa posture, il n'y a pas de réponse attendue. »

Un propos d'artiste permet de conduire une enquête sensualiste, et tout rapport au travail mené par un travail d'art en passera par la construction des possibilités de la jouissance partagée. Interrogé sur le sens de la parution de *Travail(s)*, le compositeur analyse : « À force de dire aux gens qu'ils sont exploités, dans la subordination, ils intègrent d'une façon très profonde le fait que leur travail, c'est du rien du tout, et qu'eux-mêmes, ils ne sont rien. Quand tu ne parles que des conditions du travail, quand tu ne parles pas d'activité, tu entres dans un cycle dépressif, tu acceptes d'être traité n'importe comment. Quand tu as analysé ce que tu mettais de toi dans ton travail, il t'arrive deux choses : 1/ Tu sors de la culpabilité et de la souffrance parce que tu politises ton rapport. Au lieu de croire que c'est toi qui ne fais pas bien, comme dit Brecht, tu

vois la violence des rives qui t'enserrent, tu sais ce qui t'empêche de bien faire. 2/ Quand tu te bats, c'est pour la reconnaissance de la qualité de la subjectivité que tu mets dans ton travail. »

Il y a des gens dans les fonctions, de la subjectivité qui récalcitre

On proteste à cela, que précisément, si l'on est très content de soi-même au travail, il n'y a plus aucune raison d'en renverser l'organisation ni les fins. Nicolas Frize répond : « C'est ce que m'ont objecté les syndicats. Mais la désyndicalisation, il faut aussi la penser par les luttes qu'ont choisi de mener les syndicats… Luttes qui sont extrêmement dures, et extrêmement importantes, sur les conditions, la sécurité, le temps de travail… Mais qui ont donné aux gens le sentiment que l'on s'occupait de leur statut, et pas d'eux-mêmes ! » D'ailleurs le discours managérial sur l'entrepreneuriat de soi est venu précisément emplir ce créneau de la subjectivité qui manquait à une fonction détachée de l'individu. « Les numéros de *Travail(s)* visent tous à faire ré-émerger la personne dans la fonction. Qu'est-ce que la personne que vous êtes apporte à la fonction que vous occupez ? Cette alternance permanente entre le corps individuel et le corps social, c'est ça "la personne et la fonction". »

La publication a des effets concrets : Aude Halary rapporte la confidence de quelqu'un dont elle avait recueilli la parole : « Je relis le numéro, et ça me donne le matin le courage d'aller travailler. » Un employé arrête Nicolas Frize dans les couloirs de l'usine PSA où il travaille à une création : « Je voudrais faire un entretien, on m'a dit que c'était vachement bien. »

Faire dire la valeur, incontestablement, aide.

Le travail n'est pas à la hauteur de la vie des gens, dans ses fins, ni dans les rapports (et les aspirations) qu'il maintient. Une analyse de gauche voit dans la captation des aspirations individuelles l'expression de la violence du capital ; contre laquelle il s'agit, comme le formulait l'économiste Frédéric Lordon, de conserver un « angle alpha » – mesure de l'écart entre subjectivité du travailleur et objectif de la structure – le plus grand possible[4].

Conserver un espace entre la fonction et soi, afin que le désir profond, subjectif, ne soit pas entièrement capturé, absorbé, et fondu avec celui de la structure à laquelle on se donne, ce serait le premier principe d'une émancipation vis-à-vis de la production de capital. Mais, précisément, on se donne : ce n'est pas seulement temps et effort contre rémunération. Tout le savoir-faire incorporé, le gauchissement de son outil, les images qu'on y projette parcourent le travail, nos corps, et nous affectent. Un responsable d'unité sur une ligne parle de presse : « La ligne 11, chaque coup qu'elle donne, j'entends "Pascal", mon prénom ! » On ne se détache pas si aisément de ce qui nous donne forme. Puis l'on consacre la plus grande partie de son temps au travail, et c'est l'activité par laquelle on entre en lien avec les autres, on construit sa place, amère ou satisfaisante, à l'intérieur d'une société. Dans le cadre largement insuffisant du travail, il n'est pas possible de faire moins qu'avec constance, conviction, sens de l'achèvement, souci de ceux avec qui l'on travaille. Sauf à en être peiné, soi.

D'espaces éditoriaux où la parole n'est pas celle du consommateur, de l'usager, de l'objectif de production, mais celle du faire, dans son savoir sensible, il n'en existe pas tant. En 1974, Studs Terkel, journaliste de radio américain et historien de l'oralité, publiait *Working*, une série d'entretiens sur le travail et la façon de le vivre[5]. Les témoignages distinguaient entre réputation de prestige attachée à une fonction et sentiment du caractère d'utilité de ce que l'on fait. Le maçon s'en tirait plutôt mieux que le producteur de musique d'ascenseur (« Je suis né dans une famille de musiciens. Je n'ai pas d'oreille. »). Le livre eut un grand succès : on est curieux, infiniment, d'autrui dans son agir.

Mais il ne s'agit pas seulement que cela ait paru, il faut encore que des occasions de confrontations de paroles et de mises en perspectives critiques en émergent… qu'on s'en fasse mutuellement lecture.

Depuis 2017, l'association s'emploie à créer ces occasions, en construisant autour de la diffusion de *Travail(s)* des ateliers : avec des lycéens, des associations, des comités d'entreprise… Le Centre Paris Lecture achèvera à l'automne 2018 un hors-série recueillant les paroles d'enfants qui ont réagi aux différents numéros du journal.

L'association de Nicolas Frize, Les Musiques de la boulangère s'attache maintenant à faire circuler les numéros. Le refus très sain, très vainqueur, de l'hétéronomie (celle des finalités du travail quand on est employé) peut en passer par des états de révélation, des soulèvements massifs, une révolte partagée. Le plus souvent, c'est bien dans l'échange qu'on en construit les conditions.

Travail(s) travaille à la reviviscence. ■

1 *Travail(s)* n° 9, « Les sens ». Hiver 2009. Paroles récoltées par Danielle Avoiof-Manguin, Aude Halary, Nicolas Frize.

2 *Travail(s)* n° 7, « La Discute, le Collectif ». Automne 2013. Paroles récoltées par Danielle Avoiof-Manguin, Aude Halary, Nicolas Frize, Julie Gonzalez, Damien Cru.

3 *Travail(s)* n° 6, « Le Temps », Hiver 2013. Paroles récoltées par Danielle Avoiof-Manguin, Aude Halary, Nicolas Frize, Julie Gonzalez, Magali Roucaut et Andrée Bergeron.

4. Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*, La Fabrique, 2010.

5. Studs Terkel, Working, *Histoires orales du travail aux États-Unis*, trad. Denise Meunier et Aurélien Blanchard, Amsterdam, 2006.

Marc Roesems
Conseiller pour le documentaire à PointCulture

DU GESTE À LA DÉPOSSESSION

Du geste du travailleur au sens du travail, la représentation du travail dans le cinéma documentaire a évolué au fil du temps, des combats sociaux et des avancées technologiques. Marc Roesems nous propose ici une sélection de films qui témoigne de l'évolution de ces angles de vue.

L'histoire du cinéma documentaire est traversée de films mettant en scène des hommes et des femmes au travail, à la ville comme à la campagne, dans les usines, dans les champs, en mer ou ailleurs. Le regard porté sur toutes ces personnes à l'œuvre s'est le plus souvent attaché à rendre compte de leurs gestes, d'un savoir-faire, d'un « savoir-vivre » et par là de leur condition. Soit par militantisme (*Misère au Borinage*, 1933, film fondateur du cinéma belge, réalisé par Joris Ivens et Henri Storck), soit par propagande (*Enthousiasme ou La Symphonie du Donbass*, 1931 de Dziga Vertov), soit pour fixer sur pellicule, « pour mémoire », des pratiques et des êtres qui, s'ils ne sont pas filmés et regardés, tomberont dans l'oubli (*Le Monde perdu* de Vittorio De Seta, 1954-1959). Il existe des porosités entre ces trois démarches et les raisons pour lesquelles des cinéastes s'intéressent aux travailleurs sont multiples, mais les trois films cités ici ont un point commun : ils montrent – en tout ou partie – la condition des mineurs.

Cependant, depuis une cinquantaine d'années, le regard porté sur le travail dans le cinéma documentaire a changé. Un glissement s'est opéré dans la manière d'aborder le sujet. Lorsque Georges Rouquier réalise *Farrebique* en 1946, il célèbre une certaine poésie de la vie paysanne dans toute son humilité, malgré la rudesse du quotidien. Lorsqu'il revient 38 ans plus tard sur les lieux de tournage et filme les mêmes interprètes (survivants) – *Biquefarre* (1983) – il ne s'agit plus que d'un constat amer : tout a changé, l'agriculture est devenue industrielle et il faut s'agrandir ou disparaitre… Le sens même de cette vie rurale est remis en question.

Le Sang des bêtes (1949) de Georges Franju, réalisé dans les abattoirs de la Villette et de Vaugirard, décrit avec précision l'abattage et le dépeçage des bêtes. L'écart entre ce que montrent les images – superbes – et ce qu'en dit le commentaire, technique, évitant toute dramatisation, produit un effet d'horreur. Filmé à la fin des années 1940, « l'abattage des bêtes à viande à Paris ne peut pas ne pas rappeler la mort de millions d'innocents pendant la Seconde Guerre mondiale, encore si proche »[1].

Plus de soixante ans plus tard, les films de Manuela Frésil – *Entrée du personnel* (2011) – et de Gaëlle Komàr – *La Main au-dessus du niveau du cœur* (2011) – prennent aussi les abattoirs pour décors, mais dans une tout autre approche : le premier dresse un portrait de l'aliénation ouvrière dans la société industrielle au XXI^{ème} siècle en portant son regard sur les souffrances morales et physiques des travailleurs d'une usine d'abattage, tandis que le second filme le séquençage d'une chaine d'abattage – de la bête à la viande, du systématisme industriel aux produits conditionnés – pour s'interroger sur ce qui détermine notre consommation, et plus largement notre culture, nos aspirations.

Ce ne sont plus seulement les gestes quotidiens et la condition sociale de leurs interprètes qui intéressent désormais des cinéastes, mais le sens même de leur travail. Ce changement de regard a été amorcé massivement durant les années 1960, à la faveur de plusieurs événements : historiques (les révoltes politiques, culturelles et sociales de 1967 et 1968), techniques (une caméra légère, reliée par un câble à un magnétophone lui-même portable, voit le jour au début des années 1960, rendant l'image et le son synchrones), et humaines (la manipulation d'un matériel plus léger et autonome, et le moindre cout du cinéma documentaire font que les films engagés dans les luttes sociales se multiplient). C'est un tournant.

Des mouvements de révolte s'expriment de plus en plus fort contre l'autoritarisme d'une société capitaliste et consumériste qui exploite ceux-là même qui y contribuent. Il se manifeste une volonté de sortir d'un mécanisme où tout est fait pour être produit, vendu, échangé. Pour quelle raison faut-il continuer à travailler pour produire s'il n'y a finalement plus que la production dans une vie ? Cette « dépossession » du travailleur, cette perte de sens se traduisent immanquablement dans les films de cette période, réalisés sur le vif, au cœur des événements (sur le lieu de travail – ou de grève – dans



© Merkeke/ Meyer-Michotte
Travailleurs, extrait de *La mémoire aux alouettes*, 2001

la rue, etc.), comme le montre *La Reprise du travail aux usines Wonder* (1968) : une figure se dégage rapidement de la masse de travailleurs en pourparlers, sur le trottoir ; une femme, au bord de la crise de nerfs, crie qu'elle ne retournera pas au travail, qu'elle ne veut plus retrouver la saleté, les cadences, la « méprise » de cette « taule ». Ce film de 10 minutes, tourné par des étudiants de l'IDHEC en juin 1968, a tout de suite été considéré comme LE film des événements et comme l'une des réalisations majeures du cinéma direct.

Durant ces années (de 1967 à 1974) nait une expérience unique : des ouvriers de Besançon et de Sochaux, formés au cinéma par des cinéastes et des techniciens – parmi lesquels Jean-Luc Godard, Chris Marker ou Antoine Bonfanti – décrivent leur vie, leurs conditions de travail, et expriment leurs revendications. Ensemble, ils consacrent du temps et de la réflexion. Ils se nomment les groupes Medvedkine[2].

Avec le sang des autres (1974) – qui n'est pas sans rappeler le titre du film de Franju – est une réalisation du groupe Medvedkine de Sochaux. Bruno Muel s'intéresse au travail à la chaine dans l'usine Peugeot – et à ses victimes. La caméra se glisse dans les chaines de montage, le vacarme y est constant. Et lorsqu'on en sort, par moments, c'est pour écouter le témoignage d'hommes et de femmes fatigués par les cadences et cassés par la douleur. Certains semblent avoir abandonné tout espoir, jusque dans leurs rapports familiaux. D'autres moments laissent place à des commentaires sans équivoque sur l'empire Peugeot et son pouvoir, d'autant plus insaisissable qu'il est partout. « Depuis le début du siècle, Peugeot organise la région autour de l'usine, en cherchant à éviter de façon délibérée la formation d'une dangereuse concentration prolétarienne. Il n'y a pas de ville. Il n'y a qu'un semis de petites cités dortoirs mal desservies, excepté quand il est l'heure de se rendre à l'usine. »

Tout aussi implacable est le film de Louis Malle, qui s'invite dans les usines Citroën de Rennes. Dans *Humain trop humain* (1973), ce qui ressort est le vacarme, là encore. Le film est sonore mais volontairement sans paroles. « L'ouvrier n'a pas la parole, et le bruit la rend impossible. Le chaos sonore ambiant contraste avec le strict ordonnancement séquentiel de la chaine : suite d'opérations calibrées, semi-automatisées, emboitées ; haute technicité répétitive des opérateurs dont on voit les pas, les gestes comptés ; marge d'erreur et temps de pause nuls ; visages fermés, à la fois crispés par la presse et blasés par la répétition, las et pas là. [...] Par son parti pris de cinéma direct purement phénoménal, Louis Malle évite et le film industriel, et le film militant, la dénonciation de l'exploitation comme la glorification du progrès mécanique. »[3] L'archaïsme évident de cette forme de travail perce à travers les apparences modernes de ces grands ateliers.

Passées les Trente Glorieuses (1945-1975), un film montre ce décalage qui existe entre une certaine arrogance du patronat et le salariat, malléable et exploitable à l'envi. Dans *La Voix de son maitre* (1979), douze patrons de grandes entreprises françaises parlent face à la caméra. Il y est question de pouvoir, de hiérarchie, des syndicats, des grèves, de l'autogestion... Le film fut censuré sous deux présidences successives. Les interviewés sont en effet livrés à leur propre discours, sans intervention orale de la part des deux réalisateurs, Gérard Mordillat et Nicolas Philibert. Sous le discours patronal apparait

> « Ce ne sont plus seulement les gestes quotidiens et la condition sociale de leurs interprètes qui intéressent désormais des cinéastes, mais le sens même de leur travail. »

progressivement l'image d'un monde futur, entre modèles paternalistes « à l'ancienne » et visions préfigurant les excès qui seront mis en œuvre dans les années 1980 et 1990, comme l'expose *Roger and Me* (1989). En 1986, General Motors décide de fermer ses usines de la ville de Flint (Michigan) et de jeter 30 000 personnes à la rue ou dans la précarité. Michael Moore, dans le style qu'on lui connait (tenace, irrévérencieux, parfois manipulateur) entame une croisade cinématographique qui aura pour but d'amener le PDG Roger Smith à venir voir sur place les effets sociaux et urbanistiques dévastateurs de la fermeture de l'usine – et de sa « délocalisation » – sur une ville désormais à moitié morte, et pointe les effets concrets et pervers de la mondialisation – terme qui passera dans le langage courant dans les années 1990 –, notamment à travers les médias et les politiques qui, loin de comprendre les mouvements altermondialistes, les nommaient encore, au tournant des années 2000, « antimondialistes » !

Il existe néanmoins des formes de résistance à cette « servitude volontaire » que constitue le travail, d'autres façons d'envisager le bonheur, en dehors des modèles « proposés » par la société de consommation. *Attention Danger Travail* (2003) est réalisé à la manière d'un patchwork montrant des extraits de films et ciné-tracts militants, entrecoupés d'entretiens avec des chômeurs qui, ni désespérés, ni résignés, ont choisi de vivre autrement. « Peut-on considérer la question du travail sous l'angle du refus sans provoquer d'emblée la réprobation générale (et en particulier du patronat ou de ses représentants) ? » est une des nombreuses questions soulevées par un film qui révèle des réalités vécues positivement bien qu'invisibles ou inaudibles pour beaucoup.

Dans les années 2000, parmi les nombreuses productions documentaires qui se sont intéressées au travail, un autre « sujet » est apparu. Dans *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés* (2005) de Marc-Antoine Roudil et Sophie Bruneau, quatre personnes racontent tour à tour leur détresse au travail dans le cadre d'un entretien unique. Les trois professionnels spécialisés qui les écoutent établissent peu à peu la relation entre la souffrance individuelle du patient et les nouvelles formes d'organisation du travail.

À travers l'intimité, l'intensité et la vérité de ces drames ordinaires pris sur le vif, le film témoigne de la banalisation du mal dans le monde du travail ; un huis clos cinématographique où prend corps et sens une réalité invisible et silencieuse : la souffrance au travail.

Et puis, il y a les exclus ou les déclassés qui tentent de s'en sortir coute que coute et livrent quotidiennement un combat singulier. *Se battre* (2012) de Jean-Pierre Duret et Andrea Santana montre de telles personnes, touchées par la précarité, au bord du gouffre. Certaines doivent quitter leur logement, d'autres cumulent deux emplois, ce sont des « travailleurs pauvres ». D'autres encore ont faim quotidiennement... À leurs côtés, des bénévoles d'associations humanitaires se donnent sans compter. Dans *Bureau de chômage* (2015), le dispositif mis en place par les réalisatrices Charlotte Grégoire et Anne Schiltz est assez inédit[4] : contrôleurs et chômeurs sont assis en vis-à-vis, dans des bureaux cloisonnés. L'enjeu des entretiens est le maintien des allocations de chômage. La rigidité de la procédure s'oppose à la singularité des hommes et des femmes qui y sont soumis... et pourtant, la barrière semble bien mince entre ceux qui risquent d'être exclus du système et ceux qui ont la « chance » de pouvoir les contrôler. Dans un monde où l'insécurité des travailleurs et des chômeurs est grandissante, le film interroge plus largement le sens du travail aujourd'hui. ■

▶ *Cet article est une version augmentée d'un texte paru dans la publication* Détours *septembre-décembre 2018 inaugurant la saison « Le Travail » de PointCulture.*

1. Jean-Louis Comolli, *Cinéma documentaire, fragments d'une histoire* (France, 2014).
2. En référence à Alexandre Medvedkine (1900-1989), cinéaste soviétique, inventeur du « ciné-train », unité mobile de production qui sillonna l'URSS en 1932 pour filmer les ouvriers, paysans et mineurs du pays, et leur montrer sur le champ leur propre travail dans le but de l'améliorer et d'aider à la construction de la Russie nouvelle.
3. François Niney, Louis Malle, *L'échappée documentaire* (livret accompagnant l'édition DVD Louis Malle documentariste, Arte Éditions).
4. S'il se dégageait aussi un certain désarroi des entretiens effectués entre contrôleurs et chômeurs dans *Pôle Emploi, ne quittez pas !* (France, 2013), réalisé deux ans auparavant, le film pointait surtout le travail d'une équipe devant « faire du chiffre », répondre aux directives politiques et aux injonctions de communication.

LE THÉÂTRE SUR L'ÉTABLI DE LA VIE OU EN S'ÉLOIGNANT DE L'ÉTAL DES ÉTATS

Lorent Wanson
Acteur, metteur en scène et dramaturge

En revenant sur l'histoire du théâtre et de la représentation du travail et du travailleur, Lorent Wanson interroge ici sa propre pratique théâtrale, son rapport personnel au geste, à l'artisanat, et sa représentation.

Le travail dans la grande histoire du théâtre

Dans ses formes savantes ou dans ses relations à la mythologie, le théâtre a toujours fait état des États : les destins y étaient exceptionnels, et la vie des besogneux reléguée dans l'ombre. Le théâtre exprimait les tourments humains, les arrachements amoureux, détissaient les oracles, embarquaient humains et dieux dans leurs travers et aspirations profondes.

Pourtant les premières expressions artistiques ou culturelles en tant que telles, sur les murs des cavernes, dans les premières sépultures où les défunts étaient enterrés avec leurs outils, exprimaient les expériences même d'une part prépondérante de la vie, à savoir l'activité quotidienne. La chasse, la cueillette, la domination hasardeuse de la nature, la culture, la pêche, etc. En fait tout ce qui rendait la survie de l'espèce possible. Les rites ou les prières n'étaient que des expressions pour rendre le quotidien moins âpre. Le travail, bien avant qu'il ne se nomme ainsi (dont la joyeuse étymologie vient du terme souffrance) était représenté comme une valeur, et surtout une transmission aux générations futures d'un avenir dont elles ne pouvaient croire qu'il serait différent. La civilisation par le feu et tout ce qu'il permit de transformation et de maitrise de la nature éloigna ce passé originel de l'art et les rituels se firent peu à peu folklore. Les sujets représentés sur les scènes ou sur les toiles étaient des épisodes bibliques, portraits de rois et de dieux dans des épisodes extrêmes… Jusqu'à Breughel (et à part lui) les thèmes artistiques ont rarement fait sujet du travail et il fallut attendre le naturalisme pour que les « travailleurs » deviennent sujet et non plus sous-fifre ou faire-valoir des autres.

Je parle sciemment de Breughel et précisément d'une œuvre qui m'est centrale *: La chute d'Icare*. Dans ce tableau, on voit des paysans faire paitre leurs troupeaux ou labourer la terre, tandis que, du héros mythologique, on ne voit qu'une frêle jambe jaillir d'un océan paisible. Clin d'œil amusé du peintre qui est pour moi un des premiers actes de prise de conscience que la narration du monde, du réel ou de l'Histoire est affaire de point de vue. On ne montre que ce que l'on veut voir et fatalement on en exclut le reste. Le travail devient le sujet et je ne vois que Vermeer qui rendit hommage lui aussi aux travaux de l'ombre en leur offrant une lumière de beauté suprême et de dignité, loin d'un jugement moral, posant un regard bienveillant et aimant sur le savoir-faire.

Je ne veux pas dire ici que le paysan ou le serf étaient absents des tableaux ou des scènes, mais ils y jouaient un rôle qui, s'il ne manquait pas de bon sens, n'était là que comme dans le réel : pour mettre en valeur les seigneurs ou faire rire. Shakespeare, Molière, Marivaux ou Goldoni montrèrent de la tendresse envers ces personnages, de la tendresse certes, mais tout de même

> « L'Histoire n'existe que par les mains et les voix qui la rapportent au point de ne plus appartenir à ceux qui l'ont vécue. On ne réinvente pas l'Histoire mais on peut l'interpréter. »

assez compatissante, leur préférant bien souvent les fous et les bouffons. Ceux qui précisément, comme les personnages de la commedia dell'arte, s'étaient de façon rusée extraits de leur condition sociale.

L'enchainement de la Révolution française et quelques décennies plus tard de la révolution industrielle modifiera sensiblement la donne. Des artistes comme Constantin Meunier, Jean-François Millet ; comme Émile Zola ou Victor Hugo, en littérature ; André Antoine pour la mise en scène de théâtre, firent en fait des héros de ces oubliés, de ces gens enfouis dans des abimes. Mais il n'était encore question que de l'humain lui-même dans une profondeur regardée de haut avec une certaine forme de compassion.

Je n'aborderai pas ici le mouvement du réalisme socialiste et même de Bertolt Brecht qui, s'ils firent de celui qui s'appelait dorénavant prolétaire un modèle, ne rendaient pas hommage à des gens existants mais à des fantasmes d'homme à venir.

Mon passé « ouvrier » et ma pratique théâtrale

Je suis un fils d'artisans, eux-mêmes enfants d'ouvriers, eux-mêmes enfants de paysans. Rien d'exceptionnel là-dedans, c'est à peu près la généalogie de nonante pour cent de la population. Et pourtant, à y bien réfléchir, j'ai l'impression que cette histoire ne m'a pas été transmise. Ce que je sais de mes ancêtres, les livres en parlent en chiffres et non en noms.

Arrivé dans les écoles de théâtre, me fut transmise l'exégèse de cette histoire et non sa profondeur, son sang réel qui est avant tout composé de ce qui fait rarement le sujet, c'est à dire la vie quotidienne. Ma sensibilité de gauche n'y changeait pas grand-chose. Il y a un fossé énorme entre ce qu'est le travail et la représentation souvent romantique qu'on en fait. C'est en fait une dignité en creux qui est représentée.

Si Jean Louvet a tenté d'écrire une histoire ancrée de la classe ouvrière wallonne, il fit surtout la narration des luttes, comme si l'histoire du travail et de l'ouvrier se confondait avec celle de la résistance. Si ce n'est pas faux et doit être impérativement raconté, c'est une photographie en partie partielle et partiale du réel. Mais le sens essentiel de l'œuvre de Louvet fut de mettre en évidence l'impossibilité de raconter ce qui nous fonde et l'absolue impossibilité d'une transmission à la fois de la difficulté, des savoir-faire et des savoir-vivre.

Dans les année 1960 et 1970, bien des artistes qui devinrent très importants (je pense à Jacques Delcuvellerie par exemple) firent volontairement des années d'usine. D'abord sans doute par prosélytisme mais finalement aussi pour rencontrer ce quotidien et la dignité qui est au centre de ma rêverie et, bien entendu, ma pratique du Théâtre-action.

Il y a plus de 50 ans, le Théâtre-action mettait déjà les mains dans le cambouis de la thématique du travail avec François Bon, en France, ou avec Dario Fo et Franca Rame en Italie, (même si dans leur cas il s'agissait de réinsuffler du quotidien dans les formes anciennes, y compris bibliques). Je pense au théâtre de la Communauté, j'y reviendrai.

Pour monter au plus juste *Sainte-Jeanne des Abattoirs* de Brecht, je me suis rendu aux assemblées des Forges de Clabecq, qui vivaient à cette époque, en 1998, la résistance à une fermeture brutale et visiblement sans issue. J'ai donc côtoyé des ouvriers dans ce quotidien exceptionnel de résistance et j'ai compris que cette résistance ne datait pas de l'annonce de cette fermeture mais était la réalité journalière d'hommes et de femmes pour assurer la sécurité de tous. J'ai composé un hymne, sinon à leur gloire, du moins à ce quotidien alerte.

À la suite de ces rencontres, j'ai travaillé à remettre en chantier et sur l'établi mon approche de la représentation du réel par le filtre de quotidiens divers, ce qui me mettait à l'épreuve de tout romantisme. J'ai refait un chemin quasi mémoriel, qui ne comprenait pas seulement mon histoire propre, mais celle d'une humanité en fait absente de l'histoire de l'Humanité et qui concerne pourtant les nonante-neuf pour cent des humains qui ont occupé cette planète.

De ces rencontres, j'ai compris qu'aucune loi ou représentation n'était en fait satisfaisante et que l'œuvre de représentation n'était qu'un artisanat à remettre en chantier sans cesse. *Obra* en espagnol signifie à la fois l'œuvre et le chantier de l'œuvre. J'aime ce mot. Je le revendique.

L'Histoire n'existe que par les mains et les voix qui la rapportent au point de ne plus appartenir à ceux qui l'ont vécue. On ne réinvente pas l'Histoire mais on peut l'interpréter nous aussi, comme les intellectuels le font sans cesse, les religieux, etc. Ce chantier n'existera qu'en se basant sur les savoir-faire et les gestes, sur ce qui est le plus remarquable et transcende la vie.

Sur les collines qui surplombent Bukavu, j'ai vu des femmes porter sur leur dos des quinzaines de kilos de légumes pendant une vingtaine de kilomètres, tous les jours, aller et retour.

J'avais ces deux élans antagonistes : vouloir dénoncer cette situation dégradante et me stupéfier de ce savoir-faire – ce placement du ballot sur le dos pour qu'il pèse le moins possible, cette économie du geste transmise du fond des âges. Je m'émerveille parfois des arnaques que je subis par de petits voleurs professionnels. Je me sidère de la force de la vie face aux ténèbres qui sont le lot de milliards d'humains.

En 2013, le théâtre de la Communauté me proposa de faire un projet sur les travaux manuels, *Penser avec les mains*. À cette occasion, nous avons rencontré bien des artisans : maçon aveugle qui plafonne juste au son ; jeune apprenti ébéniste ; etc. Et aussi mon papa : ferronnier d'art.

Héphaïstos me revint en mémoire : ce premier forgeron et orfèvre qui, dans sa rage, créa un écrin criminel et sublime. J'ai repensé à ma maman coiffeuse puis couturière, cette Pénélope patiente qui tisse et détisse son quotidien avec une application et un art majestueux en espérant le retour ou l'avènement d'un avenir meilleur pour les siens.

Le spectacle était comme un jeu d'enfant. Le public chaque jour, nous livrait au détour d'un point de croix, ou d'une dynamo, les métiers des leurs.

Un soir, il y avait un jeune Brésilien qui raconta le métier d'exploité de son aïeul, dans une plantation de cacao. À côté de lui, sans le savoir, il y en avait un autre, belge celui-là, dont le grand père, au Brésil, gérait une plantation de cacao. Ils se sont regardé complices, amusés. Et une grande bouffée de larmes me submergea. Toutes ces mains, toutes ces intelligences, tous ces passés communs s'étaient réunis pour une veillée qui remettait l'homme à sa juste place, avec ses propres outils et surtout la fierté d'une histoire qui se remettait en mouvement.

Tout mon travail ne fait plus guère que cela, faire mon petit artisanat en hommage à tout cet artisanat insensé et millénaire qui est l'œuvre de vivre.

En pensant au son de l'enclume de mon père, aigu, perçant et cadencé qui a rythmé ma jeunesse, à l'odeur du métal brulant qui me répugnait un peu quand je devais aller aider et que je respire maintenant comme un secret indescriptible, je me dis qu'on n'a jamais que la madeleine de Proust que l'on peut. ■



© Merkeke/Meyer-Michotte, *Musée mine*, extrait de *La mémoire aux alouettes*, 2001

Sabine de Ville
Présidente de Culture & Démocratie

BURNING, LE TRAVAIL AU THÉÂTRE/LE THÉÂTRE AU TRAVAIL

La question du travail est au cœur de nombreuses productions théâtrales dont les formes sont aussi diverses que les angles d'approche. Sabine de Ville s'est rendue au Festival d'Avignon et revient ici sur l'une d'entre elles : le spectacle *Burning*, une pièce protéiforme qui, alliant cirque, texte et vidéo, interroge le phénomène du burn-out.

Festival d'Avignon, été 2018, la question du travail s'invite largement. Plus de 31 spectacles – et il y en eut sans doute bien davantage –, ont été répertoriés par l'association Travail et Culture, centre de recherche d'innovation artistique et culturelle du monde du travail basé à Roubaix[1]. Les titres des spectacles proposés sont évocateurs : *Demandons l'impossible, Le travail expliqué à mon chef, La violence des riches, On n'est pas que des valises, Recrutement, Débrayage, Pulvérisés, Comment on freine, Work in Regress*, etc.

Parallèlement à ces propositions théâtrales, des rencontres et des débats ont, dans le cadre du in et du off, évoqué aussi la question du travail. Le spectacle *Burning* ne figure pas dans la liste établie. Cet « oubli » est d'autant plus regrettable qu'il constitue une proposition originale et artistiquement convaincante. Alliance du cirque, du texte pur et de la vidéo, *Burning* s'aventure dans des terres nouvelles. Plutôt que de se tenir dans le seul registre de la performance circassienne, le corps de l'artiste soutient le texte dit par Laurence Vielle pour évoquer de manière à la fois rude et poétique la question brulante – sans mauvais jeu de mot – du burn-out.

La forme théâtrale choisie associe un exposé rigoureux, chiffres, statistiques, extraits de rapports, des récits et témoignages, de la poésie, des sons, des images vidéo et bien entendu le mouvement du corps circassien. Celui de Julien Fournier y exprime avec une efficacité redoutable l'essoufflement, la précipitation, l'épuisement, le vertige croissant et au bout du parcours, l'impossible déambulation sur un plateau qui, devenu vertical, empêche désormais toute avancée.

Le dossier de presse du spectacle précise la nature de la proposition : « Objet scénique singulier, *Burning* tient à la fois du cirque documentaire et de la poésie chorégraphique. Né d'une envie de replacer l'individu au centre et de croiser les langages à la recherche de sens et d'expressivité, ce spectacle entremêle travail de corps, d'image, de voix et d'esprit pour aborder la question du burn-out et témoigner de la façon insidieuse avec laquelle s'installe la souffrance au travail. Ce phénomène de société, véritable épidémie des temps modernes, est ici ausculté dans une forme atypique de cirque augmenté où le corps évolue en résonance avec les mots et prend le relais de ceux-ci quand ils ne peuvent plus dire. L'acte acrobatique se fond au langage vidéo et la scénographie devient un réel partenaire de jeu au service du propos. Sur le plateau, un homme-personnage anonyme, acrobate du quotidien, se démène avec application pour garder l'équilibre dans un environnement qui pourtant le contraint. Enchainant les tâches absurdes et répétitives, il tente de rester debout malgré les éléments qui le font basculer ; le sol se dérobe, les éléments glissent, chutent, fuient et le malmènent sans répit. En écho à ce parcours physique, la voix de la poétesse Laurence Vielle égrène les mots d'une lente combustion intérieure, essoufflement, rythmes sans répit, fragments de témoignages. La vidéo sculpte l'espace et sème les données : graphiques, pourcentages,

> « Le théâtre est politique,
> il est dans la cité,
> il la scrute,
> la montre et la dit. »

témoignages… dépeignent un monde du travail, du rendement, du capital et de la surconsommation malade, où l'homme est devenu marchandise, où le sens est perdu. Peu à peu cette machine pourtant si bien huilée se délite voire s'embrase. Le corps, alors, lâche et l'acrobate, tel un somnambule se joue de la pesanteur… »

Laurence Vielle raconte comment le spectacle a pris forme, à la rencontre des mots, des gestes et des images vidéo. Elle évoque « un documentaire politico-poético-chorégraphique… C'est un peu long comme désignation mais oui, il s'agit de

nous engager, corps et mots et images pour dire qu'il y a ceux qui souffrent de ne pas travailler. Ceux qui souffrent d'avoir rongé leur vie comme un os en travaillant tellement trop en dépit du souffle vital et essentiel à leur vie intime que ce monde du travail et du rendement et du capital et de la surconsommation est malade. »

Ce spectacle nominé aux prix de la Critique et sélectionné par le théâtre des Doms pour cette édition 2018 du festival off s'inscrit dans un mouvement à l'œuvre dans le théâtre contemporain, évoqué lors d'une rencontre organisée par le même théâtre des Doms dans le cadre du festival, sous le titre « Les écritures du réel ». Il y fut question de ce théâtre dit documentaire, du rapport entre le réel et la fiction, de l'engagement des auteur•e•s à dire le monde tel qu'il est pour l'agir et le changer. Expression d'une ambition théâtrale, artistique et politique : élaborer une forme théâtrale qui transcende l'impuissance supposée de nos existences et propose dans une forme artistique singulière des voies de lecture et d'action. Sans doute le théâtre a-t-il toujours fait cela, depuis l'origine, résonant des questions et des urgences des sociétés humaines. L'accumulation des défis contemporains lui donne une vigueur nouvelle.

Au théâtre des Doms *L'herbe de l'oubli* interroge le monde post-Tchernobyl, dans le in, le spectacle d'Anne-Cécile van Daelem *Arctique* scrute les enjeux géo-politiques du changement climatique. Culture & Démocratie s'intéresse particulièrement au théâtre dit documentaire parce qu'il noue de manière forte la question de la création et du politique. La première édition d'*Archipels* évoquait longuement le projet théâtral du Nimis Groupe *Ceux que j'ai rencontrés ne m'ont peut-être pas vu*, spectacle issu d'un long travail d'investigation sur les enjeux économiques de la crise des réfugiés. Nous rendions compte dans ce numéro du long processus qui avait permis la conception, l'écriture et la réalisation de ce spectacle. Le prochain numéro de la collection *Neuf Essentiels* prend une tournure nouvelle, accompagnant le travail conduit par le metteur en scène Remi Pons en vue d'une production qui évoquera la question de la dette et assumant une partie des recherches nécessaires à la réalisation de celle-ci.

Mais soyons de bon compte. Les productions théâtrales évoquées ici, réalisées ou à venir, posent aussi la question inconfortable du travail dans le secteur artistique et culturel. Qu'en est-il concrètement du « travail au théâtre » ? La prise en compte financière du temps consacré à la recherche nécessaire pour penser et écrire un spectacle inscrit dans le registre documentaire est l'exception. Nombreux•ses sont ceux et celles qui y consacrent un temps considérable pas ou peu rémunéré.

Ainsi le burn-out, généralement situé dans le territoire de l'entreprise privée où en effet, il est devenu un syndrome trop répandu – la majorité des spectacles présentés à Avignon dénoncent à juste titre les excès du capitalisme –, n'épargne pas les entreprises culturelles. Il y est plus feutré, s'inscrivant avec une trompeuse légitimité dans la culture de la passion et de l'exigence, lesquelles commandent sans contestation possible les dépassements d'horaires constants et une pression comparable à celle que l'on observe dans tous les types d'entreprises. Il n'y a pas de secteur culturel vertueux. Ainsi, qu'il s'agisse de rendements économiques ou d'exigence artistique, il s'agit bien de questionner une société dont les mécanismes sont à bout.

Burning ne propose pas de solution. Il montre avec une force poétique, plastique et sonore remarquable l'épuisement des processus et des humains. Le théâtre est politique, il est dans la cité, il la scrute, la montre et la dit. Avec ou, mieux, sans burn-out, le théâtre est indispensable. ■

1. Pour en savoir plus, lire dans ce dossier, l'entretien avec Nicolas Naudé, directeur de l'association Travail et Culture : « S'approprier le travail : l'humanité dans les interstices », en page 17.



© Merkeke/Frémok
Self-service, Pastiche Vincent Fortemps, éditions Frémok, 2002.

Entretien avec
Catherine Thomas
Propos recueillis par Maryline le Corre, chargée de projets à Culture & Démocratie

L'INDUSTRIE VERRIÈRE À CHARLEROI

À l'occasion de l'exposition *La verrerie, une ruche humaine ? La région de Charleroi de la belle époque aux années folles* (1880-1930), qui s'est tenue au Musée du verre de Charleroi de janvier à mai 2018, Catherine Thomas, conservatrice du musée, revisite avec nous l'histoire de l'industrie verrière et son impact social, politique et culturel sur la région de Charleroi.

On se trouve sur le site dit du Bois du Cazier à Marcinelle, qui réunit le musée du verre et le musée de l'industrie. Pourriez-vous nous présenter cet endroit ?
Le site du Bois du Cazier, à côté de l'aspect commémoratif de la catastrophe de 1956[1], est né d'une volonté de mettre en place une trilogie fer, verre, charbon en mémoire à l'histoire industrielle de la région.

Le musée du verre est un musée de la ville de Charleroi qui existe depuis 1973. L'idée était à la fois de créer un institut national du verre qui aurait pour vocation de faire de la recherche dont profiterait l'industrie du verre de la région, mais aussi de permettre au public d'apprendre de manière didactique les différentes techniques du verre. Tout d'abord situé dans un des bâtiments de l'actuel palais de justice de Charleroi, le musée est installé sur le site du Bois du Cazier depuis 2007.

Pourquoi cette exposition, aujourd'hui, sur l'industrie verrière de 1880 à 1930 ?
Au début des années 1880, l'installation des premiers fours à bassins, qui remplacent les fours à pots, marque une véritable révolution dans la production du verre en bouleversant la production, les prix et l'organisation du travail. 1930 marque la fin d'un second temps, celui de la production du verre plat par la technique du soufflage en canon et le début de la mécanisation de la production.

Depuis plusieurs années, le musée consacre ses expositions à l'art du verre. Cette fois on voulait rendre hommage aux hommes, aux femmes et aux enfants qui ont contribué à la richesse de l'industrie du verre dans la région de Charleroi. C'était l'occasion de ré-aborder non seulement des figures bien connues de cette industrie que sont les souffleurs de verre ou les porteuses de canons par exemple, mais aussi d'évoquer des métiers moins connus comme les dockers du verre, les potiers ou les forgerons, de remettre tout en perspective et d'aborder la verrerie comme une ruche où chaque personne, comme chaque abeille, a sa place. L'exposition permet vraiment de découvrir les étapes de la fabrication du verre en mettant en avant les différents acteurs.

Les verriers n'étaient pas des ouvriers tout à fait comme les autres. L'exposition parle même d'une « petite aristocratie »…
Le salaire moyen d'un ouvrier à l'époque était de 1 franc par jour. Mais le souffleur de verre gagnait de 12 à 16 francs par jour. On peut donc bien parler d'une sorte de petite aristocratie. C'était des gens qui pratiquaient l'entre soi : ils allaient au cabaret ensemble, faisaient la fête ensemble et se mariaient entre eux. C'est vraiment une « caste » de familles d'ouvriers verriers qui s'est mise en place à l'époque.

Au niveau politique, ce fut aussi une époque très riche, notamment avec la création de la première organisation ouvrière du bassin de Charleroi, l'union verrière, qui fut notamment dirigée par le fondateur du Parti ouvrier belge. Puis il y a eu les émeutes de 1886, auxquelles les verriers ont largement pris part. Pour vous est-ce que le témoignage de ces luttes sociales, permet aussi la transmission d'une mémoire militante, politique, aujourd'hui ?
Le syndicat des verreries est le premier syndicat à avoir été créé sur le territoire belge. La première union verrière date de 1882. C'est effectivement Albert Delwarte, également à l'origine du Parti ouvrier belge, qui en est l'un des initiateurs avec Oscar Falleur et Xavier Schmidt. Ce qui est certain, d'un point de vue historique, c'est qu'elle a défendu corps et âme le droit des verriers, parfois même à outrance.

En 1886, les émeutes éclatent à Charleroi et on accuse les verriers d'avoir mis le feu aux poudres, ce qui va valoir à Oscar Falleur et à Xavier Schmidt d'être traduits en cour d'assises. Leur condamnation signe l'arrêt de mort de

l'organisation. L'union verrière est refondée en 1894 et son nouveau président, Edmond Gilles, sera particulièrement intransigeant, non seulement avec les patrons mais également avec les ouvriers. Dans *Le journal de Charleroi*, qui lui est dévoué et lui offre la tribune, il critiquera violemment les souffleurs de verre et les ouvriers verriers qui continuent à travailler pendant les grèves et ira même jusqu'à les accuser de trahison.

Tout cela a sans doute influencé le syndicalisme militant du début du XX^{ème} siècle. La presse de l'époque fait vraiment l'écho d'une défense de l'ouvrier verrier et des droits des souffleurs de verre face au patronat. Au moment de la mécanisation de la production de verre plat, l'union verrière va également être très importante pour protéger les droits des souffleurs de verre. La Belgique est, aujourd'hui encore, marquée par ce syndicalisme assez fort qui a su défendre certaines causes et trouver un écho au niveau politique pour obtenir des droits pour les ouvriers et les travailleurs.

L'exposition aborde les difficiles conditions de travail ou encore la question du travail des enfants et des femmes. En parallèle, elle insiste aussi sur la fierté de ces hommes de maitriser un savoir-faire ancestral. N'y a-t-il pas un risque de « nostalgisation », d'édulcoration du passé ouvrier ?
Ce qui est sûr c'est que les conditions de travail étaient très difficiles. Il faut s'imaginer dans un lieu clos, noir, chaud à n'importe quelle période de l'année, devant les fours où le verre en fusion chauffe à 1200 degrés, où l'on transpire énormément, où le risque d'accident est réel. Mais il faut aussi se rendre compte que ce sont des gens qui sont très fiers de leur savoir-faire. Celui-ci ne s'apprend pas à l'école et est donc transmis de père en fils depuis que les premiers souffleurs allemands sont arrivés dans la région au début du XVIII^{ème} siècle. Ce savoir-faire est jalousement gardé et les recettes ne sont pas communiquées entre verreries. Il y a aujourd'hui des couleurs que l'on ne pourra jamais reproduire car on n'a plus la recette de la « poudre de perlimpinpin » adéquate.

Sans doute que la réalité a été édulcorée mais il me semble que l'on peut constater, sur les différentes photos exposées, que les gens n'ont pas l'air malheureux, qu'ils n'ont pas l'air de mourir de faim, qu'ils n'ont pas l'air tristes, qu'ils ont un regard sûr d'eux et qu'ils sont fiers de poser pour ces photos. Sur presque toutes ils posent d'ailleurs avec un canon auprès d'eux comme pour dire : « Voilà ce que l'on sait faire ici dans notre verrerie. » Cette fierté était bien réelle, elle n'est pas inventée.

Malgré tout, ils étaient bien conscients des risques qu'ils encouraient à travailler le verre. Les accidents même s'ils étaient rares, étaient généralement fatals. Un ouvrier verrier qui tombait dans une fosse de verre en fusion mourrait dans d'atroces souffrances. C'était très rare mais c'était terrible. D'autre part, quand on lit le contrat de travail d'un souffleur de verre, on relativise nos propres conditions de travail. Je ne dis pas qu'il faut tout accepter, bien au contraire, mais il me semble que cela permet de reconsidérer les choses avec plus de clairvoyance et d'ouverture d'esprit. Les combats sociaux ont réellement permis d'obtenir des droits pour le travailleur.

> « Aujourd'hui l'histoire d'une verrerie va se découvrir à partir de chiffres, de photos, des grands mouvements sociaux qui ont été relatés dans la presse mais la vie d'une verrerie au quotidien n'est plus écrivable. »

La mécanisation de la production du verre va tout changer ?
Avec la mécanisation de l'industrie du verre plat, le souffleur de verre avec son savoir ancestral va être réduit à l'état d'ouvrier et pour lui socialement c'est terrible. Non seulement parce qu'en tant qu'ouvrier il gagne moins bien sa vie, mais surtout parce qu'on lui a enlevé sa raison d'être, l'intérêt de son savoir. D'ailleurs à ce moment-là, beaucoup de souffleurs ont été mis à la retraite parce qu'ils ne supportaient pas l'infamie provoquée par la mécanisation. L'industrie du verre est restée longtemps artisanale par rapport à la métallurgie ou le charbon qui ont, dès le XIX^{ème} siècle, bénéficié de recherches technologiques.

L'industrie du verre a donc longtemps été à part ?
La puissance de l'union verrière et la conscience que les souffleurs de verre avaient un savoir-faire incomparable ont fait que pendant longtemps personne n'osait toucher aux verreries. D'ailleurs au début du XX^{ème} siècle arrive un moment où les prix de revient sont trop élevés parce que la matière première devient chère (charbon, soude…). Les maitres de verrerie essayent alors de diminuer les couts de production pour que le prix de revient baisse et qu'ils soient concurrentiels sur le marché international, mais jamais ils n'ont osé toucher au salaire des verriers parce qu'ils méritaient ce qu'ils gagnaient. C'est d'ailleurs pour cela que le verre belge va s'exporter dans le monde entier jusqu'au début du XX^{ème} siècle et que Charleroi sera le premier producteur et le premier exportateur mondial de verre plat à cette époque ; parce qu'ils sont dans une situation de non-concurrence et parce que la qualité du verre est reconnue mondialement. Au début du XX^{ème} siècle, la force productive à Charleroi est telle que l'on produit chaque année des milliers de mètres carrés de verre plat et la région compte environ 10 000 ouvriers verriers.

Et aujourd'hui, que reste-t-il ?
Aujourd'hui, il ne reste pas grand-chose de tout cela. L'industrie du verre traditionnelle, artisanale, s'est terminée en 1930, c'est pourquoi l'exposition s'arrête à cette date. Après il y a la mécanisation, puis le marché mondial s'ouvre et la concurrence étrangère devient de plus en plus rude. Les petites verreries périclitent, celles qui résistent fusionnent pour créer des groupes plus importants, tels Mecaniver, Glaver ou Univer qui sont des consortiums de verreries qui se mettent en place pour résister à la concurrence étrangère. Au début des années 1960, Glaver et Univer vont fusionner pour former le grand groupe Glaverbel. Puis Glaverbel va être racheté par le groupe japonais Asahi Glass Company (AGC). Aujourd'hui ce qui reste du verre en Belgique appartient à ce groupe. Il y a le centre de recherche européen d'AGC à l'aéropôle de Gosselies. Il y a aussi une entreprise de production de verre plat à Moustier-sur-Sambre. Il y a encore une usine de verre anti-feu à Seneffe et une pour la production de verre pour les voitures à Fleurus mais c'est tout.

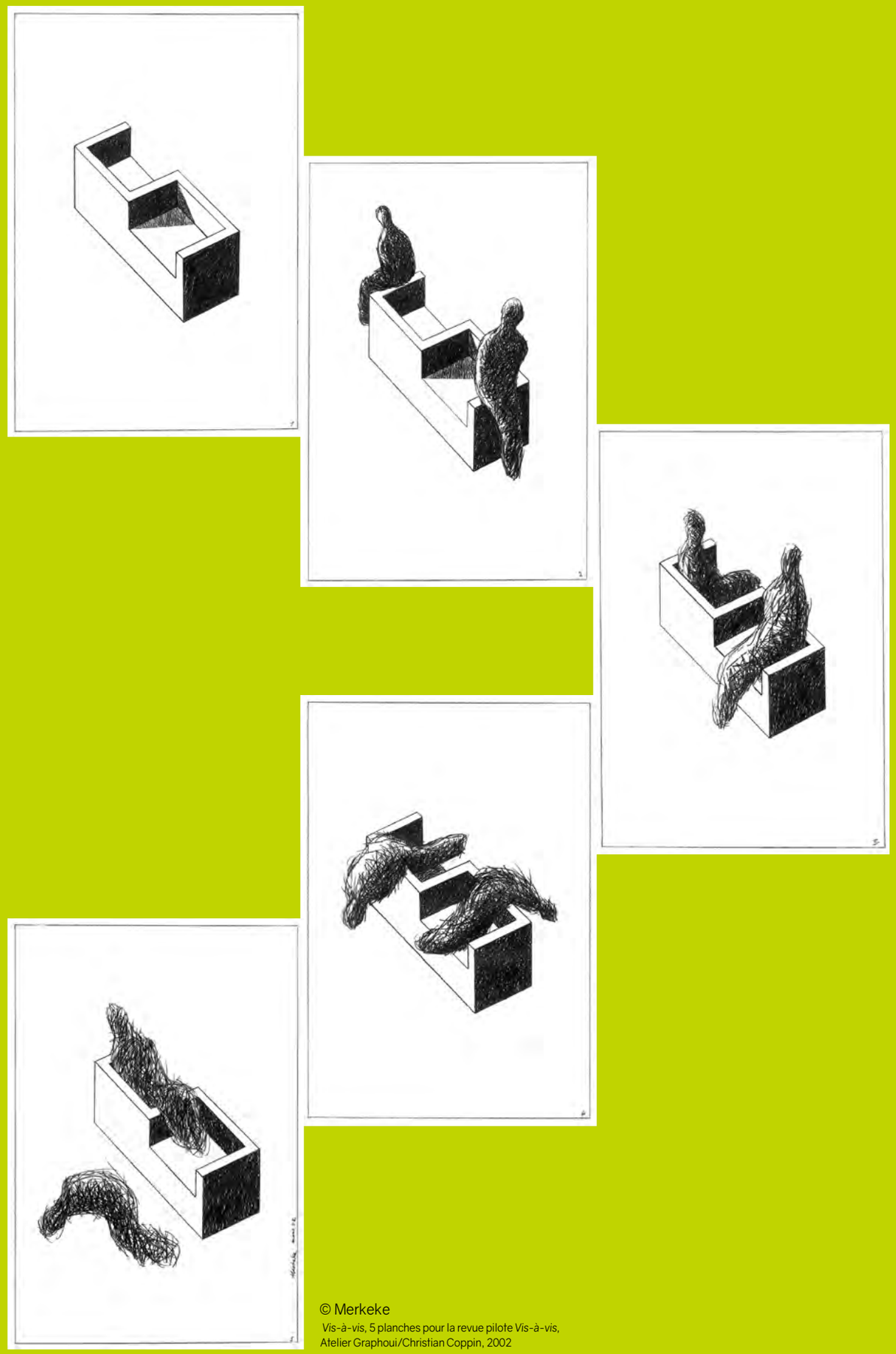
Le drame par rapport à la verrerie c'est que c'est une industrie dont il ne reste plus de traces. À Charleroi, les bâtiments qui abritaient des verreries ont tous été détruits. Au niveau de l'archéologie industrielle, il ne reste plus rien du tout, à part le musée du verre et ses quelques photos et documents. Aujourd'hui l'histoire d'une verrerie va se découvrir à partir de chiffres, de photos, des grands mouvements sociaux qui ont été relatés dans la presse, mais la vie d'une verrerie au quotidien n'est plus écrivable.

La maxime du site du Bois du Cazier est : passé, présent pour le futur.
C'est une maxime qui est valable pour beaucoup de musées d'histoire. Connaitre son passé permet de mieux appréhender l'avenir mais aussi de ne pas refaire les mêmes erreurs. Ce qui est important pour Charleroi et pour la fierté de la région c'est que ce passé contribue à son identité. La verrerie c'est dans les gènes de la population. Il y a beaucoup de Carolos qui ont un oncle, un grand-père, un arrière-grand-père qui a été souffleur de verre. Si l'on observe la toponymie de la région, on voit que les noms de rues sont vraiment empreints de cette histoire, c'est la matérialisation d'un passé qui est toujours présent dans la vie des gens. Il y a encore aujourd'hui cette fierté de dire « mon père ou mon grand-père était souffleur de verre ».
Le passé est donc nécessaire pour créer une identité forte qui permet d'appréhender l'avenir de manière positive. Pour la région de Charleroi, c'est important de se dire que d'un glorieux passé peut peut-être renaitre un glorieux avenir. Le fait que l'AGC ait décidé d'installer son centre de recherche à Gosselies marque aussi la reconnaissance de la région de Charleroi comme berceau de l'histoire du verre et c'est une façon de la pérenniser. Aujourd'hui il n'y a plus de production mais il y a de la recherche fondamentale, de la recherche scientifique et finalement Charleroi garde sa place sur la carte de l'industrie du verre en Europe et dans le monde. ■

1. Le 8 aout 1956, ce charbonnage fut le théâtre de la plus importante catastrophe minière en Belgique causée par un incendie, avec 262 victimes sur les 274 hommes présents dans la mine.

© Éliane Fourré
Benvenuto, Linogravure, 2013.





© Merkeke
Vis-à-vis, 5 planches pour la revue pilote *Vis-à-vis*, Atelier Graphoui/Christian Coppin, 2002

SINGULIERS ITINÉRAIRES EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ : UNE AVENTURE SYMBOLIQUE

Paul Biot
Administrateur de Culture & Démocratie

Dijon, 8 mars 2018, dans les jardins de la Chartreuse, une journée singulière. Une journée parmi d'autres cependant, enclose dans les deux mois du parcours de la biennale Itinéraires singuliers, cinquième édition, sur le thème de « racines sans frontières ».

Itinéraires singuliers entre les racines de l'arbre de vie, qui relie terre et ciel, temps passés et temps futurs, et racines perdues de ceux qui, chassés par la violence des temps et des hommes, venus d'au-delà des frontières, sont présents à l'esprit de tous dans cette « aventure symbolique et spirituelle de l'art ».

La journée est chargée : colloque en continu croisant philosophes, enseignants, écrivains, artistes, journalistes, acteurs de terrain, modérateurs/provocateurs… et publics composites (dont des élèves de l'Institut Cardijn de Louvain-la-Neuve, venus tout exprès, une habitude pour les trois enseignants qui les accompagnent et un moment fort de leur enseignement sur la dimension culturelle du travail social).

Racines, arbre de vie, itinéraires, dimension culturelle du travail social, symbolique de l'art, tous ces termes orientent les propos. Peut-être comme l'espère Nicolas Roméas, rédacteur en chef de la revue en ligne *L'Insatiable*, ceux qui sont là ce jour-là ne vont « pas passer à côté du sens réel de l'art parmi les hommes ».

Devant cette exhortation, je m'interroge sur la nature de mon intervention, ayant été invité pour parler, avec Nicolas Roméas, de la revue *Archipels*[1] et des paroles de la migration qu'elle récolte. J'aurai dix minutes et, entre arbres et migrants, j'entends faire le lien mais hors le recours trop couru à la symbolique des racines. L'heure tourne et, dans ma tête, les idées et les mots. L'heure du repas survient sans que j'aie trouvé la médiane entre ces deux mondes.

Soudain le cèdre de l'atlas pleureur

Le chemin de la cantine suit des massifs d'arbres, souvent venus eux aussi de loin. Un arbre de type « cèdre », décapité à trois mètres, y tend ses branches vers le sol, paraissant chercher l'appui et la consolation de la terre. La pancarte indique son nom : *cèdre de l'atlas pleureur*. J'ai mon lien.

Quand, en fin de colloque, je prends la parole devant une assistance fatiguée, je demande si quelqu'un a vu l'arbre et lu la pancarte. Non. Ce cèdre de l'atlas, les hommes d'ici l'ont appelé *pleureur*. Il est vrai que venu des confins de l'atlas africain pour se faire décapiter, il avait de quoi pleurer sur son sort.

Mais le fait est que l'appellation *pleureur* renvoie non à ce que l'arbre dit de son histoire mais à l'image que se font de lui ceux qui nomment les arbres. Comme d'autres nomment *migrants* ceux qui pourtant jamais ne se désignent comme tels, mais avouent fuir, la peur au ventre et racines en sautoir, le lieu perdu de leurs vies brisées. Ce cèdre soi-disant pleureur, moi je l'aurais plutôt qualifié en résistance tant ses branches tendues vers le sol semblaient vouloir tenir droit le tronc en attendant de refaire souche.

Soit : arbres ou hommes, c'est dans les termes choisis par ceux qui ont le pouvoir de désigner que se trouve l'essence des politiques et des actes qui dissocient les êtres vivants de leur personnalité multiple, les coupent de leur être chaque fois singulier et de son histoire, construisent son « identité » sur quelques critères utiles à traiter des « situations ».

Non que le statut de migrant fût en quoi que ce soit méprisable, ou autre chose que la reconnaissance d'un état de fait, mais le drame et le mensonge sont justement de réduire les êtres vivants à un statut, auquel « ceux qui désignent » attribuent des traits qui ne sont que ceux de leurs propres constructions mentales.

Ou ressurgit la théorie des droits culturels

Cette réflexion qui précédait de peu la clôture du colloque, je la poursuivais lors de la plantation d'un arbre par les élèves de l'institut Cardijn présents au colloque. Construite un peu dans l'urgence – la réflexion –, elle semblait dessiner un lien plus étroit entre les deux axes arbres et migration, qu'offre la théorie des droits culturels.

Dans le numéro 44 du *Journal de Culture & Démocratie*, pour illustrer le thème Nature Culture, dans un article sur le livre de Peter Wolleben *La vie secrète des arbres*, j'avais posé la question des droits culturels « en tant que droits d'essence culturelle parce qu'attachés à la part symbolique de l'être humain », osé le rapprochement avec les espèces animales et végétales « touchant à leurs droits culturels en tant que porteurs vivants de symboliques puissantes aux langages multiples » et suggéré une autre approche de l'enchevêtrement des concepts de culture et de nature.

Quelque temps plus tard, je reçus d'un lecteur intéressé par cette approche un livre étonnant écrit en 1972 par Christopher D. Stone, professeur de droit à l'université de Californie du Sud qui, il y a 45 ans, dans le feu des premières actions environnementalistes, avait proposé de faire de la nature un sujet de droit, conférant aux arbres, via des mandataires, la possibilité de « plaider en justice » (*Les arbres doivent-ils pouvoir plaider ?* paru dans une traduction de Tristan Lefort-Martine en 2017 aux Éditions Le passager clandestin).

Ce qui faisait de cette approche un paradigme révolutionnaire – et pour beaucoup de juristes, « proprement scandaleux », rapporte Catherine Larrère dans sa clarifiante préface – était que, au-delà de la défense du rôle des arbres dans le sauvetage de la planète, la proposition de Stone faisait de ceux-ci les titulaires directs de droits, leur permettant de se défendre en justice, certes à l'intersession de représentants, mais pour eux-mêmes, en raison de leur existence et non de leur utilité pour les hommes et de leur survie sur cette planète, voire même hors recours à une morale de l'environnement, aussi indispensable et universelle dût-elle être.

La notion de titulaire – et non plus de *bénéficiaire* – de droits, est sans aucun doute l'apport le plus essentiel de la théorie des droits culturels aux politiques culturelles (démocratisation de la culture suivie et intégrée dans la démocratie culturelle). Il me paraissait logique que cet aspect fondamental surgisse d'un propos aussi iconoclaste que celui de Stone, parlant de droits en outrepassant les classifications séculaires du vivant dans la pensée occidentale. Affirmant cette hérésie, l'ouvrage, quoique très argumenté au plan du droit anglo-saxon, commençait par une introduction intitulée *L'impensable*. Impensable peut-être – bien qu'en 1972, la pensée libérée de 68 fut toujours prégnante – mais pas inconcevable.

Catherine Larrère relève deux arguments, postérieurs à l'ouvrage de Stone mais lui donnant corps : l'un, tiré de plusieurs exemples, dont celui de la reconnaissance comme sujet de droit de Pacha Mama – la Terre Mère – par une loi équatorienne en 2008, et dans la constitution bolivienne en 2010 ; celui aussi, en mars 2017, de l'attribution par le parlement néo-zélandais de la personnalité juridique au fleuve Whanganui et la reconnaissance de la communauté maori comme son représentant légal, et cinq jours plus tard, celle de la personnalité morale et droits afférents au Gange par l'État himalayen de l'Uttarahkand. L'autre argument s'attache au fond de la question sur laquelle débattent juristes et philosophes. Ainsi Luc Ferry est farouchement opposé à ce qui lui parait contraire au principe « humaniste » selon lequel seule l'espèce humaine peut disposer d'une personnalité juridique. Mais à cette prise de position restrictive s'oppose la reconnaissance de « personnes morales » et autres entités abstraites telles les États comme sujets de droits et l'impasse sur tous ceux qui, quoique humains, se voyaient encore il y a peu, exclus en tant que sujets de droits de cet humanisme sélectif : les Amérindiens et les Noirs aux États-Unis, les femmes et enfants un peu partout, les immigrés, les juifs, les étrangers, les migrants ici aujourd'hui, etc.

Cette notion de « droits pour soi-même » est présente dans la Charte mondiale de la nature adoptée par les Nations Unies en 1982, selon laquelle « toute forme de vie doit être respectée quelle que soit son utilité pour l'homme ». Les droits humains et naturels ne s'opposent pas, au contraire, affirme la juriste française Valérie Cabanes dans son article *Pour que les arbres soient des sujets de droit*. Sans doute des droits de cet ordre participent-ils de la fiction juridique. Mais le droit n'est pas autre chose et comme tel, le socle de politiques, de structures, de règlements et d'attitudes en mesure d'accompagner l'indispensable révolution écologique dans les esprits et dans les faits.

Au bout de cet itinéraire, certes singulier mais décisif, toutes les espèces vivantes peuplant la terre se retrouveront sujettes de droits pour elles-mêmes, le rôle du juge étant d'arbitrer entre des droits parfois concurrents, et non plus, tel un boutiquier, de peser l'impact de la destruction d'une forêt sur les seuls êtres humains qui le sont parfois si peu.

Aujourd'hui, un peu partout en Europe, et tout récemment en Belgique, sont reconnus les droits des animaux pour eux-mêmes, en tant qu'êtres vivants. Comme sont vivants les arbres, et depuis bien plus longtemps que nous. On avance, mais le temps presse. ■

1. La revue *Archipels* est co-éditée par L'Insatiable et Culture & Démocratie.

Bernadette Heinrich
Artiste, co-directrice du collectif Fabula et membre de Culture & Démocratie

« LES ARBRES » OU LE DROIT DU VIVANT

« Les arbres », c'est un spectacle en création, une toute jeune pousse qui vient de trouver ses racines. Il est en train d'éclore[1]. Comment se présentera la floraison ? Nous ne le savons pas encore. Comme des arboriculteurs, nous guidons et nous nous laissons guider. Cette démarche est en symétrie directe avec la thématique centrale du spectacle. Il va explorer une relation à la nature qui n'est pas celle de la maitrise ou de la domination mais qui laisse advenir une interdépendance des êtres vivants, humains et non-humains. Un axe de recherche sera aussi de déceler comment l'imaginaire et la loi sont deux forces actives du destin de l'humanité et de l'univers.

« Les arbres ». C'est le premier spectacle du Collectif fabula, un collectif artistique interdisciplinaire dirigé par Abdelmalek Kadi et moi-même ; avec un CA et une AG composés d'artistes, d'acteurs culturels et de citoyen•ne•s engagé•e•s dans le secteur social et santé mentale[2].

Dans le paysage culturel de la FWB, ce collectif défend l'existence de petites structures indépendantes portées par des artistes. Garantir une place et des moyens pour la création autonome, c'est un acte politique et démocratique fort. Il y va de la vitalité et de la diversité de la création artistique. Il y va aussi de l'existence et de la survie des artistes.

Les récentes décisions en matière de politique culturelle lui ont donné la chance d'être parmi les quarante nouvelles structures subventionnées par un contrat programme. Elles ont toutefois également aiguisé sa vigilance car la priorité budgétaire actuelle penche nettement vers le financement des grosses institutions[3].

L'acte poétique est au cœur des créations du collectif. Une parole qui, quelle que soit sa forme, soit forte, entière, subversive, qui oblige à réfléchir, à sortir de sa torpeur, à participer de tout son être, à imaginer, à vivre. L'ambition est une exploration sensible et profonde de notre humanité. Les sources d'inspiration se veulent libres, sans tabous ni frontières. L'art est conçu par le collectif comme un territoire d'expérimentation, un questionnement sur le sens ou le non-sens du vivre ensemble et de la vie humaine.

Émergence

La naissance de ce spectacle est le fruit d'une rencontre sensible et d'une indignation. Un soir à Bruxelles, après une réunion de notre collectif Fabula, Paul Biot, l'œil allumé, nous raconte son expérience avec ses oliviers sur son lopin de terre provençale. Venir de loin pour les retrouver, s'en occuper minutieusement, les soigner, voir naitre les premières feuilles, attendre, vivre l'incertitude de la récolte, l'acceptation de ce qui est, respirer avec eux, ralentir le rythme effréné de la vie urbaine, prendre le temps de les retrouver, de se retrouver. Nous respirons avec lui ce récit qui nous fait oublier la froidure de l'hiver. Nous sentons que cette relation avec les arbres sous le soleil de Provence tisse des liens avec quelque chose d'essentiel ; qu'elle a aussi l'incroyable faculté de transformer notre regard sur les êtres de la nature qui nous entoure.

Dans le *Journal de Culture & Démocratie* n°44[4], le témoignage de Paul Biot nous avait déjà titillé. « Je m'étais depuis longtemps interrogé sur la capacité des arbres à percevoir des signes indécelables à mes sens humains. En Provence, où l'été les incendies sont ravageurs, parfois, alors que rien, aucune fumée suspecte, ne le laisse pressentir, soudain s'exhale une bouffée de térébenthine. » Ils savent des choses que nous ne percevons pas. Ils sont vivants !

Sur France inter une histoire suscite notre indignation. C'était un matin d'été à Luçon. Bénédicte entend des bruits de tronçonneuses. Trente arbres centenaires alignés le long du champ bordant sa rue sont abattus les uns après les autres. Motif : le passage d'un convoi. Passage trop étroit. Il faut faire de la place ! Bénédicte hallucine. Elle téléphone, alerte les habitants. Trop tard, la préfecture a donné son accord. À peine deux heures plus tard, les arbres tronçonnés sont emmenés et la rue reste là ravagée, défigurée[5]. Ailleurs dans le monde comme en écho nous reviennent les destructions

massives des forêts, la disparition des espèces animales et végétales, le réchauffement climatique, la fonte des glaces…

L'exploitation des ressources de la terre semble aujourd'hui mettre en péril jusqu'à l'espérance de vie elle-même. Enserré dans des logiques marchandes, l'homme exploite la nature comme une matière inerte et inépuisable et détruit inexorablement son environnement. Face à cela, un sentiment d'impuissance nous submerge, une envie de parole émerge. Nous sommes des artistes, ce sera à travers un spectacle. Abdelmalek Kadi assurera la mise en scène. Sur le plateau, on trouvera Paul Biot (comédien), moi-même (conteuse) et un musicien.

La voie du sensible

Paul Biot et moi-même sommes venus à la première répétition avec la tête remplie d'idées, les bras chargés de revues, de livres et d'encyclopédies. D'emblée, Abdelmalek Kadi dessine des perspectives. Analyser, questionner, discourir sur les phénomènes environnementaux est une chose. Faire un spectacle c'est autre chose. Il nous dirige dans la voie du sensible.

Dès le premier jour, nous voilà parti à l'Arboretum et puis au jardin de Meise pour une imprégnation intime avec les végétaux. Une réflexion d'Alain Kerlan sur l'expérience esthétique[6] me revient en mémoire « Avant le musée, emmenez vos élèves en forêt. Demandez-leur tout simplement d'y marcher, silencieusement, d'écouter le bruit de leurs pas foulant le sol et les feuilles mortes, de sentir les odeurs qui descendent des frondaisons, d'être attentifs aux jeux de lumière : ils s'éveilleront… »

Abdelmalek Kadi poursuit la mise en condition. D'abord, il s'agit de faire le vide, se déposer, se mettre à l'écoute du corps, entrer dans les sensations ; un langage qui nous fait abandonner notre petit moi quotidien pour nous connecter au présent, à l'intemporel, à la puissance des éléments, à la vulnérabilité de l'homme, à la source du vivant et et au-delà au mystère de la vie. La perspective est vertigineuse puisqu'elle touche à notre rapport à la nature et au-delà à notre place d'humain dans l'univers.

Notre matière est faite en partie de mythes, de cosmogonies. Comment les appréhender sans les dénaturer et entendre ce qu'ils ont d'essentiel à dire à l'humain ?

La démarche a quelque chose à voir avec le long travail mené par Lévi-Strauss en Amérique tropicale. Lévi-Strauss parlait de la nécessité qu'il a eue d'écrire en utilisant le « nous » et disait : « Le nous traduit le souci le plus profond de ramener le sujet à ce que, dans une telle entreprise, il devrait essayer d'être… : le lieu insubstantiel offert à une pensée anonyme afin qu'elle s'y déploie, prenne ses distances vis-à-vis d'elle-même, retrouve et réalise ses dispositions véritables. »[7]

Connexions interdisciplinaires

Abdelmalek Kadi nous parle de sa démarche de directeur d'acteurs. Le défi est de partir de rien… enfin pas tout à fait.

Paul Biot envisage de partir de son expérience avec les arbres mais aussi de celui de son engagement de toute une vie en faveur des droits culturels et humains. Son combat pour la reconnaissance du Théâtre-action.

Cela ne signifie pas faire du journalisme ou une conférence gesticulée mais un spectacle dans le sens où les récits doivent transporter un public autant qu'une fiction, un film. Nous serons dans le jeu.

Paul joue Paul. En même temps il ne joue pas tout à fait lui-même mais il n'est pas vraiment un personnage. Il ne peut pas jouer son rôle comme un acteur joue Hamlet. En même temps, il est sur scène face à un public, il doit pourtant jouer. Il s'agira au fil des répétitions de trouver le ton juste.

Moi, la conteuse, j'irai puiser dans les contes mythologiques. La fonction de ces contes est chaque fois d'élargir le propos, apporter une autre référence, tirer vers l'universel et l'infiniment grand.

Si Paul s'intéresse au destin d'un seul être inscrit dans le monde (en l'occurrence le sien), les contes s'intéresseront à toute l'humanité inscrite dans l'univers. Le ton sera résolument différent.

Si Paul est tenu à une sorte de vérité (de l'ordre du témoignage) et d'exactitude presque scientifique surtout en matière de droit, les contes seront délibérément fantasques, imaginaires, le produit de nos fantasmes, de nos peurs.

L'humanité qui se crée des mythes pour se raconter.

Mais tout peut-être à un moment renversé. Où sont les mythes et l'imaginaire ? Ne nous a-t-on pas fait croire qu'il était impossible de communiquer avec un arbre, que notre société en maitrisant la nature irait vers le progrès ? Les croyances, les mythes ne sont-ils pas plus forts que la réalité ? Comment en prendre conscience pour s'en déprendre ? Ne s'agirait-il pas d'inventer des histoires ou des mythes qui nous libèrent de nos oppressions ? L'art – et modestement ce spectacle – peut être un des vecteurs de nouvelles représentations du monde.

La place de la musique sera fondamentale. Elle va lier les deux approches et maintiendra de manière permanente l'approche émotionnelle, sensible, la connexion aux sensations[8]. On peut par exemple imaginer que le violoncelle exprime la douleur d'un arbre qu'on abat. Le son du violoncelle est très proche de la voix humaine, une façon de personnifier l'arbre comme un humain qui chante sa mort. La musique peut exprimer ce qui est inexprimable par des mots comme la beauté d'un arbre en fleur, la force irrépressible de la sève qui monte, le souffle du vent dans les arbres ou la douleur indicible des aborigènes qui voient leur forêt partir en fumée dans une folie destructrice et avec elle une part d'humanité.

Et demain. Le droit du vivant ?

La thématique travaillée pose des questions multidisciplinaires. Elles sont philosophiques, politiques, culturelles, juridiques, anthropologiques. La lecture du *Journal de Culture & Démocratie* n°44 et plus particulièrement de l'article « De nouveaux narratifs pour une société en transition », a été pour nous un point d'appui intéressant pour fonder notre approche particulière d'artistes. « Quand on pose des chiffres sur des catastrophes écologiques par exemple, on les objective, on se place à l'extérieur. On peut alors regarder ça avec une tristesse infinie mais sans se sentir impliqués. L'intérêt de la démarche artistique c'est qu'elle va directement chercher une résonnance intérieure, on ressent une émotion et on est dans la situation. »[9]

Face au cataclysme annoncé pour la planète, il y a actuellement de l'impuissance. Notre vision de l'art et du spectacle ne nous conduit pourtant pas à nous ériger comme militants, secoueurs de foule, transmetteurs d'analyse ou de solutions. Dans ce même article, Vincent Wattelet évoque le propos de Paul Watson : « Une des facettes de l'éco-guerrier, c'est l'artiste. C'est lui qui va nous reconnecter, à travers l'esthétique, à l'amour profond que l'on peut avoir du vivant. »

La présence de Paul Biot comme acteur du spectacle nous a conduits à un autre prolongement qui sera une réflexion sur le droit du vivant. « Les rivières sont nos frères, disait Chef Seatle en 1854. Ce mercredi 15 mars 2017, le Whanganui, un cours d'eau de la Nouvelle-Zélande, s'est vu attribuer par le parlement une personnalité juridique. »[10]

Tous les paysans vous le diront. Les travaux agricoles, le soin prodigué aux plantes, la construction des bâtis… sont autant de pratiques qui étaient guidées par une profonde connaissance des phénomènes naturels. Leur fondement était un grand respect du vivant et de son équilibre. Reconnaitre le droit du vivant susciterait une réhabilitation de ces savoirs, un extraordinaire patrimoine naturel. Il conduirait à un autre usage de la terre.

À l'instar des droits culturels qui ont été petit à petit inscrits dans des lois, le défi posé est de faire de la nature un sujet de droit, conférant aux arbres, via des mandataires, la possibilité de « plaider en justice ».

Le spectacle sera conçu pour le jeune public bien que fondamentalement destiné à tous. Dans notre monde où la vie devient virtuelle, informatisée, robotisée… il s'agira d'entrer dans la voie du sensible pour (re)découvrir un lien charnel avec le monde. Comme au temps de l'Arbre à palabre, l'équipe espère que le spectacle « les arbres » suscitera auprès des nouvelles générations un dialogue vivant, une recherche commune sur l'avenir de notre planète. ■

1. Spectacle soutenu par le Service de la création artistique en Fédération Wallonie-Bruxelles, par le Centre culturel du Brabant Wallon et le Centre culturel d'Ottignies-Louvain-la-neuve.
2. Le Collectif Fabula : Adelmalek Kadi (comédien, metteur en scène) et Bernadette Heinrich (conteuse) co-directeur(rice) ; Paul Biot, comédien, co-fondateur du Théâtre- action ; Nathalie Mahieu, coordinatrice du Service de Santé Mentale du Woluwé Psychosocial.
3. 10% des opérateurs contrat-programmés absorbent 70% du budget de la création artistique de la FWB.
4. http://www.cultureetdemocratie.be/journal-pdf/Journal_44.pdf
5. Émission « Les pieds sur terre » – France culture.
6. Alain Kerlan, « Avant le Musée, la forêt », in *Journal de Culture & Démocratie* n°44.
7. Claude Levi-strauss, *L'homme Nu*, Plon, 2009.
8. David G. Haskell, *Un an dans la vie d'une forêt*, Libres Champs. Flammarion. 2016.
9. Frédérique Müller, « De nouveaux narratifs pour une société en transition », in *Journal de Culture & Démocratie* n°44. p.21-22.
10. Alexandre Galand, « Revenir sur terre et démentir la fatalité du dualisme Nature/Culture », in *Journal de Culture & Démocratie* n°44, p.7-8.

© Éliane Fourré
Adieux, Linogravure, 2013



NEUF ESSENTIELS POUR PENSER LA CULTURE EN COMMUN(S) sur le site de Remix the commons

Tous les textes de l'ouvrage *Neuf essentiels pour penser la culture en commun(s)* sont désormais disponibles sur le site **Remix the commons** (http://www.remixthecommons.org), un projet multimédia collaboratif et évolutif dont l'objectif est de documenter et d'illustrer les idées et les pratiques du mouvement des communs.

COUPE CIRCUIT
Des créations hors-circuits par et pour chacun·e·s

COUPE CIRCUIT

Le festival Coupe-circuit est un festival online qui a pour vocation de promouvoir des productions qui ne circulent pas dans les circuits classiques de diffusion en les rendant gratuitement accessibles sur le site internet www.coupecircuit.be pendant un mois.

En parallèle, plusieurs événements et rencontres seront organisés, dont notamment :

- **LANCEMENT**
  MARDI 25 SEPTEMBRE de 10h à 12h
  au PointCulture Bruxelles
  Une table ronde intitulée « Comment garantir et promouvoir la diversité culturelle à l'heure du tout numérique ? » sera proposée dans le cadre du cycle « pour un numérique humain et critique », saison 4.
- **VENDREDI 2 NOVEMBRE à 20h**
  à La Louvière
  Projection du film documentaire ***Ongles rouges*** de Valérie Vanhoutvinck suivi d'un débat sur la féminité en prison.
- **JEUDI 8 NOVEMBRE :**
  Journée de clôture à la Tentation à Bruxelles
  Journée thématique consacrée à l'action culturelle en milieu carcéral.

▶ **Plus d'infos : https://www.gsara.be/coupecircuit/propos.html**



LE TRAVAIL
Thématique de la saison 2018-2019 de PointCulture

PointCulture, partenaire de ce numéro du *Journal de Culture & Démocratie*, fait du Travail sa thématique de l'année 2018-2019. D'octobre à juin, dans tous les PointCulture, le travail sera sous le feu des projecteurs !

Ce sera l'occasion de débattre, rêver et prendre le temps de la réflexion autour de son histoire, de son rôle social mais aussi des nouvelles tendances qui se dessinent. Qu'est-ce que nous propose la société de demain en la matière ? Y a-t-il un « autre travail » possible, voire souhaitable ? Quel travail d'abord ? Pourquoi travaille-t-on ? Est-ce que cela crée du lien ? Est-ce porteur de sens ?

Expo, ateliers, projection, conférences seront au programme pour changer de regard ou mieux appréhender les enjeux.

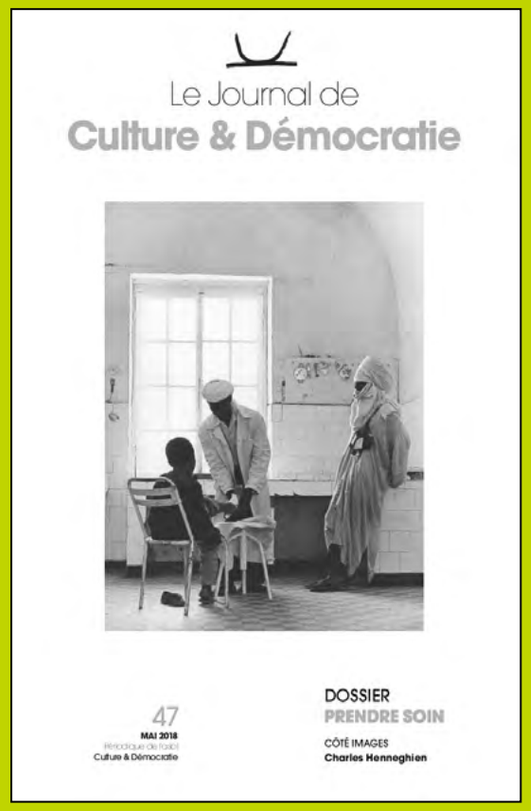
Le lancement de la saison aura lieu du 4 au 6 octobre au PointCulture Bruxelles.

▶ **Plus d'infos : https://www.pointculture.be/article/focus/le-travail/**

Retrouvez toutes nos publications dans notre catalogue :

http : //www.cultureetdemocratie.be/chantiers/autres/catalogue-des-publications-de-culture-democratie

PRENDRE SOIN



Ce *Journal de Culture & Démocratie* n° 47 aborde la question du soin. Que veut dire soigner, prendre soin, réparer, guérir, dans la société d'aujourd'hui ? Comment le soin est-il conçu, quelles sont les logiques qui président à son organisation et à sa mise en œuvre ?

Les excès du néo-libéralisme génèrent iniquités et fragilités croissantes. Les logiques managériales mettent à mal les secteurs de la santé et de l'aide sociale chargés de prendre soin des plus vulnérables. Comment, dans ce contexte, penser et mettre en œuvre le soin ? Comment faire advenir une société qui, outre la prise en charge de la maladie et de la fragilité, assure plus largement le lien, l'accueil, le respect ?

Cette livraison du Journal scrute cette notion de soin avec un dossier particulièrement fourni qui conjugue approches anthropologique, philosophique, sociologique et culturelle du soin et croise analyses, constats et alternatives. Les contributions réunies dressent le tableau d'une société qui, dans le même mouvement, maltraite les plus faibles, détricote en partie ce qui fut conçu pour les protéger et les accompagner, et suscite parallèlement, au cœur de ses dysfonctionnements, des réponses nouvelles et des alternatives.

Les textes de ce journal sont accompagnés par les photographies de Charles Henneghien.

Émission de radio
Le 25 juillet, Radio Panik consacrait une émission à ce numéro du Journal, intitulée « Prendre soin : Pensées et pansements »
À écouter en podcast : http://www.radiopanik.org/emissions/panikorama/prendre-soin-pensees-et-pansements-/

À PARAITRE À L'AUTOMNE

Cahier 08 – Penser la culture en commun(s) ?

Le 07 juin dernier Culture & Démocratie organisait, en partenariat avec PointCulture Bruxelles, La Maison à Bruxelles et Radio Panik, une journée d'ateliers et de conférences intitulée « Penser la culture en commun(s) ? ». Faisant suite à la publication du *Journal de Culture & Démocratie* n°45 – dossier « Friches » et du *Neuf essentiels pour penser la culture en commun(s)*, ce Cahier 08 vous propose les actes de cette journée de réflexions.

Envisagés comme manière spécifique de gérer une ressource, comme principe politique offrant une alternative au capitalisme ou encore comme l'ensemble des activités citoyennes fondées sur la participation, les communs interrogent les modèles dominants. Aujourd'hui, partout dans le monde, nombreux sont les militant·e·s, artistes, opérateur·rice·s culturel·le·s, développeur·euse·s, juristes, habitant·e·s ou associations qui mettent à l'œuvre les principes de communs, portant une nouvelle manière de travailler, une nouvelle de manière de vivre ensemble, une nouvelle manière de faire de l'économie.

Le Hors-série du *Journal de Culture & Démocratie*

Poursuivant les travaux entamés avec l'équipe française de l'Insatiable dans le cadre de la revue *Archipels*, Culture & Démocratie continue de s'interroger sur la question migratoire dans ce numéro hors-série du journal. La migration sera ici abordée par le prisme de la thématique « ville et cosmopolitisme » : Comment les artistes s'emparent-ils de cette thématique ? Comment les expressions culturelles des migrants se sont installées dans le paysage citadin, l'enrichissant car provoquant des échanges inédits, des mélanges inattendus, de la créolisation ? Comment la ville s'est-elle construite historiquement avec ces arrivées régulières de migrants ? Comment des quartiers sont nés ? Quels quartiers s'en sont trouvés (trans)formés ? Comment ce monde commun s'annonce-t-il, malgré tout ?

CÔTÉ IMAGES

ÉLIANE FOURRÉ ET MERKEKE

Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas un mais deux artistes qui ont accepté d'accompagner les textes de ce numéro du *Journal de Culture & Démocratie* sur le travail.

Éliane Fourré est membre du collectif Razkas depuis 1995. Intimistes, ses linogravures racontent des souvenirs d'enfance, des scènes de la vie quotidienne, du monde dans lequel nous vivons. En noir et blanc, parfois notées de rouge, ses œuvres sont franches, percutantes, qu'elles capturent un instant tendre, dénoncent ou revendiquent.

Merkeke mêle les techniques – le pinceau, la plume, le stylo, l'encre de Chine, l'aquarelle et l'écoline – dans une démarche qui se veut plus documentaire. Auteur de *Sablier* (scénario Ph. De Pierpont, Éditions Pyramides) et d'une histoire courte, *D'une nuit à l'autre* (textes Christian Coppin, Éditions Fréon/Frémok), il accepte – il y a plusieurs années déjà – la proposition d'adaptation du scénario de long-métrage *La mémoire aux alouettes* du cinéaste belge Paul Meyer co-scénarisé avec Anne Michotte. Ce travail lui demande d'effectuer des repérages en Belgique et en Italie, à la rencontre d'anciens mineurs, de témoins de la catastrophe du Bois du Cazier à Marcinelle et de protagonistes du film – des expériences humaines parfois inédites. Ce projet, toujours en cours de réalisation, aura demandé un travail de recherches bibliographiques, iconographiques et muséales et observe, par la force des choses, une sorte de labour du temps pour ne pas dire de la mémoire. Paul Meyer dirait : « Mais de quelle mémoire s'agit-il ? » Quelques traces de ces recherches et rencontres parsèment ce Journal.

Ces deux univers cohabitent pour accompagner les textes de ce dossier et enrichissent considérablement cette publication. Par bien des aspects ces illustrations font écho aux textes qu'elles accompagnent qui parlent du travail avant tout comme geste, comme faire. Éliane Fourré et Merkeke font et nous livrent, par la gravure et le dessin, deux regards sur le monde, les visages et les gestes de nos contemporains.



© Éliane Fourré
Rue Verte, 8 heures du matin
Linogravure, 1998



© Merkeke/Frémok,
Self-service, Pastiche Vincent Fortemps,
Éditions Frémok, 2002

Culture & Démocratie

Fondée en 1993, constituée en asbl en 1994, association d'éducation permanente depuis 2010, Culture & Démocratie est une plateforme de réflexion, d'observation, d'échange et de sensibilisation à ce qui lie la culture et la démocratie. Cette articulation nourrit l'association depuis son origine.

Présidente Sabine de Ville

Équipe Baptiste De Reymaeker, Hélène Hiessler, Maryline le Corre

Comité de rédaction Paul Biot, Laurent Bouchain, Roland de Bodt, Sabine de Ville, Leslie Doumerc, Bernadette Heinrich, Pierre Hemptinne, Abdelmalek Kadi, Sébastien Marandon, Nimetulla Parlaku, Anne-Sophie Sterck et Valérie Vanhoutvinck.

Le *Journal de Culture & Démocratie* est édité par l'asbl Culture & Démocratie
rue Émile Féron 70, 1060 Bruxelles
Téléphone : 02 502 12 15
Courriel : info@cultureetdemocratie.be
Banque Triodos : BE65 5230 8036 6696

Ont collaboré à ce numéro
Michel Bauwens, Lapo Bettarini, Paul Biot, Laurent Courtens, Alexis Cukier, Baptiste De Reymaeker, Sabine de Ville, Irene Favero, Isabelle Ferreras, Patrice Flichy, Manuelle Freire, Sandrino Graceffa, Bernadette Heinrich, Pierre Hemptinne, Hélène Hiessler, Maryline le Corre, Daniele Manno, Coline Merlo, Nicolas Naudet, Marc Roesems, Christian Ruby, Catherine Thomas Felipe Van Keirsbilck et Lorent Wanson – *sauf mention particulière, les articles publiés par* Le Journal de Culture & Démocratie *constituent des contributions originales rédigées par les auteurs expressément pour chaque livraison. Bien que sollicités, les textes publiés ici n'engagent que leurs auteurs*

Images Éliane Fourre & Merkeke
Rappelons que les images publiées sont autonomes et sans rapport avec les textes.

Mise en page Françoise Vercruysse (Éditions du Cerisier)

Impression Imprimerie Jan Verhoeven

Éditeur responsable
Baptiste De Reymaeker

Avec le soutien
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
et de PointCulture

www.cultureetdemocratie.be

Nous remercions tous les généreux donateurs et cotisants qui, en 2017, nous ont aidés financièrement.

VOTRE SOUTIEN EN 2018 RESTE ESSENTIEL

Adoptez la forme qui vous convient le mieux :

> la *cotisation simple* de 25 €
la *cotisation de soutien* à partir de 50 €

> le *don* à partir de 40 € (pour bénéficier de la déductibilité, mentionnez **don + 2018** en communication)

Les cotisants recevront notre Journal par la poste.

NOUVEAU :
Un abonnement simple au Journal est désormais possible pour 10 € / 3 numéros (mentionner **abonnement simple** en communication).

Vous pouvez adresser votre versement à l'ordre de
Culture & Démocratie
rue Émile Féron 70 - 1060 Bruxelles

Banque Triodos :
IBAN : BE 65 5230 8036 6696
BIC : TRIOBEBB.

Communication : nom, prénom, adresse complète, *abonnement, cotisation* ou *don*, année de la cotisation ou du don.

Merci d'avance !